

**SOMMET 2021 SUR LES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES**



CONCERTATIONS

SEPTEMBRE 2021

Synthèse des Concertations des États membres

RAPPORT N° 3



**NATIONS UNIES
SOMMET 2021 SUR LES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES**

Sommaire

Résumé	3
Introduction.....	3
Section par section	4
Conclusions.....	6
Introduction.....	8
1. La progression des Concertations des États membres.....	10
1.1. La progression des Concertations des États membres vers les voies et le Sommet sur les systèmes alimentaires	10
1.2. Pourquoi les Concertations fonctionnent-elles dans des systèmes complexes ?	11
1.3. Programme des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires	13
1.4. Coordonnateurs des Concertations des États membres	13
1.5. Le processus des Concertations des États membres	16
1.6. Les Concertations mènent à des voies.....	19
1.7. Connexion avec les Concertations indépendantes	20
1.8. Communication des messages des Concertations	22
1.9. Accompagnement de la progression des Concertations	24
2. Analyse des participants	26
2.1. Égalité des sexes	26
2.2. Âge.....	27
2.3. Secteur.....	29
2.4. Groupes de parties prenantes	31
3. Faire en sorte que les systèmes alimentaires soient adaptés à l'avenir, convergence des résultats des Concertations	37
4. Voies vers la transformation des systèmes alimentaires des États membres.....	57
4.1. Présentation	57
4.2. Visions du futur.....	59
4.3. Encadrement des voies autour des objectifs du Sommet.....	60
4.4 Comment les voies concrétiseront-elles leurs ambitions ?.....	60
4.5. Conclusion	63
5. Collaborations pour la mise en œuvre	64
5.1. Mécanismes de gouvernance multipartites centrés sur les personnes	64
5.2. Les systèmes alimentaires comme enjeu de la gouvernance dans toutes les juridictions	65
5.3. Apprentissage continu en matière de gouvernance	69
5.4. Partenariats mondiaux	69
5.5. Convergence avec la synthèse des Concertations indépendantes.....	70

6. Implications pour la mise en œuvre.....	73
7. Observations finales, perspectives d'avenir	76
Annexe A – Formulaire de compte-rendu officiels publiés les Coordonnateurs des États membres	77
Annexe B – Formulaire de compte-rendu officiels pris en compte dans la synthèse	81

Résumé

Introduction

L'intention générale du **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021** (ci-après dénommé simplement « le Sommet ») est que les systèmes alimentaires nationaux apportent la plus grande contribution possible aux besoins des personnes et de la planète, comme le prévoit l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'envoyée spéciale pour le Sommet, le Dr Agnes Kalibata, encourage un large engagement dans la préparation du Sommet en les invitant à participer à des concertations multipartites pour élaborer le futur de leurs systèmes alimentaires nationaux.

Les **Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires (CSSA)**, (dénommées ci-après les « Concertations »), constituent des opportunités pour un large éventail de parties prenantes de s'engager dans l'élaboration des systèmes alimentaires du futur. Les Concertations des États membres, indépendantes et mondiales sont organisées en préparation du Sommet par les Coordonnateurs des Concertations qui sont responsables de la conception, de la conduite et du compte-rendu des Concertations.

Les Coordonnateurs sont encouragés à utiliser le droit à une alimentation adéquate et aux autres droits de l'homme ainsi qu'à l'Agenda 2030 pour le développement durable comme base des Concertations. Les Coordonnateurs veillent également à ce que les participants aux Concertations reflètent les [Principes d'engagement du Sommet](#) : agir avec diligence, s'engager à garantir la réussite du sommet, respecter les différents points de vue, reconnaître la complexité des systèmes alimentaires, inclure une diversité de parties prenantes, s'appuyer sur

les politiques et initiatives existantes, et favoriser la confiance en veillant à ce que les remarques formulées lors des Concertations ne soient pas attribuées à des participants individuels. Les **Coordonnateurs des Concertations des États membres** sont nommés par leurs gouvernements et accompagnés par des équipes de soutien, et bénéficient d'une orientation et d'un soutien grâce à un partenariat entre le Secrétariat du Sommet des Nations Unies et l'entreprise sociale 4SD, basée en Suisse.

Ce rapport est basé sur une synthèse des Formulaires de compte-rendu officiels des Concertations des États membres reçus par le Service de soutien aux Concertations avant le 15 août 2021.

Source de données : Formulaires de compte-rendu officiels et voies des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires des États membres

- La Section 2, Analyse des participants, est basée sur les **405 formulaires de compte-rendu officiels** des Concertations des États membres publiés sur la Passerelle par **92 pays** au 15 août 2021.
- La Section 3, Analyse des résultats des Concertations, est basée sur les **446 formulaires de compte-rendu officiels** des Concertations des États membres publiés sur la Passerelle par **105 pays** au 23 août 2021.
- La Section 4, relative aux voies, est basée sur **8 voies** téléchargées sur le Passerelle et sur **19** projets de documents sur les voies partagés avant la publication au 6 septembre 2021.

Ce rapport résume les résultats de ces Concertations, en identifiant les différents modèles et en réfléchissant sur leur importance dans le contexte des besoins et des opportunités nationales, régionales et mondiales. À la suite des Concertations des États membres, un nombre croissant de pays définissent des voies pour parvenir à des systèmes alimentaires durables, équitables et résilients d'ici à 2030. Ce rapport décrit également les progrès réalisés dans l'élaboration des voies.

L'ambition générale des voies est une transformation profonde de l'ensemble des systèmes alimentaires qui sera soutenue, en temps voulu, par les engagements des parties prenantes. Les nations s'appuieront sur leurs voies pour faire progresser leurs efforts de transformation des systèmes alimentaires nationaux. Les nations doivent travailler ensemble pour faire avancer les transformations, en créant souvent des liens avec d'autres pays de leur région, et en saisissant les occasions de partager les uns avec les autres et de tirer des enseignements de leur expérience collective.

Cet effort multi-pays et multipartite, fondé sur les Concertations des États membres, les voies nationales et les positions régionales, s'intensifiera au cours de la période de deux ans comprise entre 2021 et 2023. Il sera soutenu par des mécanismes de soutien répondant aux besoins des pays et couvrant cinq domaines d'action : 1) permettre à chacun d'être bien nourri ; 2) stimuler des solutions de production respectueuses de la nature ; 3) promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et l'autonomie des communautés ; 4) renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress ; et 5) soutenir les moyens de mise en œuvre, notamment par le biais de coalitions locales, régionales et mondiales. Ces possibilités sont actuellement explorées par les gouvernements et d'autres parties prenantes.

Les dispositions nécessaires pour soutenir l'amélioration, la validation, la mise en œuvre et la connexion entre les voies d'accès aux niveaux national et régional sont également étudiées tout comme les propositions visant à maintenir l'énergie et l'enthousiasme du travail multipartite au cours des deux prochaines années afin d'éclairer la transformation des systèmes alimentaires du futur.

Section par section

Cette synthèse est divisée en six sections qui guident le lecteur à travers un processus visant à donner un sens à l'énorme corpus de données sur lequel elle repose.

1. La progression des Concertations des États membres

Cette section comprend une description de la progression des Concertations pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Elle donne des explications sur le fonctionnement des Concertations et sur le programme des Concertations de l'UNFSS. Elle décrit le rôle du Coordonnateur des États membres et le processus de Concertation des États membres, montrant comment ce processus a mené à des « voies ». Des liens sont établis avec le processus des Concertations indépendantes et la manière dont les Concertations ont été communiquées par les États membres et accompagnées par le service de soutien aux Concertations de l'UNFSS.

2. Analyse des participants

Cette section décrit le nombre, les attributs et les appartenances des participants aux Concertations et explore les tendances de la participation au fil du temps. Elle explore la

participation totale et relative par sexe, âge, secteur et groupe de parties prenantes. Elle démontre les cercles de plus en plus larges de l'engagement des parties prenantes qui ont eu lieu lors des nombreuses progressions des Concertations nationales et attire l'attention sur des circonstances particulières.

3. Faire en sorte que les systèmes alimentaires soient adaptés à l'avenir, convergence des résultats des Concertations

Cette section utilise comme source les Formulaire de compte-rendu officiels partagés par les Coordonnateurs des États membres après leurs Concertations pour créer une synthèse consolidée des résultats des Concertations. Les points de convergence sont identifiés et réunis dans un fil conducteur. La manière dont les États membres identifient et entendent utiliser les leviers de changement est considérée comme un élément déclencheur important de la transformation des systèmes alimentaires. Les points communs de divergence sont également considérés comme des indicateurs importants pour les décisions à prendre et les compromis qui devront être faits au cours de la prochaine décennie.

4. Voies vers la transformation des systèmes alimentaires des États membres

Cette section explique comment la progression des Concertations a conduit à l'élaboration de « voies » et s'appuie sur les voies déjà publiées sur la Passerelle, partagées en tant que pièces jointes aux Formulaire de compte-rendu officiels ou sous forme de projet avec le service de soutien aux Concertations de l'UNFSS. Elle montre comment les États membres décrivent leur vision de l'avenir de leurs systèmes alimentaires, comment ces voies ont été articulées autour des objectifs du Sommet et des actions, décisions et engagements nécessaires pour que les voies soient à la hauteur de leurs ambitions.

5. Collaborations pour la mise en œuvre

Cette section traite de la gouvernance et des relations que les États membres considèrent comme nécessaires pour tirer parti de l'élan créé par la progression de la Concertation et l'élaboration de voies. L'accent est mis sur les mécanismes de gouvernance multipartite centrée sur les personnes, où les systèmes alimentaires sont considérés comme un problème dans toutes les juridictions. La nécessité d'un apprentissage continu en matière de gouvernance des systèmes alimentaires est développée, tout comme les partenariats mondiaux qui seront nécessaires. La convergence avec les Concertations indépendantes y est approfondie.

6. Implications pour la mise en œuvre

S'appuyant sur l'expérience du programme des Concertations, cette section présente six fonctions qui seront importantes dans les deux ans qui suivront le Sommet. Ces fonctions sont les suivantes :

- I. Les gouvernements nationaux et les parties prenantes dans les pays devront réfléchir aux résultats du Sommet et indiquer leurs intentions pour la période de l'après-Sommet
- II. Les gouvernements nationaux continueront à organiser des Concertations, à favoriser les voies menant aux systèmes alimentaires du futur, à veiller à la

- validation de ces voies, à les utiliser comme base pour la mise en œuvre et à les réexaminer (et à les adapter) à intervalles réguliers
- III. Les gouvernements nationaux seront proactifs dans l'engagement des principales parties prenantes dans les Concertations post-Sommet, les voies, la mise en œuvre et leur examen
 - IV. Les gouvernements nationaux auront accès à une expertise scientifique et à un soutien technique dans le cadre d'un mécanisme de soutien géré pour l'après-sommet
 - V. Les gouvernements nationaux feront progresser la transformation en exploitant les leviers du changement
 - VI. Les gouvernements nationaux étudieront les possibilités de gouvernance des systèmes alimentaires

Conclusions

L'utilité de travailler par le biais d'une approche des systèmes alimentaires est de plus en plus évidente pour ceux qui ont participé aux Concertations des États membres l'année dernière. Les Concertations des États membres offrent la possibilité d'impliquer de nombreux groupes de parties prenantes intéressées par les systèmes alimentaires du futur. La vision large des systèmes alimentaires qui a émergé lors de la préparation du Sommet révèle l'importance des approches interdisciplinaires et multisectorielles. De nombreuses parties prenantes impliquées dans les Concertations ont abordé l'alimentation sous l'angle de l'universalité du droit à l'alimentation et de l'ensemble des 17 ODD. Les résultats du système alimentaire à privilégier sont abordés dans le cadre de discussions et de débats. Les interactions pendant les Concertations soulignent la valeur d'un débat explicite sur les priorités et les compromis qu'elles impliquent, en particulier s'il reconnaît l'existence d'un éventail de points de vue valables sur la manière de progresser et s'il ne recule pas devant la complexité inhérente à cette méthode de travail.

Dans le cadre des Concertations, les parties prenantes travaillent ensemble pour formuler des visions des systèmes alimentaires du futur, en identifiant et en travaillant sur les points de divergence, en explorant les options par lesquelles les systèmes alimentaires d'aujourd'hui peuvent changer, et en concevant les voies permettant aux parties prenantes de concrétiser les changements. Les différents groupes de parties prenantes ont des points de vue variés sur la façon dont les systèmes alimentaires devraient fonctionner, ainsi que sur la façon dont ils devraient être adaptés et rendus résilients face à des stress potentiels. Ces différences perçues sur l'apparence des systèmes alimentaires influencent la façon dont les différentes parties prenantes perçoivent les forces et les vulnérabilités de leurs systèmes.

Les Concertations pour le SSA sont l'occasion de partager les différents points de vue des parties prenantes, de les examiner et d'en discuter mais aussi de leur permettre d'apprécier les liens qui existent entre eux. Elles sont alors dans une meilleure position pour aligner leurs efforts et augmenter leur impact.

Les voies qui émergent des Concertations sur la sécurité alimentaire faciliteront la coordination des efforts de transformation des systèmes alimentaires. Elles s'appuient sur les stratégies alimentaires nationales existantes et sur les résultats des programmes nationaux des Concertations multipartites. La plupart des voies sont des voies stratégiques de haut niveau, combinant les visions des types de systèmes alimentaires nécessaires à l'avenir, en se concentrant sur 2030, avec des descriptions de la

meilleure façon de réaliser ces visions, et en mettant l'accent sur la manière de soutenir et de gérer au mieux le changement de système. Dans les six mois qui suivront le Sommet, le Service de soutien aux Concertations continuera à soutenir les Coordonnateurs nationaux et les organisations régionales dans l'élaboration de leurs voies, l'identification de leurs priorités et la recherche de liens avec d'autres.

Mise à jour - Au moment de la publication de cette synthèse, un total de 601 Concertations des États membres ont été annoncées et 81 documents de voies nationales ont été téléchargés sur la Passerelle.

Introduction

Présentation du Sommet sur les systèmes alimentaires : synthèse des Concertations des États membres

Cette synthèse regroupe les résultats des Concertations des États membres dans le contexte de la progression vers le Sommet et au-delà. Les Concertations sont devenues une occasion de s'engager largement dans l'élaboration des systèmes alimentaires du futur. De nombreux Coordonnateurs ont fait preuve de compétences exemplaires en matière de leadership des systèmes et souhaitent continuer à apporter leur contribution de cette manière. La synthèse repose sur le [Rapport n° 2 de la Synthèse des Concertations des États membres](#) publiée avant le Pré-Sommet, en élargissant considérablement l'éventail des Concertations sur lesquelles elle est fondée et en incluant la synthèse des voies et des Concertations intergouvernementales.

Source de données : Formulaires de compte-rendu officiels et voies des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires des États membres

- La Section 2, Analyse des participants, est basée sur les **405 formulaires de compte-rendu officiels** des Concertations des États membres publiés sur la Passerelle par **92 pays** au 15 août 2021.
- La Section 3, Analyse des résultats des Concertations, est basée sur les **446 formulaires de compte-rendu officiels** des Concertations des États membres publiés sur la Passerelle par **105 pays** au 23 août 2021.
- La Section 4, relative aux voies, est basée sur **8 voies** téléchargées sur la Passerelle et sur **19** projets de documents sur les voies partagés avant la publication au 6 septembre 2021.

Dans cette synthèse, nous décrivons les personnes impliquées dans les Concertations des États membres et les processus qu'elles ont initiés. Nous montrons comment la progression des Concertations a conduit à la formulation de voies nationales vers des systèmes alimentaires durables et équitables d'ici 2030.

Nous démontrons que la combinaison de ces efforts locaux et nationaux converge vers des ambitions de haut niveau pour une transformation généralisée. Des exemples de pays, tirés des échanges avec les Coordonnateurs et de l'analyse des Formulaires de compte-

rendu officiels sont utilisés sous forme de vignettes tout au long de cette synthèse.

Ces vignettes sont de deux types. Les « **Fenêtres nationales** »¹ illustrent les processus en cours au fur et à mesure de la progression des Concertations nationales et décrivent ce qui en ressort. Les « Fenêtres nationales » n'ont pas toujours un lien direct avec les parties du texte qu'elles accompagnent. Elles ont été insérées pour illustrer le contexte dans lequel se déroulent les Concertations et les modèles qui en ressortent. Les vignettes « **Focus thématique** » illustrent une partie spécifique du texte avec les processus nationaux.

¹ Cette synthèse vise à refléter les éléments des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires des États membres dans les pays participants. Les « Fenêtres nationales » qui apparaissent dans cette synthèse ne représentent qu'une partie des nombreuses informations qui peuvent être recueillies lors des Concertations avec les États membres. Pour approfondir les résultats des Concertations, les Formulaires de compte-rendu officiels peuvent être consultés sur la Passerelle des Concertations pour le Sommet à l'adresse <https://summitdialogues.org/fr/exploration-de-compte-rendu/>.

Cette synthèse constitue une base pour le lancement, lors du Sommet, d'un programme ambitieux de transformation des systèmes alimentaires à de multiples niveaux. Elle nécessitera la mise en œuvre d'une dynamique coordonnée et concertée entre plusieurs pays, plusieurs secteurs et plusieurs parties prenantes pour faire évoluer les systèmes alimentaires de manière à refléter les impératifs mondiaux tout en répondant aux réalités locales. Un bilan dans deux ans serait l'occasion de maintenir l'urgence et la dynamique, tout en offrant un moment universel et fédérateur pour tous les États membres et parties prenantes. Cela soulignerait la nature universelle de l'Agenda 2030 lui-même et fournirait une plateforme permettant à tous les pays de rester engagés.

Messages du pré-Sommet, Rome, juillet 2021

Trois messages importants sont ressortis des déclarations ministérielles², discussions, et interventions lors du pré-Sommet.

1. De nombreuses personnes font face à des crises de plus en plus graves dues à la maladie (COVID-19), à l'effondrement des services de santé, à l'augmentation de la faim, à une mauvaise alimentation, aux effets du changement climatique, à la destruction de la nature, à la perte de biodiversité, à l'aggravation des inégalités et à la méfiance internationale. La nécessité d'agir est claire et exprimée.
2. Les systèmes alimentaires ont le potentiel d'améliorer les choses grâce à leur capacité à connecter les gens et la planète. Ils sont la base de nombreux moyens de subsistance, les racines de la prospérité, et peuvent aider à contrer les chocs et les crises. Mais s'ils ne sont pas bien utilisés, ils peuvent aggraver la situation.
3. Les systèmes alimentaires sont dynamiques et en constante évolution. Quelles sont les possibilités d'influencer l'évolution des systèmes alimentaires afin qu'ils deviennent de toute urgence plus favorables aux personnes, à la nature et à une prospérité équitable ? Sont-ils en mesure d'apporter une contribution unique et de grande importance et un avenir durable, équitable et résilient pour tous d'ici 2030 ?

La progression des Concertations : une surprise énorme et appréciée

Les Concertations permettent à diverses parties prenantes des systèmes alimentaires de s'engager dans l'élaboration des systèmes alimentaires du futur en encourageant des liens inattendus, un examen approfondi et une participation élargie. Les résultats des Concertations sont maintenant consolidés dans des voies validées par les législateurs et les parties prenantes. Les voies sont utilisées pour encourager et organiser les engagements collectifs.

Les décideurs nationaux ont saisi l'opportunité offerte par tous les types de Concertations pour le SSA, y compris celles qui sont organisées de manière indépendante. Ils sont de plus en plus engagés dans le processus, anticipant qu'il s'avérera utile au-delà du Sommet et servira de base à des actions de suivi.

² 108 des 148 États membres qui ont désigné un Coordonnateur national ont fait des déclarations ministérielles lors du pré-Sommet.

1. La progression des Concertations des États membres

1.1. La progression des Concertations des États membres vers les voies et le Sommet sur les systèmes alimentaires

À l'approche du Sommet sur les systèmes alimentaires 2021 du Secrétaire général des Nations Unies, les États membres se sont concentrés sur la manière dont leurs systèmes alimentaires nationaux pourraient, au cours de la décennie à venir, s'aligner sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). En tant qu'élément central du processus du Sommet, chaque État membre a été invité à organiser des Concertations multisectorielles et multipartites et à définir une voie nationale vers des systèmes alimentaires durables. Cela implique une approche des systèmes alimentaires qui reflète les liens avec tous les ODD et accorde une attention particulière aux personnes qui pourraient autrement être laissées pour compte.

Pour aider les États membres à élaborer des **voies vers des systèmes alimentaires durables d'ici 2030**, ils ont été encouragés à lancer des Concertations multisectorielles et multipartites pour le Sommet sur les systèmes alimentaires. Ces Concertations se sont déroulées en trois étapes, dans différents contextes infranationaux et nationaux. Les Concertations ont, à des degrés divers, mobilisé des participants issus d'un large éventail de groupes de parties prenantes intéressés par les relations entre les personnes, la planète et la prospérité et impliqués dans les systèmes alimentaires nationaux.

Les participants aux Concertations ont convenu de travailler ensemble de façon à refléter les [Principes d'engagement du Sommet](#) tout en explorant ce qui doit changer et les options d'action qui peuvent contribuer à des systèmes alimentaires durables et équitables. De nombreuses parties prenantes individuelles qui n'ont pas pu prendre part à la progression de leurs Concertations des États membres ont organisé ou participé à des Concertations de manière indépendante.

Compte tenu de l'impact de la COVID-19 sur les rassemblements, des dispositions ont été prises afin que les Concertations se déroulent de manière virtuelle lorsque les conditions le permettaient. Cela a limité le nombre de personnes impliquées et a sans doute exclu celles qui se trouvaient dans des endroits isolés ou dont les ressources étaient limitées.

Fenêtre nationale

*Malgré les difficultés dues à la COVID-19, les **Fiji** ont organisé cinq Concertations multipartites axées sur chacune des pistes d'action, suivies d'une Concertation nationale qui s'est déroulée sur plusieurs jours et à laquelle a participé le Premier ministre. Toutes les Concertations ont mis en évidence le rôle important des femmes et des jeunes. Une voie nationale est en cours de préparation afin d'identifier des solutions susceptibles de transformer le système alimentaire des Fiji et de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030. Les îles Fidji remarquent que les Principes d'engagement du SSA ont apporté des orientations importantes pour l'élaboration du programme des Concertations, notamment l'importance de la diversité et de l'inclusion, tant dans le processus de préparation que dans la facilitation des discussions.*

Au fur et à mesure que le processus des Concertations s'est développé dans chaque État membre, le discours a progressé vers **la formulation d'une voie nationale vers un système alimentaire durable**

d'ici 2030³. Aucun format n'a été défini pour cette formulation. Les États membres ont été encouragés à développer leurs voies de manière à faciliter le développement continu de leurs systèmes alimentaires après le Sommet et au cours de la prochaine décennie. Les voies se situent donc nécessairement à un niveau assez élevé à ce stade, tandis que l'on a encouragé la formulation des résultats souhaités pour le système alimentaire national en 2030, les décisions qui devront être prises pour rendre ces résultats réalisables, une description des activités qui mèneront aux résultats souhaités et le plan qui coordonne ces activités, notamment l'éventail des parties prenantes impliquées, leurs engagements et les jalons qui ponctueront l'activité.

1.2. Pourquoi les Concertations fonctionnent-elles dans des systèmes complexes ?

Les systèmes alimentaires sont intrinsèquement complexes. Les millions de personnes impliquées dans les systèmes alimentaires sont, entre autres, des agriculteurs, des ouvriers, des pêcheurs, des transformateurs, des transporteurs, des manutentionnaires, des commerçants, des professionnels du marketing, des régulateurs et des consommateurs. Les systèmes alimentaires sont liés aux systèmes financiers, à la propriété foncière, à l'environnement naturel, à la santé et aux normes culturelles.

Cette trame complexe de personnes, de lieux et de politiques constitue la réalité désordonnée des systèmes alimentaires de notre planète. Un simple changement dans un domaine peut avoir de profondes répercussions sur d'autres domaines plus tard. Dans ces circonstances, les changements sont loin d'être faciles. Les bonnes solutions techniques peuvent être difficiles à adopter pour de multiples raisons : elles peuvent ne pas avoir de sens dans différents contextes, elles peuvent perturber trop d'intérêts existants et il peut s'avérer impossible de déverrouiller facilement la trame complexe des connexions personnelles qui a évolué au fil des siècles d'existence.

La transformation de ces systèmes complexes nécessite des approches adaptatives, c'est-à-dire des approches qui peuvent évoluer dans le temps pour s'adapter à l'évolution du contexte et des circonstances locales. La transformation des systèmes complexes nécessite des moyens d'atteindre et de connecter des intérêts multiples mais aussi de les rapprocher alors qu'ils peuvent avoir des points de vue très différents. Cela nécessite des processus qui encouragent les gens à s'engager honnêtement dans des situations difficiles et contestées.

C'est l'objectif des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires : réunir de multiples parties prenantes dans un environnement sûr pour encourager un échange honnête. De nouvelles connexions se mettent en place, les mentalités évoluent et de nouvelles solutions émergent. Les Concertations pour le SSA

Fenêtre nationale

*Lors d'une session de connexion des Coordonnateurs, le Coordonnateur adjoint du **Maroc** a partagé l'intérêt et l'enthousiasme suscités par le processus de Concertation. « C'est comme si les gens attendaient cette conversation depuis longtemps ! Ils ont eu du mal à terminer les Concertations ». Il a également expliqué qu'elles étaient l'occasion de sensibiliser le public à des questions essentielles. Par exemple, les restaurateurs ont fait part de leur inquiétude concernant les grandes quantités d'aliments non consommés et jetés, et ceux qui interviennent auprès de familles en situation d'insécurité alimentaire ont été choqués d'entendre cela. Mais ces parties prenantes y ont également vu un potentiel inexploité de collaboration et la réduction des déchets alimentaires est apparue comme une priorité importante du suivi.*

³ Note d'orientation sur la « Formulation des voies nationales en vue de la transformation des systèmes alimentaires pour soutenir l'Agenda 2030 : éléments à prendre en compte pour un document stratégique sur les voies nationales » disponible en | [中文](#) | [English](#) | [Français](#) | [Português](#) | [Русский](#) | [Español](#) ¹¹

jouent un rôle important dans la création des conditions du changement. Elles mettent en évidence ce qui est important pour un grand nombre de personnes, les types de solutions qui pourraient être nécessaires pour rendre les systèmes alimentaires équitables et durables et celles que les populations pourraient être prêtes à adopter.

Cette forme efficace d'engagement se produit lorsque les Concertations sont véritablement multipartites et basées sur un discours ouvert et bidirectionnel. Une méthode standardisée a été créée pour encourager cela. Lorsque d'autres formes d'engagement basées sur la « consultation » ou des discussions de groupe (où les participants écoutent les présentations ou les échanges entre des personnalités de haut niveau) ont été organisées, l'appropriation s'est avérée moins importante. La force de la Concertation repose sur la contribution active des participants et non pas sur une présence passive.

La voie nationale s'appuie sur les résultats des Concertations et canalise l'activité, les intentions et l'énergie dans une direction qui peut mener à la transformation. Les Concertations engagent la multiplicité des parties prenantes des systèmes alimentaires pour mettre en évidence les points de convergence et de divergence autour d'un avenir commun. Elles montrent ce que les gens veulent pour l'avenir et comment cela peut être réalisé. Sur la voie, cela est lié aux politiques, programmes et plans existants. Les intentions et les engagements sont regroupés en activités planifiées, mettant en évidence les points clés de la prise de décisions pour les années à venir.

Les Concertations pour le SSA ont donc suscité un engagement profond, à grande échelle, autour de la manière dont les systèmes alimentaires fonctionnent ou non pour les personnes et la planète. Elles conduisent à un effort concerté au sein des pays et entre eux afin de transformer au mieux les systèmes alimentaires au cours de la prochaine décennie, et de répondre aux besoins des personnes, de la planète et de la prospérité. Les Concertations ont marqué les esprits presque partout où elles ont eu lieu. Elles ont permis d'approfondir la compréhension des intérêts contradictoires, de créer des liens nouveaux et surprenants et d'offrir un moyen de s'engager sur des questions complexes qui suscitent un sentiment de solidarité et d'engagement autour d'une nouvelle orientation formulée dans une voie nationale. Tous ces ingrédients permettent d'accélérer et d'intensifier l'action et l'innovation en faveur de systèmes alimentaires durables.

De nombreux Coordonnateurs et parties prenantes impliqués dans les Concertations prévoient de poursuivre leur progression après le Sommet, les considérant comme un instrument d'élaboration de politiques adaptatives et de planification stratégique flexible, ce qui est essentiel dans des environnements dynamiques, mais aussi comme mécanisme de responsabilisation des personnes impliquées dans le changement des systèmes alimentaires.

Fenêtre nationale

La Lettonie a organisé une Concertation nationale centrée sur la création de zones rurales et de systèmes alimentaires résilients pour les générations futures. Cette Concertation, la première du genre, a rassemblé différentes parties prenantes. Le Président de la Lettonie était l'invité d'honneur. Les principaux résultats ont été la nécessité de changer les comportements pour transformer les systèmes alimentaires, et notamment l'importance d'une Concertation continue pour relever les défis de manière holistique et multidisciplinaire.

1.3. Programme des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires

Il existe trois types de Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires :

1. Les **Concertations mondiales** : elles sont co-organisées par l'envoyée spéciale du Sommet sur les systèmes alimentaires avec des partenaires en association avec d'autres processus mondiaux tels que le financement ou le climat.
2. Les **Concertations des États membres** : elles sont organisées par les Coordonnateurs nationaux nommés par leur gouvernement, pour aborder le système alimentaire des pays concernés.
3. Les **Concertations indépendantes** : elles sont organisées par quiconque est intéressé par les systèmes alimentaires.

Au 23 août 2021, plus de **1 400 Concertations** ont été annoncées sur la Passerelle :

- **10** Concertations mondiales
- **549** Concertations des États membres dans **120** pays
- **853** Concertations indépendantes

Plusieurs États membres ont travaillé avec des organisations intergouvernementales pour organiser des Concertations régionales réunissant plusieurs parties prenantes. Le 15 août 2021, six

Concertations intergouvernementales ont eu lieu. Les Formulaires de compte-rendu officiels de ces Concertations intergouvernementales sont inclus dans l'analyse de cette synthèse. De nombreuses autres Concertations régionales ont été organisées comme Concertations indépendantes : leurs résultats ont été analysés dans la synthèse des Concertations indépendantes.

De plus, plusieurs Concertations indépendantes impliquant des **Parlementaires**, issus notamment d'Espagne, du Portugal, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, ont été organisées et les retours d'information ont été pris en compte dans cette synthèse.

Fenêtre nationale

En République Unie de Tanzanie, le Coordonnateur des Concertations nationales et son groupe de travail ont encouragé la combinaison des différents types de Concertations. Des Concertations infranationales ont été organisées dans différentes zones agro-écologiques, mais aussi des Concertations thématiques et spécifiques aux parties prenantes avec des jeunes ou des organisations de la société civile. Dans deux villes, des Concertations indépendantes ont porté sur les systèmes alimentaires urbains en Afrique, et les droits fonciers des femmes ont été débattus dans le cadre d'une autre Concertation indépendante. Au total, 800 participants environ y ont participé physiquement et 650 virtuellement pendant toute la durée du processus des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires en Tanzanie.

1.4. Coordonnateurs des Concertations des États membres

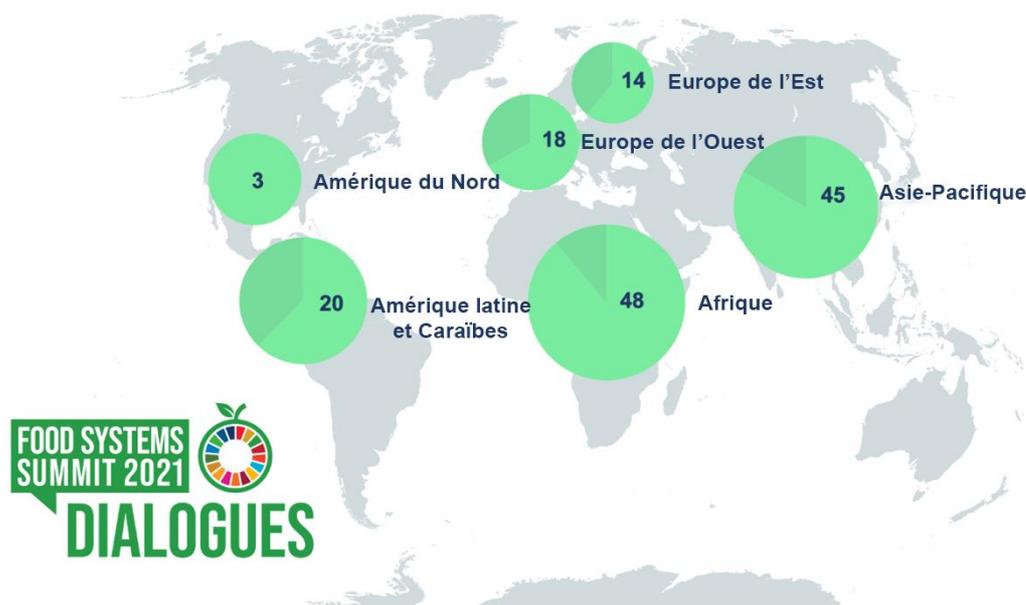
La manière dont les Concertations des États membres sont initiées varie d'un pays à l'autre, mais le schéma général est le suivant :

- Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies a adressé une lettre à chaque nation le 3 novembre 2020, invitant à nommer un Coordonnateur des Concertations nationales. La

lettre a été envoyée aux missions permanentes à New York, puis au ministère des Affaires étrangères dans la capitale.

- Après la réception de la lettre, une discussion interne a eu lieu au sein des gouvernements sur la meilleure façon d'aborder le processus de nomination avant toute nomination.
- Dans les pays où les Nations Unies sont présentes, le Coordonnateur résident des Nations Unies et l'équipe nationale se sont engagés et ont accompagné ce processus.

Le 15 août 2021, 148 États membres⁴ du monde entier s'étaient engagés à participer au processus des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires par la nomination d'un Coordonnateur national des Concertations par leur gouvernement.

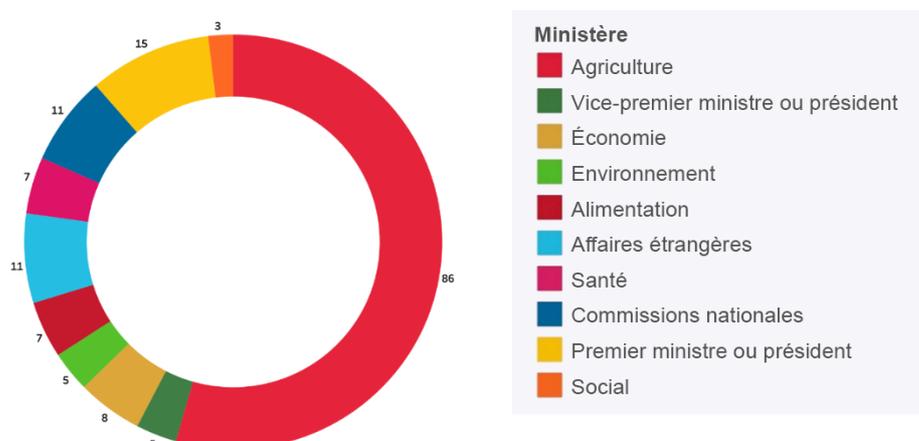


Les [Coordonnateurs des Concertations](#) ont été désignés par les ministères ou organisations présentés sur le graphique ci-dessous.

NB : les différents gouvernements organisent leurs ministères en fonction de leur situation spécifique. Les Coordonnateurs ont donc été comptabilisés dans la description du ministère qui correspond le mieux à leur poste.

⁴ La liste des Coordonnateurs nationaux est disponible à l'adresse <https://summitdialogues.org/fr/aperçu/concertations-des-etats-membres/convenors/>

Graphique 1 – Coordonnateurs des Concertations des États membres par ministère



- Plus de la moitié des Coordonnateurs nationaux sont issus du ministère de l'Agriculture ou équivalent.
- Viennent ensuite les Coordonnateurs du Bureau du Président ou du Premier ministre, ou du Bureau de leur adjoint, dont l'un est la Première dame de cette République.
- Les ministères de l'Alimentation et des Affaires étrangères sont également bien représentés.
- Les commissions et instituts nationaux, généralement chargés de l'alimentation, du bien-être ou de la planification, fournissent également plusieurs Coordonnateurs.
- Certains pays ont désigné deux ou trois Coordonnateurs. Ces derniers peuvent être issus de deux ministères différents ou assurer un équilibre entre le leadership politique et technique.

Focus thématique

Les **Pays-Bas** ont nommé trois co-coordonnateurs des Concertations nationales issus du ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité de l'alimentation, du ministère de la Santé, du Bien-être et du Sport, et du ministère des Affaires étrangères. En **Ouganda**, le Premier ministre a occupé la fonction de Coordonnateur, accompagné de deux co-coordonnateurs, le ministre de l'Agriculture et le Président de l'Autorité nationale de planification. Le gouvernement du **Timor-Leste** a désigné deux Coordonnateurs issus du Bureau du Premier ministre et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Le Panama et le Guatemala ont désigné deux Coordonnateurs chacun : dans le cas du **Panama**, ils sont issus du ministère du Développement agricole et du ministère du Développement social ; dans le cas du **Guatemala**, les Coordonnateurs appartiennent au ministère des Affaires étrangères et au Secrétariat de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En **Colombie**, la Première Dame et le Coordonnateur des Concertations ont travaillé aux côtés du Coordonnateur suppléant, qui dirige l'Institut colombien du bien-être familial.

La décision du gouvernement d'identifier puis de nommer un Coordonnateur est un moment critique dans la préparation des Concertations nationales. Elle invite à réfléchir à la composition et au fonctionnement des systèmes alimentaires nationaux. Cela signifie qu'il faut être prêt à explorer les liens entre le système alimentaire et les moyens de subsistance des personnes, ainsi que l'agriculture, l'élevage et la pêche, la santé publique et le bien-être, les pratiques commerciales, l'économie, les services écosystémiques, etc. Les discussions et les réflexions menées dans le cadre de cette nomination constituent une partie importante du développement de la voie à suivre. Certains gouvernements ont pris le temps de s'assurer que ces nominations étaient formellement approuvées et s'accompagnaient des ressources adéquates.

L'élaboration des voies par des comités intersectoriels s'est avérée difficile dans certains pays, malgré la collecte d'une grande quantité d'informations lors des Concertations multipartites. Dans certains cas, cela est dû à des divergences entre les différents ministères, certains soutenant par exemple l'agro-industrie et le grand secteur privé et d'autres l'agro-écologie et les petits producteurs.

Focus thématique

Même si elle n'est pas facile, la collaboration entre les ministères a souvent été fondamentale pour l'inclusion et l'exhaustivité des Concertations.

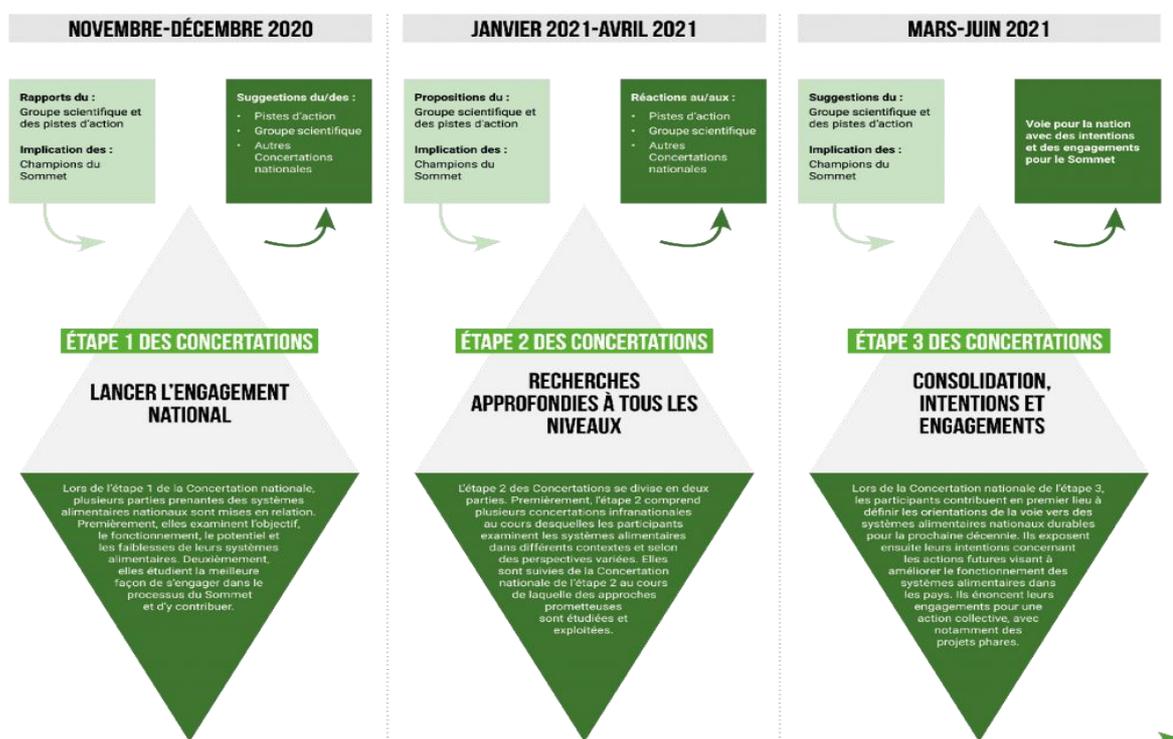
En Guinée, sous la direction du Coordonnateur installé dans le Bureau du président, un comité technique interministériel comprenant des points focaux de 10 ministères (Agriculture et Élevage ; Pêche ; Commerce ; Gestion territoriale et Décentralisation ; Industrie et PME ; Budget ; Santé ; Transport ; Économie et Finances ; Planification) a été activement impliqué dans chaque étape du processus - de la définition des thèmes à la fourniture de facilitateurs, en passant par le développement de la voie.

L'Égypte a lancé le processus des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires avec une série de consultations qui ont impliqué 20 organismes gouvernementaux. Des groupes de travail ont été mis en place autour des cinq pistes d'action pour organiser le travail technique au niveau national, avec des organisations des Nations Unies. Une quarantaine de solutions révolutionnaires ont été présentées à l'occasion d'une Concertation finale à laquelle un large éventail de parties prenantes a été invité à débattre des solutions proposées pour résoudre des problèmes clés tels que la pénurie d'eau, la sécurité alimentaire, la double charge de la malnutrition, la prévalence de modes de consommation malsains et l'accès à des aliments nutritifs.

1.5. Le processus des Concertations des États membres

Le processus des Concertations des États membres a été conçu en trois étapes.

- Étape 1 - Lancement de l'engagement national dans le Sommet
- Étape 2 - Explorations approfondies à tous les niveaux
- Étape 3 - Consolidation, intentions et engagement

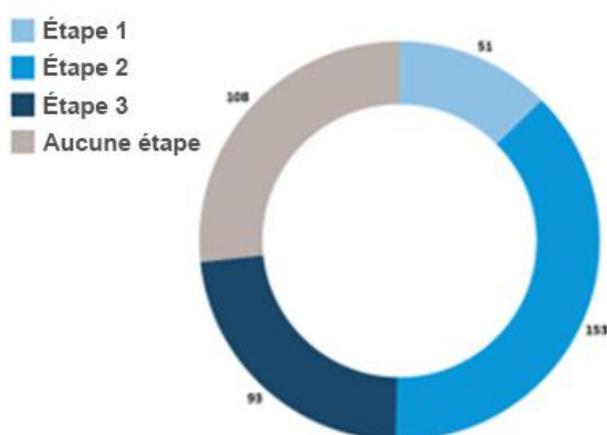


Pour les données de cette synthèse relatives à la participation, les 405 Formulaires de compte-rendu officiels reçus au 15 août 2021 ont été pris en compte. Les Coordonnateurs ont identifié leurs Formulaires de compte-rendu officiels comme représentant les Concertations aux étapes suivantes :

- **Étape 1** – 51 Formulaires de compte-rendu officiels
- **Étape 2** – 153 Formulaires de compte-rendu officiels
- **Étape 3** – 93 Formulaires de compte-rendu officiels
- **Aucune étape identifiée** – 108 Formulaires de compte-rendu officiels

La répartition par étape des Concertations des États membres incluses dans ce rapport est illustrée sur le graphique suivant.

Graphique 2 – Concertations incluses dans la synthèse par étape



Comme on peut s'y attendre dans un environnement complexe et systémique, tous les Coordonnateurs nationaux ne suivent pas les trois étapes de la manière décrite. Ils ont été encouragés à adapter l'approche standardisée à leurs circonstances et besoins locaux. Jusqu'à présent, de nombreux scénarios différents ont donc pu être observés.

Seize pays ont soumis des Formulaires de compte-rendu officiels pour **les trois étapes** du processus des Concertations. Il

s'agit de l'Albanie, du Bangladesh, de la Bolivie, du Cambodge, du Guatemala, de l'Irlande, du Japon, du Koweït, du Mexique, du Népal, du Panama, des Philippines, de la République de Corée, de la Suisse, des États-Unis et de l'Ouzbékistan.

Fenêtre nationale

Le Japon a mené un processus multipartite avec 57 Concertations impliquant différents groupes de parties prenantes, 5 Concertations avec les autorités locales et municipales, et 1 Concertation de consolidation nationale avec 500 personnes. L'engagement des parties prenantes a été élargi tout au long du processus. À l'issue du processus des Concertations, la « Vision du Japon concernant les systèmes alimentaires durables » et 67 engagements des parties prenantes ont été annoncés. La vision met fortement l'accent sur la réduction des intrants agricoles pour atteindre les objectifs environnementaux et climatiques. Entre autres domaines prioritaires figurent la réduction du gaspillage et des déchets alimentaires, la promotion de l'approvisionnement durable en matières premières, et l'amélioration du système de production durable des produits de la pêche.

Fenêtre nationale

L'**Ouzbékistan** a mené une Concertation nationale, suivie de deux Concertations infranationales dans différentes régions du pays et une Concertation nationale de consolidation. Le processus a créé une opportunité d'engagement et de connexion entre un large éventail de parties prenantes du système alimentaire, reliant le niveau infranational et national. Des points d'action concrets sont ressortis du processus des Concertations pour relever les différents défis liés à la transformation des systèmes alimentaires, notamment l'amélioration de la nutrition et la promotion de régimes alimentaires sains, garantissant la gestion durable des ressources naturelles, l'eau en particulier, et le soutien aux PME. Le gouvernement a l'intention de continuer à organiser des Concertations multipartites après le Sommet sur les systèmes alimentaires.

De nombreux pays se sont largement engagés, notamment à l'étape 2.

Fenêtre nationale

Au **Malawi**, la création d'un groupe de travail national sur les Concertations pour les systèmes alimentaires présidé par le ministère de l'Agriculture a facilité le leadership et l'engagement d'un large éventail de parties prenantes. La conception participative du processus des Concertations des États membres a permis l'engagement de plus de 550 participants en présentiel dans le cadre des 17 Concertations organisées au niveau national, régional et du district. Pour assurer la participation des ménages et des communautés, 10 Concertations de district ont été organisées dans les langues locales, et 4 Concertations régionales se sont appuyées sur les résultats des Concertations de district.

Fenêtre nationale

Le **Chili** souhaitait d'abord mener une grande Concertation nationale. Après avoir pris en compte la diversité géographique et écosystémique du pays (déserts, forêts, continent/îles, grandes chaînes de montagnes, glaciers, volcans, etc.), le processus a été élargi et a finalement comporté 16 Concertations infranationales, en plus de la Concertation nationale initiale. Plusieurs Concertations indépendantes, organisées principalement par le monde universitaire et le secteur privé, participeront également à l'élaboration d'une voie nationale, qui devrait être validée d'ici juillet 2022, et sera créée en collaboration avec le nouveau gouvernement qui prendra ses fonctions l'année prochaine.

Trois pays en particulier, le **Cambodge**, le **Japon**, et le **Nigéria**, ont organisé de nombreuses Concertations, soit 97 Formulaires de compte-rendu officiels pour les trois.

Certains pays, par exemple l'**Afghanistan**, le **Cameroun**, le **Gambie**, le **Maroc**, la **Sierra Leone**, la **Tunisie** et le **Royaume-Uni**, ont intégré le retour d'information de plusieurs Concertations dans un Formulaire de compte-rendu officiel.

108 Concertations ne sont pas attribuées à une étape en particulier. Les raisons sont nombreuses : certains pays n'organisent qu'une seule Concertation (ou série de Concertations) couvrant une étape particulière, les Formulaires de compte-rendu officiels sont utilisés pour rendre compte de processus d'engagement qui ne correspondent pas à la description des étapes, ou encore certaines données sont simplement omises dans le Formulaire de compte-rendu officiel.

Quelques pays sont encore en train d'achever la progression de leur Concertation et font donc état des Concertations jusqu'aux étapes terminées.

De nombreux pays touchés par des conflits se sont engagés dans le processus des Concertations malgré les situations extrêmement complexes et difficiles dans lesquelles ils se trouvent.

Fenêtre nationale

En Afghanistan, le Bureau du premier vice-président a mené une première consultation interministérielle de haut niveau à Kaboul afin de déterminer les thèmes prioritaires pour les Concertations. 7 Concertations infranationales ont été organisées dans des provinces représentatives de la diversité agro-écologique, culturelle et économique de l'Afghanistan. 5 ont eu lieu en présentiel malgré les contraintes de sécurité et 2 ont dû être organisées en ligne en raison de la COVID-19. L'équipe a consolidé les résultats de la Concertation et a rédigé une voie dans les délais pour le pré-Sommet.

Fenêtre nationale

Haïti a également mené un impressionnant processus de Concertations, comprenant 9 Concertations infranationales et de multiples ateliers thématiques, au milieu de troubles politiques et sociaux, d'un tremblement de terre dévastateur et de menaces répétées de graves tempêtes tropicales.

1.6. Les Concertations mènent à des voies

Au fur et à mesure que les Coordonnateurs nationaux achèvent les Concertations de l'étape 3, le lien entre la progression des Concertations et une voie nationale vers des systèmes alimentaires durables et équitables devient évident.

Tout au long de la progression des Concertations, les participants ont :

- apprécié les objectifs des systèmes alimentaires actuels
- clarifié et se sont accordés sur les attentes des systèmes alimentaires nationaux pour la prochaine décennie
- identifié les changements qui pourraient être apportés et les décisions qui devront être élaborées
- exploré comment les parties prenantes peuvent bien travailler ensemble pour une action collective.

La mise en relation des résultats des Concertations avec les plans et politiques existants et l'indication des étapes clés constituent la base de la voie nationale.

La consignation de ces éléments dans un court document stratégique permet aux chefs d'État et de gouvernement de présenter ces voies stratégiques vers 2030 lors du Sommet. Elle permet de mettre en évidence les synergies avec d'autres pays et parties prenantes et facilite la formation de coalitions d'actions.

Fenêtre nationale

*Après un processus inclusif d'examen des parties prenantes, dont 3 Concertations (avec une forte représentation du niveau infranational) ont été les étapes clés, l'équipe du **Sénégal** a développé une voie complète pour des systèmes alimentaires durables, en définissant une vision, des domaines d'action stratégiques, les domaines d'investissement correspondants, des estimations des besoins d'investissement, des mesures politiques (y compris sur l'environnement fiscal), et des propositions pour le cadre institutionnel à utiliser pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Les domaines d'action stratégiques sont l'amélioration de la production, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation d'aliments variés, le renforcement du cadre législatif et réglementaire des systèmes alimentaires et la résilience des systèmes alimentaires. La mise en place institutionnelle s'appuie sur la « Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) ».*

Fenêtre nationale

*Le **Kiribati** a organisé une suite de Concertations nationales qui se sont déroulées sur une semaine. Les Concertations ont été organisées par un groupe de travail technique comprenant tous les ministères, le secteur privé, la société civile et les organisations confessionnelles. Le thème des Concertations reflétait les principaux défis auxquels cet atoll est confronté : nutrition et alimentation (maladies non transmissibles et mortalité infantile précoce), nature et résilience (impact du changement climatique et conditions difficiles des atolls), et moyens de subsistance. Parmi les résultats notables, citons la nécessité pour tous les ministères d'appliquer une optique nutritionnelle lors de l'élaboration de nouveaux programmes et politiques, le rôle particulier des chefs religieux en tant que défenseurs d'une alimentation saine, et le rôle important de la pêche et de la pisciculture (mais aussi de la production d'algues). Le Kiribati développe actuellement une voie nationale qui s'appuiera sur les cadres existants. Un nouveau groupe de travail sur les systèmes alimentaires sera créé après le Sommet.*

Fenêtre nationale

*L'**Arabie Saoudite** a organisé une Concertation dans le cadre du développement d'une voie pour les systèmes alimentaires. La Concertation avait pour but de développer des solutions efficaces ayant un impact direct sur les systèmes alimentaires du Royaume, afin d'ouvrir la voie à l'adoption de nouvelles innovations agricoles et alimentaires dans la chaîne alimentaire et de développer des systèmes alimentaires durables et efficaces.*

1.7. Connexion avec les Concertations indépendantes

Les Concertations indépendantes ont été considérées comme un moyen précieux d'étendre la portée et l'engagement du processus des Concertations des États membres. Les Coordonnateurs des États membres ont décrit ce processus comme étant puissant et enrichissant. Dans les zones les plus durement touchées par la COVID-19, il a permis aux Coordonnateurs de mener à bien un processus plus complet à l'étape 2, en intégrant un plus large éventail de participants, y compris dans les régions les plus reculées du pays.

Des liens ont été créés de multiples façons entre les Concertations indépendantes et les Concertations des États membres. Voici quelques exemples de la manière dont cela fonctionne.

Focus thématique

- Au **Bangladesh**, une série de Concertations thématiques indépendantes a été organisée par les agences des Nations Unies et d'autres organisations, en complément des Concertations infranationales de l'étape 2.
- Le processus des Concertations nationales au **Canada** a été complété par des Concertations indépendantes organisées dans différentes régions du pays, abordant un large éventail de sujets et impliquant des groupes de parties prenantes spécifiques, comme les peuples autochtones ou les jeunes.
- Le ministère de l'Agriculture de la **République dominicaine** s'est connecté aux Concertations indépendantes organisées par le secteur privé (Dominican Agribusiness Board).
- Au **Guatemala et au Costa Rica**, les Coordonnateurs nationaux ont participé à des Concertations indépendantes avec les parlementaires.
- Les Concertations des États membres en **Hongrie** incluront les résultats d'une Concertation indépendante organisée par la championne du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, Judith Varga.
- Le processus des Concertations sur les systèmes alimentaires en **Inde** comprend des Concertations nationales et un nombre important de Concertations indépendantes. Les questions abordées lors des Concertations indépendantes portent sur les moyens de subsistance des agriculteurs, les femmes dans les systèmes alimentaires, la nutrition des enfants, le changement climatique, les services écosystémiques et la localisation des aliments.
- Afin d'élargir le processus des Concertations en **Indonésie** et d'assurer une large participation des groupes de parties prenantes, le Coordonnateur national a soutenu des Concertations indépendantes qui se sont tenues dans tout le pays. Les Concertations indépendantes ont porté sur des questions telles que le rôle des jeunes dans les systèmes alimentaires, les aliments traditionnels et les environnements alimentaires urbains.
- En **Irlande**, le Coordonnateur des Concertations nationales a soutenu les Concertations indépendantes dans le but d'enrichir les résultats des Concertations nationales.
- Le Coordonnateur des Concertations des États membres d'**Italie** a encouragé la tenue de Concertations indépendantes à l'étape 2, en complément de la Concertation nationale de l'étape 1. De nombreux Coordonnateurs indépendants ont répondu à l'appel, en abordant un large éventail de questions dans les Concertations indépendantes.
- Le processus national du **Kenya** comprenait des Concertations dans 8 zones agro-écologiques suivies d'une Concertation de consolidation nationale. Le processus national a été complété par des Concertations indépendantes. Plusieurs d'entre elles ont mis l'accent sur l'engagement des jeunes dans les systèmes alimentaires.

- En **République kirghize**, les Nations Unies ont soutenu le gouvernement dans le processus des Concertations et ont organisé une table ronde de jeunes et une conférence scientifique en tant que Concertations indépendantes, ce qui a contribué à élargir l'engagement des parties prenantes dans le processus des Concertations du SSA.
- Au **Niger**, le gouvernement a encouragé les organisations non gouvernementales à organiser des Concertations indépendantes et a structuré les Concertations des États membres de manière à ce que les points de vue des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales puissent être clairement distingués et contrastés.
- Au **Nigéria**, le Coordonnateur national des Concertations a activement encouragé les organisations à organiser des Concertations indépendantes pour compléter les événements organisés par le gouvernement.
- Plusieurs Concertations indépendantes ont eu lieu au **Pakistan**, s'ajoutant au riche processus de Concertations nationales et infranationales sur les systèmes alimentaires.
- Au **Rwanda**, le Coordonnateur national des Concertations a organisé une Concertation indépendante sur les systèmes alimentaires urbains à Kigali et dans les environs.
- En **Espagne**, le Coordonnateur national a participé à deux Concertations indépendantes organisées par Interporc et Foretica dans le but de définir l'objectif des Concertations.
- Au **Sri Lanka**, une douzaine de Concertations indépendantes ont été organisées au niveau provincial sur l'engagement des jeunes pour l'action climatique et les systèmes alimentaires résilients. Une enquête en ligne est menée à l'échelle nationale afin de recueillir des données pertinentes pour chacune des neuf provinces sur la base des cinq pistes d'action. Les informations recueillies seront partagées avec le Coordonnateur national des Concertations dans le but d'être incluses dans le processus consultatif pour le développement du rapport officiel du pays.
- Au **Royaume-Uni**, un processus de Concertations indépendantes en Angleterre (commandé par le gouvernement en 2019-2020) est connecté à des processus d'autres parties du pays (Pays de Galles, Écosse, Irlande du Nord).
- Aux **États-Unis**, le ministère américain de l'Agriculture a répertorié sur son site web des informations sur les Concertations indépendantes aux États-Unis et a encouragé les participants invités aux Concertations nationales à lire les compte-rendus de ces Concertations indépendantes avant d'y assister.
- Les Coordonnateurs nationaux des **Philippines** et de **Hongrie** ont indiqué que les résultats des Concertations indépendantes seraient intégrés aux Concertations des États membres.
- Le **Chili** a envoyé des représentants du gouvernement à toutes les Concertations indépendantes auxquelles il a été invité.

1.8. Communication des messages des Concertations

La question des systèmes alimentaires et de leur complexité inhérente ne se prête pas à une communication de masse efficace. Pourtant, chaque personne sur cette terre a une relation intime avec la nourriture - ce qu'elle mange, comment elle fait ses choix alimentaires, ce à quoi elle a accès et si elle peut se le permettre ou non.

La prise de conscience de son propre rôle dans le système alimentaire est un défi difficile à relever mais un impératif si le monde veut élaborer des systèmes alimentaires durables, équitables et résilients. De nombreux États membres des Nations Unies se sont montrés enthousiastes à l'idée de faire participer le plus grand nombre de personnes possible à leur programme de Concertations. Le but était d'inciter les citoyens à participer aux Concertations, de s'assurer qu'ils étaient informés du Sommet et de déployer tous les efforts pour sensibiliser le monde aux problèmes alimentaires les plus urgents. Certains pays ont activement créé des partenariats avec les médias pour engager les citoyens dans le processus des Concertations.

Focus thématique

*Encouragé par l'impact de la COVID-19 sur les rencontres en présentiel, le **Rwanda** a complété ses Concertations en ligne d'émissions radiotélévisées. En **Sierra Leone**, les Animateurs régionaux ont organisé des programmes de discussion radio en diffusion simultanée pour recueillir les avis à travers les régions. Le **Malawi** a utilisé la télévision, la radio, les réseaux sociaux et les journaux pour partager avec le processus des Concertations en mettant l'accent sur les dirigeants locaux avec les médias locaux à propos des résultats des Concertations. Ceci a été fait systématiquement avec chacune des 15 Concertations. L'**Irlande** a choisi de diffuser ses Concertations en direct sur plusieurs chaînes, générant ainsi plus de 8 000 vues.*

*Pour informer le public sur le processus des Concertations, les réseaux sociaux ont joué un rôle important pour les pays, notamment le **Panama**, le **Guatemala**, l'**Équateur**, le **Costa Rica**, la **Guyane** et **El Salvador**, l'**Ouzbékistan**, le **Burundi**, la **Mauritanie**, la **Mongolie**, **Nauru**, la **République démocratique du Congo**, et surtout le **Gabon** qui a créé un compte Twitter dédié. L'Argentine, **El Salvador**, le **Burkina Faso**, la **République dominicaine**, **Maurice**, le **Costa Rica**, le **Gabon**, le **Guatemala**, le **Nigéria**, l'**Uruguay** et le **Sénégal** notamment ont tenu des conférences de presse et/ou ont publié des communiqués de presse. Le programme du **Koweït** a été présenté dans un reportage dédié et le lancement du **Ghana** a reçu une attention exceptionnelle avec un discours inaugural prononcé par la Première Dame.*

*Concernant la sensibilisation aux systèmes alimentaires, les **Bahamas** ont produit un message d'intérêt public basé sur une vidéo officielle du Sommet sur les systèmes alimentaires qui a été diffusée à la télévision nationale et la Concertation intergouvernementale de la **Communauté du Pacifique (CPS)** organisée par les **Tonga** a présenté un article intitulé « A day in the life of Po and Miri's food system » (Une journée dans la vie du système alimentaire de Po et Miri). Les communications de masse (télévision, radio, téléphonie mobile, réseaux sociaux) comme moyens de communication pour le changement social et comportemental afin d'éduquer les consommateurs sur les aliments nutritifs et les régimes alimentaires sains et durables sont identifiées comme des domaines d'action dans de nombreux pays, notamment au **Malawi**, au **Japon**, à **Malte**, au **Cambodge**, au **Panama**, en **Tunisie**, en **Bolivie**, au **Chili**, en **Colombie**, en **République dominicaine**, en **Thaïlande** et au **Gabon**. Certains pays ont déjà mis en avant des campagnes existantes, comme la campagne sur le gaspillage et les déchets alimentaires « Save Your Food (Sauvez votre alimentation) - Gidani Koru » en **Turquie** et la campagne nationale intitulée « The Israeli Kitchen » (La cuisine israélienne) dans le cadre de la stratégie de communication et de marketing social en **Israël**. Israël mettra également en place un forum des médias, qui associera des scientifiques et des professionnels des médias dans le but d'inscrire les questions de durabilité des systèmes alimentaires à l'ordre du jour des actualités.*

1.9. Accompagnement de la progression des Concertations

Le service de soutien des CSSA, basé au sein de l'entreprise sociale 4SD (Skills, Systems and Synergies for Sustainable Development) a conçu le processus d'engagement par le biais d'une Concertation inclusive. 4SD continue d'accompagner les Coordonnateurs nationaux alors que les résultats de leurs Concertations mènent à la création de voies vers des systèmes alimentaires durables. 4SD a créé un partenariat avec l'Agence de développement de l'Union africaine, qui a apporté un soutien important aux Coordonnateurs de la part de leurs États membres.

Lancé au début de l'année 2020, le processus des Concertations des États membres a été soigneusement conçu pour aider les États membres des Nations Unies à décider de la manière d'impliquer une diversité de participants issus de divers secteurs et à différents niveaux dans leur pays. Une méthode standardisée a été élaborée afin de fournir un point de départ utile à ceux qui envisagent d'organiser des Concertations permettant des discussions utiles et productives. La méthode standardisée comprend des recommandations complètes allant du nombre idéal de participants et de la durée d'un événement de Concertation à la façon d'utiliser des questions rapides dans un groupe de discussion de manière à ce que tout le monde puisse d'exprimer. À tout moment, les Coordonnateurs sont encouragés à utiliser les éléments de la méthode standardisée qui fonctionnent dans leur contexte local et à adapter la méthode si nécessaire. Cela signifie qu'il y a peu de limites à la façon dont une Concertation est définie ou menée.

Une description détaillée de la méthode standardisée est fournie dans le manuel de référence général des Coordonnateurs disponible dans les 6 langues officielles des Nations Unies et en portugais ([English](#) | [Français](#) | [Português](#) | [Русский](#) | [Español](#) | [العربية](#) | [中文](#)). Il s'accompagne d'un ensemble complet de modèles prêts à l'emploi ainsi que d'un manuel spécifique au processus des États membres. La méthode standardisée a été adaptée aux Concertations en ligne et en présentiel, du fait des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. L'équipe de soutien aux CSSA a lancé la Passerelle des Concertations pour le Sommet (Summitdialogues.org) en octobre 2020 pour partager des informations sur les préparatifs du Sommet et le soutien disponible pour organiser et soutenir les Concertations pour le SSA. La Passerelle constitue une plateforme d'annonce officielle des événements des Concertations et de publication des Formulaires de compte-rendu officiels après qu'ils ont eu lieu. Le site est disponible en arabe, anglais, français, russe et espagnol. Il héberge actuellement les détails de plus de 1 500 Concertations et a reçu plus de 500 000 visites uniques.

Afin d'apporter un soutien supplémentaire aux personnes impliquées dans les Concertations, une série de sessions de formation et d'orientation en ligne a eu lieu entre octobre et juin. Elles ont été conçues pour préparer ceux qui organisent et mènent les Concertations (Animateurs, Facilitateurs, personnes de soutien) en leur fournissant des concepts et des outils associés à la méthode standardisée. Ces sessions ont accueilli des participants informés du Sommet et des Concertations : elles permettent de soulever des questions, de partager des préoccupations et d'apprendre des réussites et des difficultés des autres. Les sessions sont désormais disponibles à la demande sur la Passerelle. Pour les Coordonnateurs nationaux, les sessions d'orientation ont été l'occasion d'explorer et de définir les prochaines étapes de la progression des Concertations, tant au niveau national qu'au niveau mondial. Les Coordonnateurs nationaux sont désormais invités à participer à des sessions de « liens entre les Coordonnateurs » avant le Sommet, qui constituent une évolution des sessions d'orientation et continuent de fournir un forum précieux pour l'apprentissage et l'échange de connaissances. Un total de 3 414 participants ont participé à l'ensemble des sessions en ligne.

Les Coordonnateurs et les soutiens aux Concertations des États membres sont accompagnés par des membres dédiés de l'équipe de soutien aux CSSA. Ils servent de points de contact pour toutes les questions relatives au processus des Concertations, à la définition des voies nationales, au Sommet et au-delà. L'équipe veille à ce qu'il existe un flux constant d'informations vers, depuis et entre les Coordonnateurs. Elle entretient des liens constants avec le Secrétariat du Sommet sur les systèmes alimentaires au sujet des progrès liés aux processus de préparation et aux axes de travail du Sommet.

2. Analyse des participants

Cette section de la synthèse est dérivée des données incluses dans les 405 Formulaires de compte-rendu officiels publiés par les Coordonnateurs nationaux et répertoriés dans les **Annexes A et B**. Tous les Coordonnateurs ne remplissent pas intégralement le Formulaire de compte-rendu. Les chiffres cités ici dans chaque catégorie reflètent les données qui sont disponibles dans cette section des Formulaires de compte-rendu officiels. Les totaux varient donc d'une section à l'autre.

Les Formulaires de compte-rendu officiels n'indiquent pas tous le nombre total de participants. En l'absence de ces données, les totaux des autres sections (par exemple, le nombre de participants par âge ou par sexe) offrent une vision plus complète. À partir de là, il est possible de déterminer qu'au moins **46 000 personnes ont participé aux Concertations des États membres**. Le nombre réel était certainement plus élevé. Pour la première synthèse (mai 2021), ce chiffre était de 1 000 personnes et pour la synthèse du pré-Sommet (juillet 2021), ce chiffre était de 15 000 personnes. Cela démontre l'accélération significative de la participation au processus des Concertations des États membres. Ce chiffre continue d'augmenter à mesure que les États membres poursuivent leur progression dans les Concertations. Les Concertations représentent un mélange d'étapes des 92 pays qui ont soumis des Formulaires de compte-rendu officiels avant le 15 août 2021. Les données sont ventilées par étape de la Concertation.

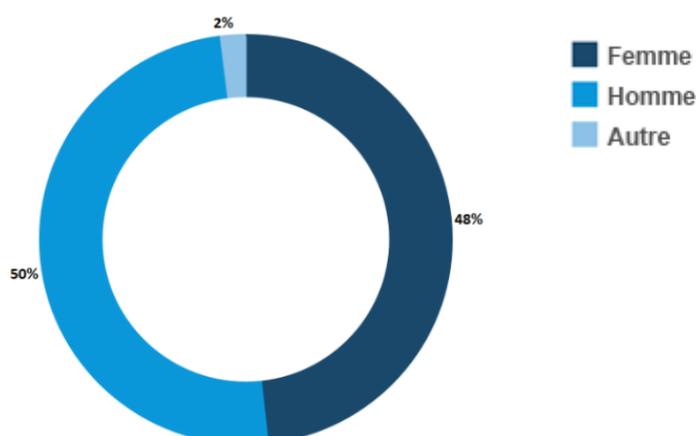
Fenêtre nationale

El Salvador, avec une population de 6,5 millions de personnes, a mené un processus élargi et inclusif, en réunissant 600 participants à ses 25 Concertations (2 Consultations nationales, 4 infranationales, des consultations virtuelles et spéciales avec différentes parties prenantes : enfants et jeunes, femmes rurales, personnes âgées, personnes handicapées, groupes autochtones, secteur privé et organisations de consommateurs). Les propositions qui découlent de ce processus ont été validées lors d'une Concertation politique finale de haut niveau. Le pays a lancé le programme des Concertations lors d'un événement public et organisé une réunion pour tous les animateurs et facilitateurs impliqués dans le programme afin de vérifier leur compréhension commune des objectifs et de la méthodologie.

2.1. Égalité des sexes

Parmi toutes les personnes qui ont assisté à une Concertation des États membres, **18 422 hommes** et **17 888 femmes** ont été déclarés participants, tandis que **729 autres personnes se sont identifiées différemment** ou ont préféré ne rien dire. Cela signifie qu'environ 48 % des participants sont des femmes, ce qui est légèrement supérieur à la synthèse du pré-Sommet.

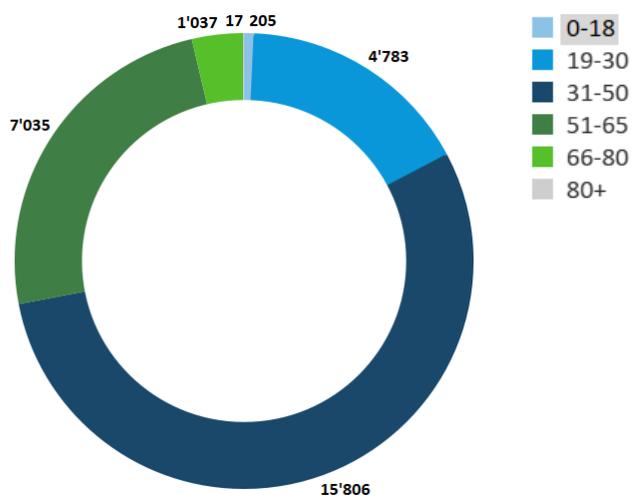
Graphique 3 – Répartition par sexe des participants aux Concertations



2.2. Âge

Toutes étapes confondues, la majorité des participants se situent dans la tranche d'âge des 31-50 ans, les 51-65 ans constituant le deuxième groupe le plus représenté. Les Coordonnateurs ont fait des efforts intentionnels dans plusieurs pays pour faire participer davantage de jeunes à leurs Concertations. Environ un cinquième des participants ont moins de 30 ans. La répartition des participants par âge reste assez constante dans les progressions des Concertations des États membres.

Graphique 4 – Répartition par âge des participants aux Concertations



Fenêtre nationale

Au Nigeria, La Journée internationale de la jeunesse a été célébrée par l'organisation de Concertations entre jeunes sur l'avenir des systèmes alimentaires dans tout le pays. Parmi les liens les plus significatifs que les Concertations sur les systèmes alimentaires ont favorisés ou renforcés figurent les liens entre les jeunes et les autorités nationales et locales, ainsi qu'entre les jeunes. Les jeunes jouent désormais un rôle clé dans le suivi des Concertations : ils dirigent la conception de projets qui piloteront les recommandations issues des Concertations concernant les jeunes.

Fenêtre nationale

En Irlande, les jeunes ont été identifiés comme « moteurs du changement » et l'activisme des jeunes, en particulier leur capacité à voir les problèmes planétaires de manière immédiate et citoyenne, sera un élément important de la transition vers des systèmes alimentaires plus durables, notamment en demandant des comptes aux décideurs politiques et aux parties prenantes des systèmes alimentaires.

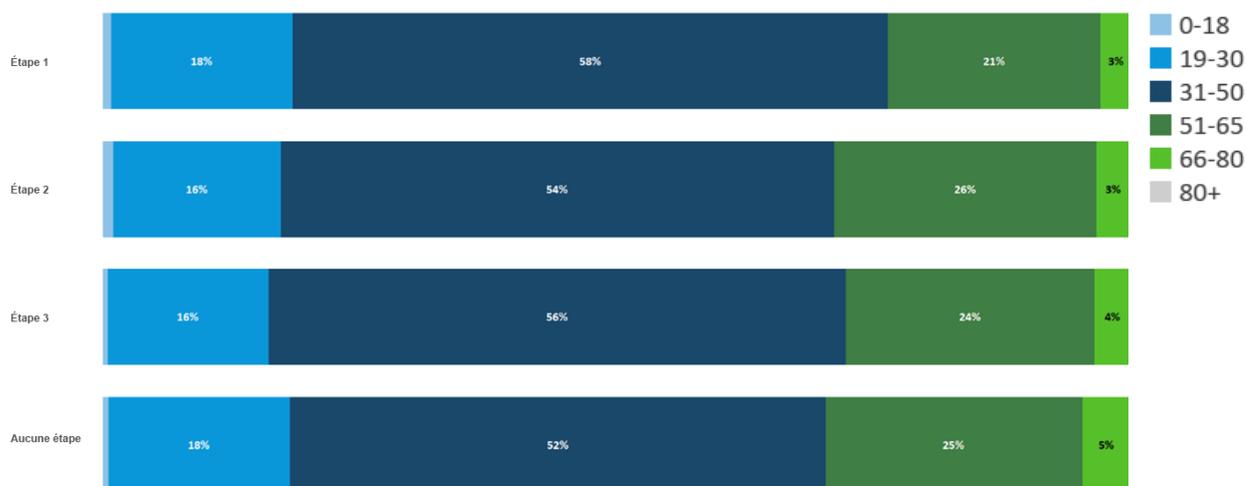
Fenêtre nationale

Le **Koweït** a organisé deux Concertations nationales sur deux thématiques axées sur la gestion du gaspillage et des déchets alimentaires et l'amélioration de l'état nutritionnel des écoliers. Le Coordonnateur a invité plusieurs parties prenantes ayant un lien avec la santé des écoliers et le monde universitaire à participer à la deuxième étape de la Concertation. Parmi les participants figuraient des parties prenantes issues de ministères, d'universités, des Nations Unies et d'ONG, mais surtout des écoliers, des parents et l'industrie alimentaire. Outre la lutte contre la prévalence élevée de la surcharge pondérale chez les enfants, le processus des Concertations s'est également concentré sur les solutions permettant de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations alimentaires et sur l'utilisation efficace des ressources en eau.

Fenêtre nationale

Un défi particulier a été mis en évidence dès le début des Concertations nationales au **Rwanda** : l'autonomisation limitée des personnes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes. Pour approfondir cette question, une Concertation spécifique a été organisée afin de recueillir les points de vue des jeunes sur les systèmes alimentaires sains et durables. L'objectif de cette Concertation était de fournir aux jeunes une plateforme d'échange d'idées, de partage de leurs expériences et d'identification de solutions.

Graphique 5 – Répartition par âge des participants aux Concertations par étape (% à chaque étape)



Fenêtre nationale

Le **Cambodge** a organisé deux Concertations des États membres axées sur la jeunesse et une Concertation avec les adolescents et les enfants en âge scolaire. Le Coordonnateur a également réalisé un effort concerté pour s'assurer que les jeunes étaient également bien représentés en tant que participants aux autres Concertations nationales. L'un des principaux résultats des Concertations spécifiques à la jeunesse est l'autonomisation des jeunes et la transformation sociale : Le Cambodge s'efforcera de créer des possibilités d'emploi pour les jeunes dans les systèmes alimentaires, en visant l'égalité des sexes, l'emploi décent, l'élimination du travail des enfants et en donnant aux jeunes les moyens de devenir des acteurs du changement.

2.3. Secteur

Pour les étapes 1 et 2, les « gouvernements nationaux ou locaux » constituent le plus grand groupe de participants, tandis que « l'agriculture et les cultures » constituent un autre grand groupe de participants. À l'étape 3, ce sont les secteurs de « l'agriculture et des cultures » qui fournissent le plus grand nombre de participants. Les secteurs de « l'éducation » et de « la santé » sont omniprésents. La participation de « l'environnement et l'écologie » et de « l'élevage » est nettement plus importante au cours de la troisième étape. Le secteur de « l'agroalimentaire » connaît également une forte augmentation à cette étape. La participation au-delà de ces groupes est ensuite largement étendue à un large éventail de secteurs.

Fenêtre nationale

*Au **Bangladesh**, deux Concertations nationales, six Concertations infranationales dans des districts écologiquement vulnérables et une série de Concertations indépendantes ont été organisées. Malgré les restrictions liées à la pandémie de COVID-19, le Bangladesh a organisé un processus de Concertations inclusives auquel ont participé des agriculteurs, des transformateurs de produits alimentaires, des vendeurs, des restaurateurs, des détaillants, des associations de consommateurs, des organisations de la société civile et de nombreux ministères, services gouvernementaux et autorités locales. La voie nationale tient compte des résultats des Concertations nationales et indépendantes et sera discutée à l'occasion d'un atelier de validation.*

À l'étape 1, le secteur des « communications » est très présent, mais il est proportionnellement plus faible aux étapes 2 et 3. C'est le résultat de la forte participation de ce secteur à une Concertation malaisienne. La catégorie « Autres » représente moins de 13 % de l'ensemble des participants.

Fenêtre nationale

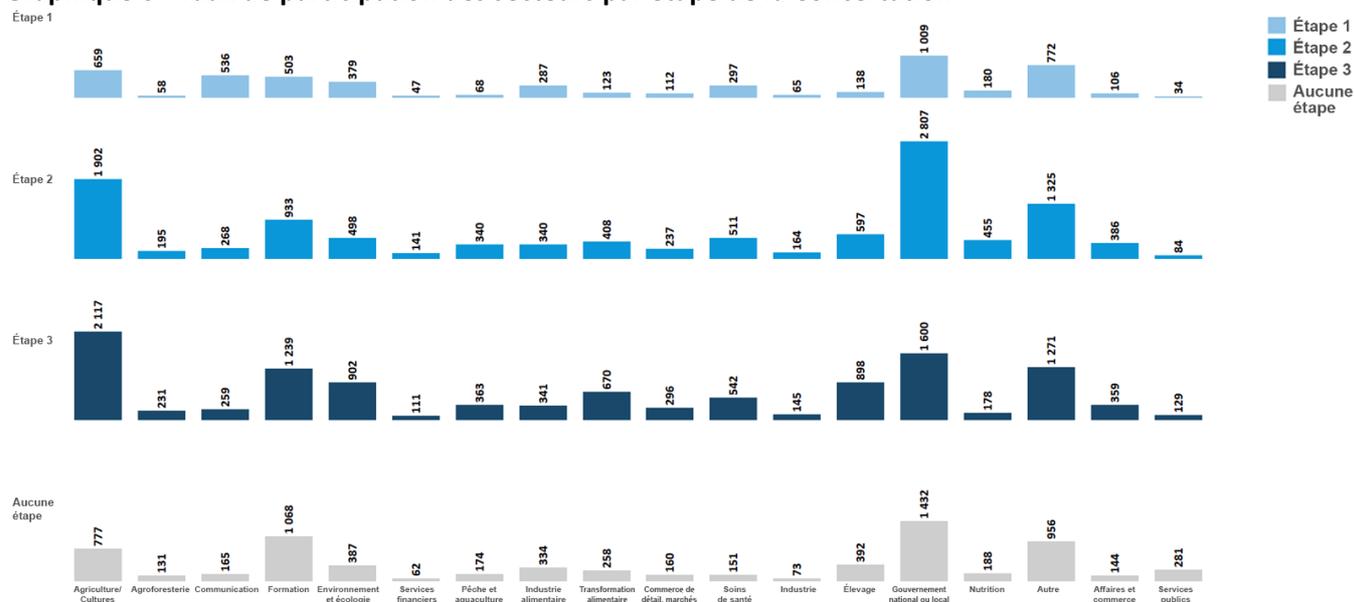
*La première Concertation nationale sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenue sur trois jours en **Allemagne**, a réuni plus de 400 participants issus de 16 groupes de parties prenantes différents. Cette Concertation large et inclusive a apporté les perspectives des participants intervenant dans plus de 13 secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'environnement, la finance, la communication, la vente au détail, le commerce, l'agroforesterie, l'aquaculture. La Concertation était principalement basée sur des résultats scientifiques qui ont suscité des points de vue intéressants et parfois controversés, lesquels ont été abordés avec une interaction respectueuse et productive. La conclusion partagée par la plupart des participants de tous les secteurs est qu'il existe un besoin urgent de transparence dans nos systèmes alimentaires et que cette Concertation n'est que la première d'une série d'autres Concertations à venir en 2022.*

Fenêtre nationale

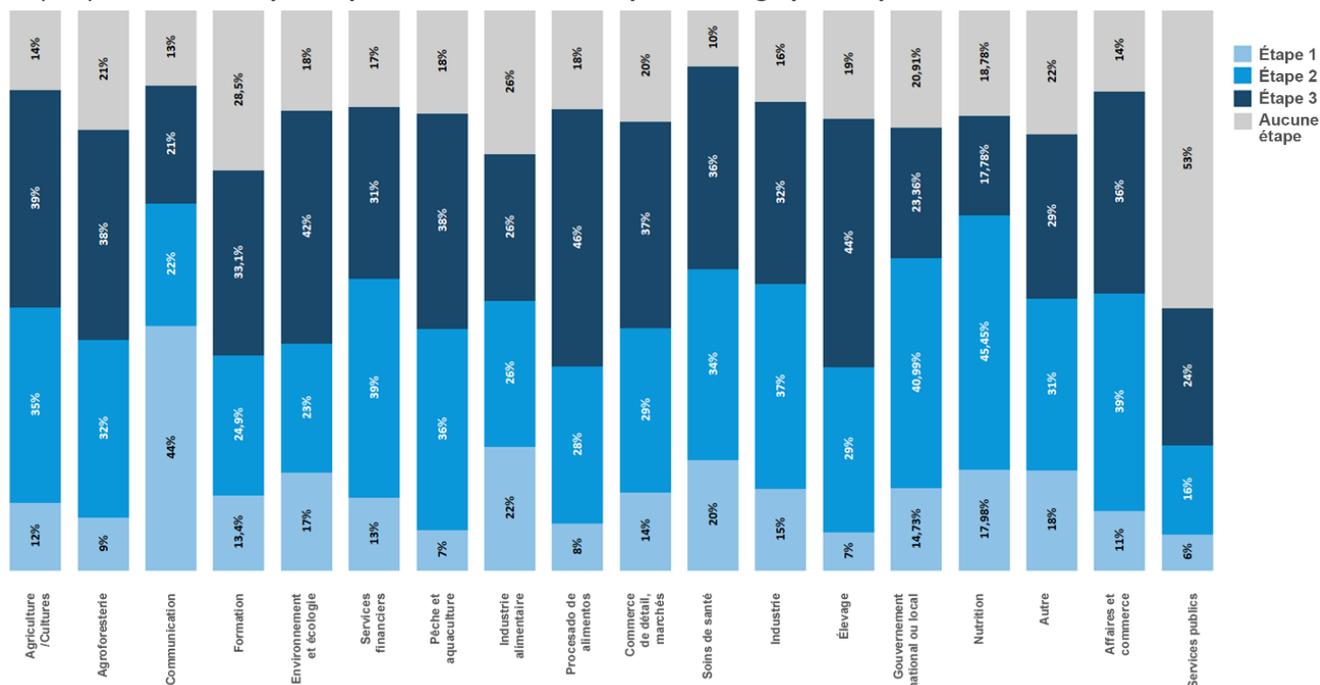
Dans le cadre de la progression des Concertations, la **Turquie** s'est engagée auprès d'un éventail large et varié de parties prenantes, notamment les services gouvernementaux et leurs agences, et largement auprès d'entreprises par le biais du Conseil des entreprises pour le développement durable. Cela concernait les producteurs primaires, les transformateurs, les négociants, les entreprises de services alimentaires et les détaillants. Un engagement géographique étendu a également été assuré à plusieurs niveaux de gouvernance. Dans le cadre de l'élaboration de leur voie, ils ont veillé à ce que la consultation soit plus large en s'engageant spécifiquement auprès des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des petits agriculteurs et des travailleurs migrants. Au total, plus de 1 300 parties prenantes ont été engagées dans la progression des Concertations. Après le Sommet, la voie restera ouverte à toutes les parties prenantes afin qu'elle devienne un document dynamique. La Turquie souhaite également s'engager au-delà des frontières nationales par le biais de la coopération économique de la mer Noire.

Les graphiques 6 et 7 ci-dessous fournissent plus de détails sur les taux de participation des secteurs et le pourcentage par étape de la Concertation.

Graphique 6 - Taux de participation des secteurs par étape de la Concertation



Graphique 7 - Taux de participation des secteurs en pourcentage par étape de la Concertation



2.4. Groupes de parties prenantes

La participation des groupes de parties prenantes montre une progression de l'étape 1 à l'étape 2. Cela reflète les efforts actifs des Coordonnateurs pour élargir leur cercle d'engagement. Les Coordonnateurs ont identifié les groupes sous-représentés à l'étape 1 et ont élaboré des stratégies pour mieux les atteindre et les inclure à l'étape 2.

Fenêtre nationale

L'équipe organisatrice de la **République du Congo** a fait des efforts de création pour que le processus des Concertations soit aussi représentatif et inclusif que possible. Elle a commencé par définir les régions en utilisant les critères/paramètres suivants : éloignement, situation agro-écologique et environnementale, situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, concentration démographique et présence de peuples indigènes. Elle a ensuite organisé 5 Concertations régionales, qu'elle a complété de « micro-consultations » : elle s'est rendue sur des marchés ou dans de petits villages pour interroger des groupes spécifiques tels que les agriculteurs et les populations autochtones. Certaines micro-consultations ont même débouché sur des « nano-consultations », car les besoins et les préoccupations de sous-groupes spécifiques (par exemple, les jeunes femmes autochtones, les hommes adultes, etc.) se sont avérés très divers.

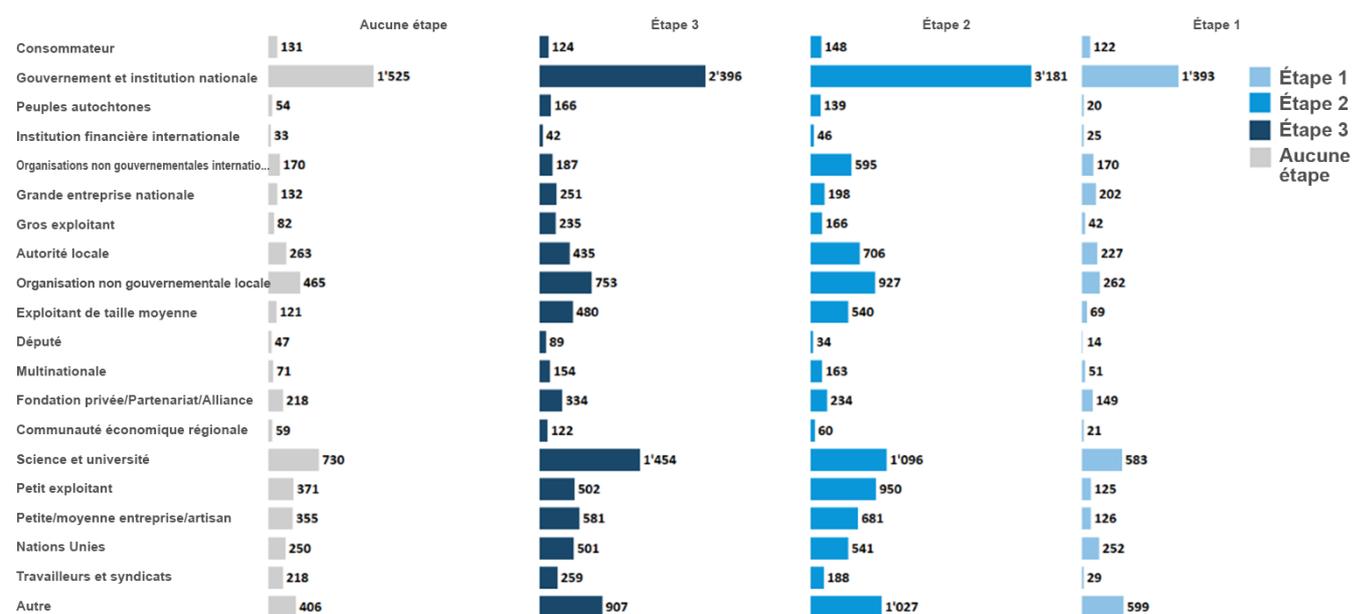
Fenêtre nationale

Le processus des Concertations de la **Suède** comprenait une Concertation nationale, deux Concertations infranationales - contexte urbain et rural - et quatre Concertations thématiques. Les Concertations ont impliqué un large éventail de parties prenantes, notamment des étudiants, des peuples autochtones et des personnes issues de l'immigration. Elles ont identifié les défis, les compromis et les solutions pour le système alimentaire national, et ont discuté de la dimension internationale des systèmes alimentaires, en réfléchissant sur les droits de l'homme, les conflits et la résilience.

Les graphiques ci-dessous présentent les participants à la Concertation d'un État membre par groupe de parties prenantes. De nombreux Coordonnateurs des États membres ont également créé des liens avec les Concertations indépendantes avec l'intention expresse d'élargir la participation. Il est donc prévu que la participation réelle par groupe de parties prenantes soit plus large que celle indiquée.

Le graphique 8 montre, entre l'étape 1 et l'étape 2, une **nette augmentation du nombre et de la proportion des petits agriculteurs, des gros exploitants, des travailleurs et syndicats, et des ONG locales**. Ce phénomène s'est légèrement atténué lors du passage à l'étape 3, celle de la consolidation.

Graphique 8 – Nombre de participants par partie prenante à chaque étape de la Concertation



Fenêtre nationale

Un changement de gouvernement a eu lieu en Équateur entre les deux Concertations nationales organisées par le ministère de l'Agriculture. Près de 1 300 participants se sont réunis pour discuter des 5 pistes d'action et des 4 leviers de changement proposés par le Sommet sur les systèmes alimentaires et pour définir la vision 2030 et la manière de l'atteindre. Bien qu'un large éventail de parties prenantes y ait participé, ce sont les producteurs qui ont été au centre de l'attention. Afin de garantir une représentation géographique de ce groupe, les 24 associations de producteurs de chaque région ont été contactées. Les personnes qui rencontraient des problèmes de connectivité se sont vu proposer de participer aux Concertations en ligne dans des établissements équipés. Le pays est en train de développer une voie qui enrichira son plan agricole à l'horizon 2030.

Fenêtre nationale

L'**Afrique du Sud** a utilisé l'interprétation simultanée de 11 langues locales pour garantir l'inclusion des agriculteurs de subsistance et des petits agriculteurs, qui sont au centre de la transformation de leur système alimentaire. Plongé dans la pandémie de COVID-19, le pays est passé à un processus virtuel qui a inclus plus de 3 000 participants aux deux Concertations nationales et aux neuf Concertations provinciales. Parmi eux, plus de 1 000 exploitants agricoles ont discuté dans leur propre langue de questions majeures telles que l'accès à la terre, à l'eau et à l'énergie. En outre, les vulgarisateurs et les fonctionnaires ont utilisé leurs ordinateurs portables pour réunir les agriculteurs qui n'avaient pas accès à Internet.

Focus thématique

Le **Panama** a organisé une consultation infranationale spécifiquement dédiée aux communautés indigènes. Il s'agissait d'un échange virtuel organisé par le vice-ministre des questions indigènes, auquel ont participé 23 représentants de régions et de villes indigènes.

Bien que les populations autochtones aient participé à la plupart des Concertations menées en **Bolivie**, une Concertation spécifique a été dédiée aux 36 nations et communautés autochtones du pays, afin de discuter de la manière dont les systèmes alimentaires sont liés à leurs coutumes, connaissances et traditions.

Trois des seize consultations infranationales menées au **Chili** comprenaient des représentants des communautés autochtones, entre autres parties prenantes. Ils ont notamment participé à des Concertations dédiées au rôle de l'alimentation ancestrale dans les systèmes alimentaires, à une alimentation et une nutrition saines pour les personnes âgées, ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la réduction des maladies non transmissibles.

El Salvador a organisé 3 consultations spécifiques impliquant 80 participants pour discuter des défis et des opportunités des communautés autochtones dans le pays. Le **Mexique** a organisé une Concertation nationale spécifique avec et sur les communautés indigènes et afro-mexicaines, qui a été co-organisée par l'Institut national des peuples indigènes (INPI en espagnol).

Des représentants autochtones étaient présents dans plusieurs Concertations organisées par le **Venezuela**. En **Finlande**, **Norvège** et **Suède**, les représentants des peuples autochtones ont participé aux Concertations nationales, ainsi qu'à une Concertation intergouvernementale organisée dans le cadre du Conseil nordique des ministres. De même, les peuples autochtones ont participé à des Concertations nationales, par exemple en Afrique du Sud, au **Canada**, en **RDP lao**, aux Philippines et aux **États-Unis**.

Fenêtre nationale

Le processus des Concertations sur les systèmes alimentaires aux **Philippines** a impliqué plus de 2 000 participants dans le cadre de 12 Concertations infranationales organisées de manière indépendante et sous la direction du gouvernement en partenariat avec différentes parties prenantes. Une Concertation indépendante organisée par 10 organisations d'agriculteurs et de pêcheurs a déclenché d'importantes discussions sur la manière d'engager le gouvernement, les agences des Nations Unies et les partenaires de développement sur les propositions exploitables et les recommandations politiques. Par conséquent, une Concertation des États membres a été organisée conjointement avec le Coordonnateur des États membres afin de déterminer ensemble des plans concrets pour aller de l'avant.

Fenêtre nationale

*Suite à la nomination du ministre de l'Agriculture comme Coordonnateur en juillet, le **Botswana** a pu organiser rapidement 5 Concertations alignées sur les cinq pistes d'action et une Concertation nationale pour rassembler tous les résultats et contribuer pleinement au pré-Sommet. La reconnaissance des aliments et des connaissances indigènes est présente dans toutes les Concertations, soulignant que les aliments indigènes doivent être inclus dans les systèmes alimentaires locaux et qu'il est nécessaire d'éduquer le public, de promouvoir les produits alimentaires indigènes et de mettre en œuvre une politique sur les systèmes de connaissances autochtones.*

L'implication des **peuples indigènes** augmente tout au long de la progression des Concertations.

Fenêtre nationale

*Au **Samoa**, la Concertation nationale a identifié comme particulièrement importantes les mesures visant à revitaliser et à promouvoir l'utilisation des connaissances traditionnelles et autochtones. Les connaissances traditionnelles doivent aller « de pair » avec les méthodes de production conventionnelles.*

Fenêtre nationale

*Le **Rwanda** a organisé plusieurs Concertations multipartites, notamment deux Concertations transversales qui ont porté sur le rôle des jeunes et des femmes dans la mise en place de systèmes alimentaires durables, équitables et résilients. Une Concertation indépendante sur la transformation des systèmes alimentaires dans la ville de Kigali et ses environs a également été organisée. Les Concertations ont permis d'identifier à la fois des défis et des solutions susceptibles de changer la donne, et le processus a réitéré l'engagement de l'UE à respecter l'agenda national, continental et 2030, tout en reconstruisant en mieux après la COVID-19. Le rôle important du secteur privé est spécifiquement mis en valeur, de même que la nécessité d'améliorer la coordination entre toutes les parties. La voie nationale comprendra des indicateurs et des jalons spécifiques pour mesurer les progrès.*

Fenêtre nationale

*La **Serbie** a tenu une première Concertation nationale en deux étapes axée sur l'identification des défis à relever pour construire un système alimentaire national plus durable sur le plan social, économique et environnemental. La transparence, l'inclusion et l'appropriation étaient fondamentales pour cet engagement et il a été reconnu que l'un des résultats clés du processus serait le plan d'action pour la transformation des systèmes alimentaires afin de stimuler l'émergence de nouvelles idées et d'efforts conjoints, de libérer des opportunités cachées et de développer des systèmes alimentaires modernes pour le pays. La coopération entre le gouvernement et le secteur privé a été soulignée et des solutions numériques modernes dans le domaine de l'agriculture ont été identifiées comme importantes - non seulement pour connecter les producteurs et les consommateurs, mais aussi pour garantir l'implication des petits acteurs du marché dans la chaîne de valeur, ainsi que le potentiel des solutions numériques pour maintenir les canaux commerciaux ouverts pendant la crise.*

Le nombre de **grandes entreprises nationales** a diminué entre l'étape 1 et l'étape 2 mais a de nouveau augmenté à l'étape 3. Cela semble indiquer l'impact des Concertations de l'étape 2 qui se sont tenues assez largement au niveau infranational.

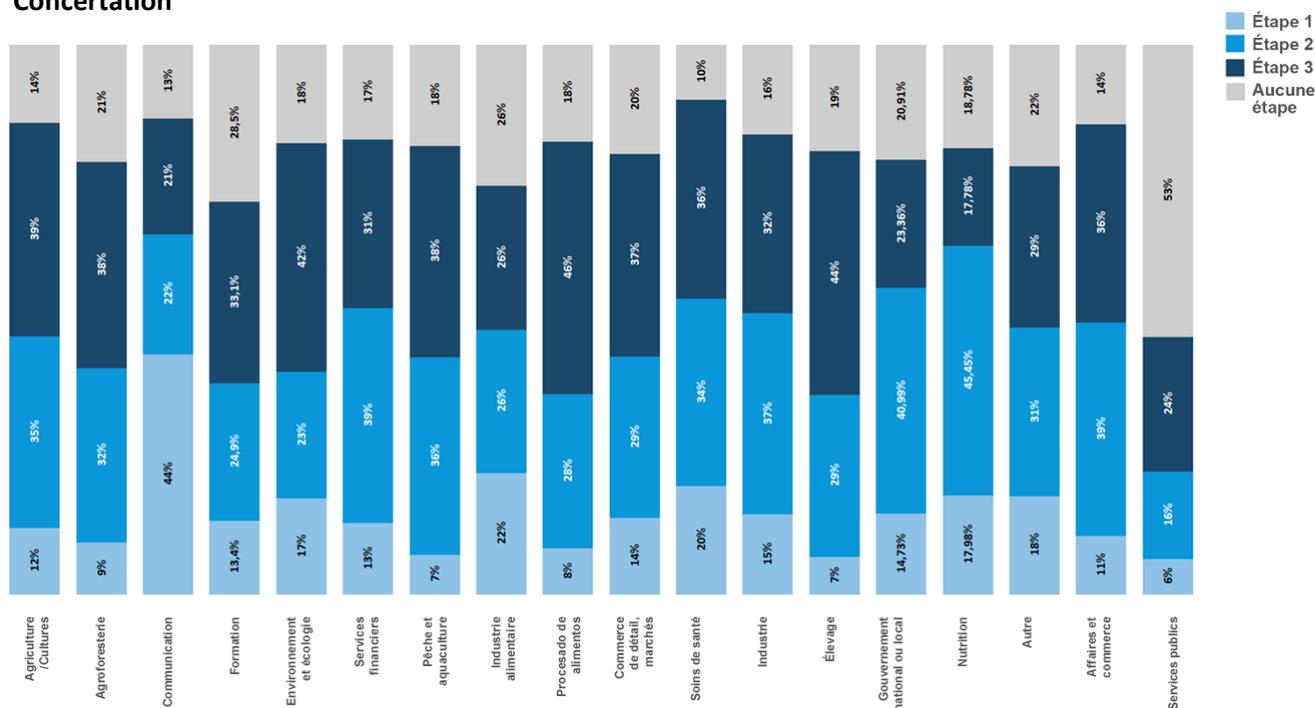
À l'étape 3, les **députés** sont beaucoup plus engagés. C'est l'étape de consolidation qui conduit à la formation d'intentions et d'engagements pour instruire les voies. Cette participation accrue du système politique aux progrès de la Concertation des États membres à cette étape est donc significative et mérite d'être soulignée.

Fenêtre nationale

Les **Seychelles** ont décidé d'organiser 11 Concertations en présentiel avec les principaux groupes de parties prenantes, notamment des agriculteurs, des jeunes, des transformateurs de produits alimentaires, des ménages locaux, des femmes, des chefs, des associations professionnelles et des députés. Un tiers de l'Assemblée nationale (11 parlementaires sur 33) ont participé à une Concertation pour discuter de la manière d'élever la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle au rang d'instrument juridique. Entre autres conclusions, il convient de souligner la question de l'augmentation du budget d'investissement dans certaines exploitations clés en main qui seraient attribuées à de jeunes agriculteurs, de la création d'un fonds d'innovation, de la révision de la législation spécifique et de la présentation de la politique et de la stratégie de transformation du système alimentaire à l'Assemblée nationale pour une discussion finale, un accord et une consolidation avant la mi-octobre 2021.

À toutes les étapes, ce sont les institutions gouvernementales et nationales qui fournissent le plus grand nombre de participants. Le groupe le plus important est une fois encore celui de la société civile.

Graphique 9 – Taux de participation des parties prenantes en pourcentage par étape de la Concertation



Fenêtre nationale

Le Cameroun a accueilli de nombreuses Concertations sur les systèmes alimentaires : 12 Concertations des États membres et 27 Concertations indépendantes, dont beaucoup ont été organisées par des organisations de la société civile dirigées par des jeunes. En juin, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, les organisations de la société civile et d'autres partenaires se sont associés pour organiser une Concertation sur les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les autres groupes vulnérables. Les résultats ont été consignés dans un communiqué et intégrés dans les conclusions de la Concertation des États membres.

Fenêtre nationale

En Israël, plus de 450 participants issus de différents secteurs et parties prenantes non gouvernementales ont participé aux 15 Concertations nationales. À la fin du processus des Concertations, les participants ont reconnu qu'ils étaient capables d'utiliser les termes des autres et de former un langage commun, mais certains points de vue contradictoires et différences n'ont pas été résolus au cours des Concertations. Afin d'accueillir les divergences, les participants ont été encouragés à envoyer une déclaration d'une page au Coordonnateur national lorsqu'ils estimaient que leurs points de vue n'étaient pas suffisamment pris en compte lors des sessions plénières. Par conséquent, plus de 10 contributions écrites ont été intégrées aux Formulaires de compte-rendu des Concertations des États membres.

Dans certains pays, certaines organisations de la société civile s'opposent au Sommet et refusent de participer aux Concertations des États membres afin de délégitimer le processus. Certains Coordonnateurs ont néanmoins mené des entretiens non officiels avec ces groupes et les résultats ont été intégrés à l'élaboration des voies nationales, afin de rendre le document plus pluriel.

3. Faire en sorte que les systèmes alimentaires soient adaptés à l'avenir, convergence des résultats des Concertations

Cette section de la synthèse se concentre sur les résultats des Concertations en synthétisant les données des 446 Formulaire de compte-rendu officiels des Concertations des États membres soumis le 15 août 2021 ou peu après. Tous les Formulaire de compte-rendu de ces Concertations sont répertoriés dans les annexes. Lorsqu'il existe des points communs importants autour de thèmes particuliers, ceux-ci sont énumérés et étudiés ici. Cette section traite également de la manière dont ces thèmes peuvent être abordés par le biais de « leviers de changement ». Enfin, les Formulaire de compte-rendu officiels montrent clairement qu'il existe encore des points de divergence importants, où aucun accord n'a été trouvé et où des compromis peuvent être nécessaires. Ces questions sont également abordées dans cette section.

La plupart des Concertations des États membres ont utilisé les cinq objectifs du Sommet sur les systèmes alimentaires comme point de départ. Au fur et à mesure que les Concertations progressaient, elles intégraient les préoccupations et les intérêts locaux, qui ont façonné les résultats émergents. La terminologie et l'emphase varient selon les Concertations. Seuls les thèmes mentionnés plusieurs fois sont partagés dans cette synthèse.

Au fil des Concertations, les complexités et les interdépendances au sein des systèmes alimentaires sont également devenues plus claires. Les systèmes alimentaires ont été façonnés tout au long de l'existence humaine et sont en constante évolution. Lorsque l'attention est focalisée sur un seul défi, la compréhension de ses causes et de ses conséquences peut nécessiter une analyse plus large. Par exemple, les efforts visant à augmenter le revenu des producteurs de denrées alimentaires auront un lien avec les prix que les consommateurs paient pour ces denrées. Il est donc essentiel de considérer les systèmes alimentaires dans leur ensemble, mais cela ne rend pas la tâche facile, et les défis posés par l'interconnexion ont été exprimés dans de nombreux Formulaire de compte-rendu officiels. Étant donné la complexité des systèmes alimentaires et les différences de points de vue sur cette question, il existe forcément des points de divergence dans les Concertations, et ils ne sont pas faciles à résoudre. Les leviers du changement sont souvent identifiés au cours des Concertations : les moyens de les activer et de les gérer ne sont généralement pas simples.

Ces interconnexions complexes sont à l'origine de l'extraordinaire richesse des informations partagées par les Coordonnateurs dans leurs Formulaire de compte-rendu officiels. Lues dans leur ensemble, elles représentent un processus exceptionnel qui a réuni plus de 46 000 personnes dans le cadre de Concertations nationales pour explorer comment transformer les systèmes alimentaires afin de les rendre durables et équitables d'ici 2030.

Focus thématique

Les Coordonnateurs des Concertations nationales ont utilisé différentes approches pour définir la portée et l'objectif des Concertations nationales et identifier des sujets de discussion. Beaucoup ont décidé d'utiliser les cinq pistes d'action du Sommet sur les systèmes alimentaires pour encadrer les travaux et les discussions au niveau national (par exemple, le **Botswana, le Brésil, le Cameroun, l'Équateur, l'Égypte, les Fidji, le Ghana, l'Indonésie, le Malawi, la Birmanie, la Nauru, le Népal, le Nigéria, Oman, les Philippines, le Qatar, le Sénégal, les Îles Salomon, le Sri Lanka, le Soudan, le Tadjikistan, la Thaïlande, Trinité-et-Tobago, l'Ouzbékistan, le Vanuatu, le Zimbabwe**). Souvent, des groupes de travail ont été définis par piste d'action, impliquant des experts techniques du gouvernement, des Nations Unies et d'autres organisations. Ces groupes de travail techniques ont soutenu le Coordonnateur des Concertations nationales en fournissant des documents de référence et une analyse du système alimentaire national actuel, et en apportant des conseils sur la formulation des sujets de discussion des Concertations. Certains pays comme **l'Albanie, la Gambie, la RDP Lao, le Mozambique et le Vietnam** ont regroupé les cinq pistes d'action pour encadrer les sujets de discussion des Concertations.

Les Bahamas, le Guatemala, la Hongrie, et la Pologne ont centré l'ensemble du processus des Concertations sur la piste d'action n° 1, avec une ou plusieurs Concertations nationales. **L'Inde** met l'accent sur la piste d'action n° 4, et **Malte** sur les pistes d'action n° 1 et 2. D'autres pays comme le **Bangladesh** et la **Malaisie** se sont concentrés au début du processus des Concertations sur une piste d'action spécifique, puis ont élargi le champ d'action au fur et à mesure de l'évolution du processus des Concertations. **L'Afghanistan, le Costa Rica, le Danemark, la Guinée équatoriale, l'Irlande, Madagascar, la Sierra Leone, la Suède, et l'Uruguay** ont organisé des Concertations thématiques spécifiques sur une sélection de pistes d'action.

Certains Coordonnateurs des Concertations nationales ont encadré leurs Concertations en utilisant une combinaison de pistes d'action et de priorités nationales. Le **Cambodge** et les **États-Unis** ont utilisé les cinq pistes d'action du Sommet sur les systèmes alimentaires pour encadrer les sujets de discussion de la première Concertation. Au fur et à mesure de l'évolution du processus, le cadrage s'est déplacé vers des thèmes qui avaient émergé lors de la première Concertation et qui reflétaient l'évolution du contexte national (informations, inégalités et durabilité environnementale - États-Unis). La **Suisse** et le **Niger** ont utilisé les 5 pistes d'action et les stratégies nationales existantes liées aux systèmes alimentaires et au développement durable pour définir les sujets de discussion et les déclarations d'intention pour le processus des Concertations nationales.

L'Arménie a identifié des sujets de discussion grâce à une combinaison des pistes d'action et des défis nationaux. Le **Koweït** a identifié dans la première Concertation nationale deux domaines prioritaires clés et a consacré ensuite à l'étape 2 une Concertation complète à chacun de ces domaines prioritaires. De même, le **Honduras** a identifié les domaines prioritaires lors de la première Concertation nationale et a décidé de consacrer la deuxième Concertation aux pistes d'action n° 4 et 5.

La **Géorgie, la Jordanie, la Mongolie** et la **République de Corée** ont utilisé une sélection de pistes d'action ainsi que d'autres thèmes prioritaires nationaux pour encadrer les sujets de discussion de la Concertation. Il s'agit notamment des systèmes efficaces de sécurité alimentaire, de protection vétérinaire et végétale en Géorgie ; de l'eau, des réfugiés et de la COVID en Jordanie ; des marchés et de la valeur ajoutée en Mongolie ; de la sécurité alimentaire et de la coopération internationale en République de Corée. Aux **Palaos**, les principes d'engagement du SSA ont été localisés pour être culturellement appropriés. Le matériel a été modifié pour tenir compte des normes sociales et culturelles et les respecter. En localisant les pistes d'action pour refléter les circonstances et les priorités locales, et en spécifiant les pistes d'action avec des objectifs spécifiques et discrets, les Palaos pourraient plus facilement rendre les Concertations opérationnelles pour atteindre des résultats exploitables.

Le Bahreïn, le Canada, la Chine, la France, le Panama, la Fédération russe, la Tunisie, et l'Ukraine ont défini les sujets de discussion des Concertations en fonction du contexte national et des priorités nationales.

Il existe de nombreuses façons d'engager le dialogue sur les systèmes alimentaires uniques et complexes dans différents contextes. Les différents points d'entrée permettent d'approfondir la compréhension du fonctionnement des systèmes alimentaires, la manière dont ils servent différents intérêts et la façon dont ils pourraient s'adapter pour être plus utiles aux personnes et à la planète.

Dans le tableau qui suit, la colonne de gauche fournit un fil conducteur qui guide le lecteur dans la synthèse. La colonne de droite présente une synthèse des Formulaires de compte-rendu officiels.

Quels sont les résultats...

Le point de départ de nombreuses Concertations a été le droit à l'alimentation...

Le droit à l'alimentation

Il existe une remarquable cohérence entre les Formulaires de compte-rendu sur la nécessité de veiller à ce que toutes les personnes puissent avoir accès non seulement à la nourriture, mais aussi aux nutriments nécessaires pour leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel dans la vie. Il s'agit d'un droit humain fondamental, essentiel pour lutter contre la pauvreté et la mauvaise santé, mais qui n'est pas acquis pour un grand nombre de personnes. Les multiples impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'accès des populations aux nutriments ont mis ce problème en évidence. L'attention est attirée sur les défis dérivés de la dépendance aux importations alimentaires, l'importance du commerce et de la diversification de la production agricole locale, ainsi que les risques spécifiques pour les communautés dépendantes des importations.

Cela signifie que tout le monde doit avoir accès à une alimentation abordable.

Une alimentation disponible et abordable pour tous

Les Concertations nationales ont insisté sur le besoin de compléter les politiques axées sur l'augmentation de la production de produits spécifiques en mettant davantage l'accent sur l'accès à une bonne alimentation. L'importance de ces deux objectifs est largement reconnue. L'accent est mis à plusieurs reprises sur la nécessité d'accroître l'accès aux aliments (et aux nutriments) nécessaires pour garantir le droit à l'alimentation des populations. De nombreux moyens d'y remédier sont mentionnés, notamment l'enrichissement des aliments, l'exploration des moyens d'améliorer l'accès aux protéines, ainsi que la promotion de la production locale, de l'accès et du transport d'aliments nutritifs conçus pour répondre à des besoins nutritionnels spécifiques. Il s'agit notamment d'accroître la production et l'accès à une gamme diversifiée d'aliments, y compris, par exemple, les « aliments bleus ».

Et lorsque les populations sont mal nourries, des mesures doivent être prises...

Agir pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes

Une bonne nutrition pour tous constitue un élément central de toutes les politiques alimentaires. Pour certains, mettre fin à la malnutrition devrait être un élément central de toutes les politiques alimentaires. D'autres suggèrent d'ajouter des initiatives spécifiques pour répondre aux besoins des groupes les plus exposés à la malnutrition. Il s'agit notamment des femmes enceintes, des jeunes

enfants et des personnes âgées, ainsi que des groupes ayant des besoins spécifiques (notamment les personnes handicapées), en particulier au sein des ménages et des communautés les plus pauvres. La nécessité d'une approche multisectorielle impliquant les autorités responsables de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, ainsi que celles concernées par la production, la transformation et la commercialisation des aliments, est reconnue à plusieurs reprises.

Pourtant, la mauvaise alimentation est également source d'inquiétude...

Les liens entre la consommation alimentaire et le bien-être des personnes

Les Formulaires de compte-rendu reflètent la reconnaissance croissante des liens entre les habitudes alimentaires acquises tôt dans la vie et le risque de souffrir de maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation plus tard. Cette tendance s'accroît au fur et à mesure que de nombreuses personnes dans le monde passent d'une alimentation traditionnelle à une alimentation plus moderne. La limitation des possibilités d'importation et de consommation d'aliments ultra-transformés et la réglementation sur la publicité et le marketing des produits malsains sont des thèmes récurrents soulignés dans les Concertations. Les Formulaires de compte-rendu indiquent également que les MNT et la sous-nutrition existent dans de nombreux pays et que ce double fardeau devrait être reconnu dans les politiques alimentaires nationales.

Les Concertations soulignent le besoin d'encourager tout le monde à faire des choix alimentaires plus sains et à réduire sa consommation d'aliments susceptibles de provoquer des MNT dans les années qui suivent. Un consensus se dégage des Formulaires de compte-rendu sur l'intérêt d'encourager les gens, où qu'ils soient, à consommer des aliments bénéfiques pour leur nutrition et leur santé. Les interventions doivent se fonder sur des analyses des défis à relever pour encourager une alimentation plus saine, notamment la perception que les aliments sains et nutritifs sont souvent plus chers à l'achat pour les consommateurs. En effet, les Formulaires de compte-rendu indiquent que les aliments sains doivent être accessibles et abordables pour les citoyens à faibles revenus.

Les stratégies existantes visant à encourager la consommation de nutriments, notamment les campagnes médiatiques et les programmes d'éducation, doivent être évaluées pour permettre de déterminer quelles approches sont efficaces dans différents contextes. Certains Formulaires de compte-rendu font état des gros avantages des aliments ultra-transformés - en termes de facilité d'accès et de temps nécessaire à la préparation - tout en mettant en garde contre le fait que leur utilisation généralisée est souvent

associée à l'obésité. Des stratégies sont proposées pour accroître la sensibilisation aux risques posés par les aliments ultra-transformés et pour réduire leur consommation, notamment en renforçant les réglementations relatives à leur publicité et à leur commercialisation.

La valeur potentielle du renforcement de choix sains dans les menus des jardins scolaires et des cantines, et l'utilisation d'aliments produits localement par des petits producteurs dans les cantines ont également été identifiées. L'éducation et l'incitation à faire du sport dans les écoles sont également citées. Parmi les autres approches proposées, citons l'amélioration de l'étiquetage des aliments, une plus grande clarté et une meilleure sensibilisation aux coûts des aliments plus nutritifs, ainsi que l'augmentation des prix des aliments non nutritifs.

Les systèmes alimentaires suscitent des inquiétudes plus larges...

Résilience des systèmes alimentaires

Les systèmes alimentaires doivent pouvoir fonctionner pour tous, même en temps de crise. Dans la pratique cependant et dans la plupart des crises, ce sont les plus pauvres, en particulier les femmes et les enfants, qui ont tendance à manquer de nourriture et de nutriments. Ce sont les producteurs alimentaires les plus pauvres qui ne peuvent pas acheminer leurs produits sur le marché. Les Formulaires de compte-rendu font référence à la pandémie de COVID-19, aux événements météorologiques défavorables, aux conflits violents et à d'autres crises comme autant d'occasions d'apprendre des moyens de favoriser la résilience des systèmes alimentaires. Ils soulignent l'importance de la résilience des moyens de subsistance des agriculteurs, de la sécurité alimentaire et de l'accès aux nutriments face aux chocs et contraintes. Ils reflètent l'importance d'un cadre international de politiques et de pratiques pour soutenir la résilience nationale et identifient le besoin d'investissement pour renforcer les cadres de résilience nationaux existants.

Encourager la production locale...

Localiser les systèmes alimentaires

Les Formulaires de compte-rendu portent sur les moyens d'augmenter la résilience des systèmes alimentaires nationaux en développant la production locale. Cela permettrait de réduire la dépendance à l'égard des aliments importés et implique généralement un soutien aux petits producteurs et des investissements dans la production, la transformation, le stockage et le transport locaux. Le renforcement des capacités locales et la réduction de la dépendance à l'égard des longues chaînes d'approvisionnement sont considérés comme des moyens de

réduire la vulnérabilité. La localisation des systèmes alimentaires présente d'autres avantages, notamment la possibilité de développer des systèmes alimentaires régénératifs et circulaires, et un potentiel de diversification (par exemple, au niveau régional ou autour des villes, pour réduire la dépendance à l'égard des monocultures locales et accroître ainsi la résilience aux chocs). Les préparatifs du Sommet se déroulent dans un contexte de perturbations et de souffrances liées à la pandémie de COVID-19. Les Formulaires de compte-rendu suggèrent que la résilience est considérée comme une propriété nécessaire de tous les systèmes alimentaires, que ce soit du point de vue du producteur, du consommateur ou de la société en général.

Et cela augmente la durabilité environnementale...

Respect du climat et de la nature

La réduction des chaînes d'approvisionnement et la localisation de la production présentent également des avantages potentiels pour l'environnement. Sur ce point, les Formulaires de compte-rendu soulignent le besoin de cadres politiques qui encouragent les systèmes de production alimentaire intelligents sur le plan climatique, économes en eau et en énergie, pour les cultures, le bétail, les aliments aquatiques et les produits forestiers. Des références spécifiques sont faites au besoin de politiques et de pratiques appropriées concernant la gestion des sols et de l'eau, l'utilisation efficace des terres, les avantages de la réduction des émissions de gaz à effet de serre issus du bétail et la nécessité de politiques appropriées pour protéger et préserver les forêts, en notant par exemple l'impact de la déforestation sur les sources alimentaires des populations autochtones. Le fait de rendre la production alimentaire respectueuse de l'environnement est important, et un grand nombre d'actions spécifiques sont proposées ou à l'étude. Il s'agit notamment de mettre en place une production agricole respectueuse de l'environnement, de payer les producteurs pour leur contribution à la nature et à l'atténuation du changement climatique, d'établir un lien entre le soutien agricole (y compris les subventions) et les résultats environnementaux, de documenter les mesures de conservation, d'élaborer et de communiquer sur les réglementations et protocoles régionaux appropriés, et de modifier de manière appropriée la législation sur l'utilisation des sols.

De nombreux résultats des Concertations proposent que les intrants agricoles (herbicides, pesticides, engrais) soient utilisés avec plus de précision. Ils encouragent également un recours beaucoup plus important à l'agro-écologie, à l'agriculture biologique, au développement de banques de semences et à

l'adoption de régimes alimentaires à base de plantes afin de réduire la consommation de viande et de produits laitiers.

Ce qui signifie la reconnaissance de l'impact environnemental...

Impact environnemental des systèmes alimentaires

La dégradation de l'environnement et le changement climatique sont largement reconnus comme des défis majeurs pour les systèmes alimentaires. Les coûts associés à ces changements devraient dans l'idéal être correctement pris en compte dans les prix payés par les consommateurs pour les denrées alimentaires. Cela passe par une meilleure appréciation du fait que les systèmes alimentaires du futur doivent refléter la nature limitée des ressources naturelles, qu'ils soient envisagés d'un point de vue local, national ou international. La nature doit être appréciée à sa juste valeur et gérée de manière durable, avec une combinaison appropriée de préservation et de régénération, et le maintien de la diversité biologique. Les Formulaires de compte-rendu portent également sur la nécessité d'une politique internationale et de régimes réglementaires appropriés.

Les gens, en particulier les petits exploitants agricoles, doivent pouvoir gagner leur vie de manière équitable...

En veillant à ce que les petits producteurs agricoles et les travailleurs des systèmes alimentaires soient pleinement impliqués dans la transformation des systèmes alimentaires.

Les Formulaires de compte-rendu confirment que les moyens d'existence de centaines de millions de ménages, dont la subsistance repose sur leur participation aux systèmes alimentaires, sont directement influencés par les valeurs et principes sous-jacents de chaque système. Les Formulaires de compte-rendu soulignent que les petits producteurs de denrées alimentaires, qui ne produisent qu'une partie de la nourriture dont leurs familles ont besoin chaque année et tentent donc de combler le manque à gagner en travaillant, présentent des niveaux élevés de détresse du fait de leur endettement. Les Formulaires de compte-rendu indiquent un désir de changements fondamentaux dans le fonctionnement des systèmes alimentaires nationaux afin de créer des opportunités durables et correctement rémunérées pour l'emploi des producteurs alimentaires, et de contribuer à la réduction de la pauvreté. Les participants décrivent la nécessité de développer et de favoriser de nouvelles modalités pour engager les parties prenantes des systèmes alimentaires qui ont le moins de pouvoir et de revenus dans la transformation des systèmes alimentaires. Ils appellent à la création de systèmes alimentaires justes pour tous, où la transformation est encouragée par une plus grande collaboration, une répartition plus équitable de la valeur

tout au long de la chaîne de valeur et des partenariats public-privé motivés par un but précis.

Des changements sont nécessaires pour que les petits exploitants agricoles puissent en bénéficier...

En permettant aux petits exploitants de bénéficier de l'augmentation de la production

Les Formulaires de compte-rendu font état de multiples approches visant à accroître la participation des petits exploitants (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, habitants des forêts, etc.) en réformant l'environnement juridique et économique dans lequel ils travaillent et en apportant un soutien ciblé adapté à leurs besoins. Il s'agit notamment de changements de politique en matière de fiscalité, de subventions et de législation. D'autres Formulaires de compte-rendu soulignent l'importance de garantir une infrastructure physique adéquate pour augmenter la participation des petits exploitants aux systèmes alimentaires, notamment par un accès équitable à l'irrigation et à des voies de transport qui répondent à leurs besoins. L'accent est mis sur le soutien aux petits exploitants issus de communautés vulnérables, notamment ceux qui appartiennent à des minorités ethniques et à des peuples indigènes. Cela peut inclure une protection sociale ciblée et un accès préférentiel aux marchés. L'importance d'engager et de soutenir les femmes dans leur rôle de productrices de denrées alimentaires est largement reconnue, tout comme le fait de rendre le travail associé aux systèmes alimentaires attrayant pour les jeunes.

Cela signifie qu'il faut s'attaquer aux inégalités...

Accès aux ressources productives et aux opportunités du marché :

Les Formulaires de compte-rendu mettent également en évidence des problèmes structurels sous-jacents de longue date qui peuvent entraver l'engagement des populations les plus pauvres dans les systèmes alimentaires, comme les difficultés à garantir l'accès à la terre ou à l'eau. Ils font référence aux inégalités systémiques des systèmes alimentaires et identifient les défis croissants auxquels sont confrontés les peuples indigènes et d'autres personnes qui peuvent être systématiquement exclues. Les compte-rendus soulignent la nécessité d'un plus grand engagement et d'une plus grande appropriation des stratégies des systèmes alimentaires par les communautés et l'urgence de reconstruire l'infrastructure des systèmes alimentaires afin d'inclure et de prêter attention aux intérêts des petits exploitants et des travailleurs du système alimentaire, ainsi qu'aux différences de pouvoir qui peuvent empêcher la prise en compte de leurs intérêts.

Les pauvres sont plus exposés...

Assurance et protection sociale

Lorsque des crises climatiques, météorologiques ou sécuritaires surviennent, les petits producteurs sont en danger et sous pression. Les Formulaires de compte-rendu font référence à l'importance des régimes d'assurance qui permettent aux producteurs d'accéder à des fonds exceptionnels pour les aider à atténuer les urgences et à d'autres mesures de protection sociale, notamment la protection des groupes vulnérables et défavorisés par le biais de programmes de filets de sécurité sociale sensibles à la nutrition.

Tout cela indique un besoin de croissance...

Croissance des PME

Les petites et moyennes entreprises sont identifiées dans les Formulaires de compte-rendu comme particulièrement importantes au sein des systèmes alimentaires, en particulier lorsque des tentatives sont faites pour augmenter la production locale et localiser les installations de transformation dans les zones rurales afin de promouvoir le développement des petits exploitants locaux. L'accent est mis sur le besoin de garantir que ces petits exploitants peuvent accéder au crédit à des conditions raisonnables lorsqu'ils en ont besoin.

Tout en réduisant les déchets...

Pertes et gaspillage alimentaires :

Le soutien en faveur d'une réduction urgente du gaspillage dans les systèmes alimentaires nationaux est large. Les compte-rendus des Concertations portent sur la nécessité d'établir et de maintenir une infrastructure pour une production alimentaire locale durable, en utilisant notamment des méthodes modernes de traitement et de stockage des aliments, soutenue par des partenariats public/privé. Les Formulaires de compte-rendu identifient le besoin de politiques internationales et nationales, soutenues par une législation, sur la récupération des excédents alimentaires et le recyclage des aliments non consommés. Plusieurs propositions spécifiques sont avancées, notamment le soutien aux PME pour mieux conserver les fruits et légumes produits localement ainsi que des approches coopératives pour encourager l'adoption de techniques modernes de transformation et de conditionnement des aliments.

Et nous devons pouvoir faire confiance à la nourriture que nous mangeons...

Sécurité alimentaire

Les Formulaires de compte-rendu de nombreuses Concertations soulignent la nécessité d'améliorer et d'assurer une sécurité et une sûreté alimentaires continues par le biais de meilleures législations, politiques et réglementations nationales. Plus précisément, cela

comprend la sécurité de l'eau utilisée pour la production alimentaire ; les niveaux (et le type) de graisses, de sucres et de sel dans les denrées alimentaires ; l'emballage et l'étiquetage, et la nécessité de limiter les résidus de produits agrochimiques dans les aliments. Les Formulaires de compte-rendu soulignent également l'importance a) des réglementations pertinentes en matière de sécurité alimentaire, b) de la traçabilité de produits alimentaires spécifiques « de la ferme à l'assiette », c) du respect des normes de sécurité et d) du maintien des normes de bien-être animal dans l'ensemble des systèmes alimentaires. Le compte-rendu souligne également la nécessité d'une application cohérente des normes et des standards aux aliments produits industriellement et, le cas échéant, d'une réglementation des fournisseurs d'aliments informels tels que les commerçants de rue.

Alors comment les systèmes changeront-ils ?

Où sont les points de levier dans les systèmes alimentaires, où le rendement de nos efforts sera-t-il le plus important ?

Les Formulaires de compte-rendu permettent d'identifier de multiples leviers de changement. Aucun de ces éléments n'est considéré comme suffisant à lui seul dans les Formulaires de compte-rendu. C'est comme s'ils devaient être combinés pour débloquer le système alimentaire afin qu'il puisse s'adapter aux besoins des populations et de la planète..

***Les droits de l'homme
constituent une fois de
plus le point de départ...***

Les droits de l'homme

Le droit de chaque personne à pouvoir accéder aux aliments nutritifs nécessaires à sa santé et à son bien-être est considéré comme un fondement essentiel de l'avenir des systèmes alimentaires nationaux dans le compte-rendu de nombreuses Concertations. De nombreuses Consultations sont parties de la nécessité de garantir le droit fondamental de chaque personne à une alimentation adéquate. L'importance centrale de la sécurité alimentaire et le besoin de veiller à ce que des aliments sains soient accessibles à tous ont été soulignées à plusieurs reprises. Les Formulaires de compte-rendu ont également évoqué l'importance des droits plus larges que le droit à l'alimentation. Le droit au travail, la nécessité d'augmenter les revenus et de redistribuer la protection contre les risques ont été spécifiquement mentionnés. L'importance d'accorder à tous les membres d'un foyer le droit à l'alimentation a été soulignée. Il a été rapporté que les hommes et les garçons étaient parfois prioritaires sur la nourriture, avec pour conséquence des risques plus élevés de malnutrition chez les

femmes et les filles. Les approches de la gouvernance fondées sur les droits sont considérées comme importantes dans la politique d'aide publique au développement.

Le changement des systèmes alimentaires peut résulter de changements dans la gouvernance...

Gouvernance

La gouvernance est le levier de changement le plus souvent cité dans les Formulaires de compte-rendu. La gouvernance couvre de nombreux sujets dans ces Formulaires de compte-rendu. La capacité des gouvernements à définir des politiques et à élaborer des plans nationaux est considérée comme la plus importante. Les suggestions spécifiques et localisées concernant ce qu'ils devraient inclure sont nombreuses. Le gouvernement a également le pouvoir de réunir. L'importance de réunir les ministères, les institutions et les parties prenantes est souvent identifiée. Les partenariats public-privé sont également souvent évoqués, notamment dans le cadre du développement des infrastructures. Les pouvoirs réglementaires et législatifs du gouvernement sont également considérés comme un élément précieux du processus de changement. Là encore, des suggestions sont faites quant à la manière dont ces pouvoirs pourraient être utilisés, et la nécessité de faire respecter les dispositions qui existent déjà est régulièrement citée.

La propriété et l'accès à la terre sont également évoqués ici, y compris et surtout dans le cadre de la reconnaissance des droits des peuples autochtones et de la nécessité pour eux de jouer un rôle approprié dans les processus de gouvernance. Les questions relatives à la propriété foncière et aux relations entre les propriétaires fonciers, les locataires et les pasteurs sont considérées comme complexes, mais il est néanmoins important de les aborder.

La manière dont la gouvernance est entreprise est soulevée à maintes reprises dans les Formulaires de compte-rendu, qui demandent que la Concertation soit un élément institutionnalisé des processus de gouvernance. L'importance d'harmoniser les normes et de synchroniser les changements dans les pratiques de gouvernance à tous les niveaux - du niveau mondial au niveau local en passant par le niveau national - constitue un thème commun.

Et concernant l'augmentation de l'équité...

L'équité pour les groupes marginalisés

Les **femmes** sont souvent identifiées comme jouant un rôle majeur dans les systèmes alimentaires alors qu'elles sont sous-représentées, sous-payées et souvent exploitées. Les formulaires indiquent également à plusieurs reprises qu'il convient d'attirer et retenir les jeunes dans les systèmes alimentaires. Les personnes âgées sont souvent citées comme un groupe dont les besoins

doivent être pris en compte. La nécessité de lutter contre les inégalités entre les sexes et d'augmenter l'engagement des jeunes dans les systèmes alimentaires sont des thèmes récurrents dans les Formulaires de compte-rendu des Concertations nationales. Il existe une spécificité quant aux changements nécessaires, notamment l'augmentation de la participation des femmes et des **jeunes** à la production alimentaire, l'autonomisation des femmes par l'institutionnalisation des droits fonciers et la création d'emplois pour les jeunes dans l'alimentation et l'agriculture. Le développement de chaînes de valeur pour les **petits producteurs (agriculteurs et pêcheurs)**, les femmes et les jeunes, est considéré comme un levier de changement, tout comme l'alimentation scolaire liée à l'agriculture familiale. Le soutien aux jeunes et aux femmes est considéré comme un moteur essentiel du changement dans la transition vers des systèmes alimentaires plus équitables et durables. Les incitations sont souvent identifiées comme un moyen d'améliorer l'équité et sont également proposées comme moyen d'encourager les jeunes à rester dans les communautés agricoles.

Le respect des droits des **peuples autochtones** et de l'ensemble des connaissances autochtones liées aux systèmes alimentaires est plusieurs fois reconnu comme vital. Les Formulaires de compte-rendu reconnaissent généralement l'importance du respect et de la préservation des connaissances ancestrales, traditionnelles et autochtones en matière de systèmes alimentaires, de semences et de plantes, et donc d'accès à la terre. Des ressources sont nécessaires pour sécuriser ces connaissances ancestrales et les relier à l'innovation et aux découvertes modernes.

Les Formulaires de compte-rendu font référence à la nécessité pour les populations de pouvoir accéder à des aliments qui reflètent les **cultures nationales** et leur permettent de respecter les **obligations religieuses**.

Les connaissances et l'innovation façonneront l'avenir...

Connaissances et innovation

L'**innovation technique et sociale** est considérée comme essentielle pour garantir des systèmes alimentaires à la fois durables et équitables. L'innovation est souvent citée de manière générique, mais de nombreux exemples spécifiques de domaines où l'innovation est nécessaire sont également donnés. Il s'agit notamment d'approches innovantes pour stimuler la résilience, de solutions innovantes pour réduire les déforestations dans les chaînes de valeur, et d'innovations pour encourager les systèmes alimentaires régénératifs et circulaires. La meilleure implication des petits exploitants dans la contribution aux systèmes alimentaires du futur dépendra de la mesure dans laquelle ils pourront accéder et utiliser des technologies innovantes. Le besoin de garantir un accès

inclusif aux technologies et de développer l'utilisation de technologies durables dans l'ensemble du système alimentaire (par exemple, dans les chaînes du froid) est spécifiquement mentionné.

La nécessité de mieux comprendre le fonctionnement des systèmes alimentaires est également manifeste. **Des cadres de suivi innovants** permettant de suivre l'amélioration des performances des systèmes sont proposés. De nombreux Formulaires de compte-rendu font état de la nécessité d'une meilleure analyse des systèmes alimentaires nationaux et soulignent les projets de révision et de développement des bases de connaissances sur les systèmes alimentaires. Les propositions comprennent l'ambition d'intégrer diverses bases de données existantes de l'industrie alimentaire et d'améliorer la capacité des laboratoires. Un domaine particulier de connaissances mentionné dans les Formulaires de compte-rendu concerne les mécanismes et les données de suivi des performances et l'évaluation des initiatives politiques dans les systèmes alimentaires.

De nombreux Formulaires de compte-rendu font état de la nécessité d'une meilleure analyse des systèmes alimentaires nationaux et soulignent les projets de révision et de développement des **bases de connaissances sur les systèmes alimentaires**. Les propositions comprennent l'ambition d'intégrer diverses bases de données existantes de l'industrie alimentaire et d'améliorer la capacité des laboratoires. Un domaine particulier de connaissances mentionné dans les Formulaires de compte-rendu concerne les mécanismes et les données de suivi des performances et l'évaluation des initiatives politiques dans les systèmes alimentaires.

Les Formulaires de compte-rendu soulignent la nécessité d'augmenter la recherche et le développement internationaux et **nationaux** en matière d'innovation et de meilleures pratiques, suggérant également que l'expertise et les connaissances devraient être développées et partagées plus facilement à l'échelle régionale et internationale. Ils soulignent également la nécessité de renforcer les connaissances et l'expérience parmi les agriculteurs au sein des pays. Les Formulaires de compte-rendu contiennent des commentaires spécifiques sur l'importance de la participation des communautés à la recherche et au développement, en particulier des femmes et des jeunes, et (comme ci-dessus) de l'actualisation et de l'enrichissement des connaissances autochtones. Les Formulaires de compte-rendu soulignent également d'autres intérêts de recherche spécifiques, par exemple les sources de protéines alternatives, les produits chimiques synthétisés pour améliorer la durabilité des cultures et du bétail, et les systèmes d'alerte aux zoonoses.

Et le financement est crucial...

Financement

L'utilisation stratégique des financements publics et privés est identifiée comme un levier clé dans le compte-rendu de nombreuses Concertations. L'accès au financement et au crédit est mentionné comme un moyen important d'encourager la croissance économique, notamment pour les PME. Un meilleur accès au financement et à l'assurance est également considéré comme important pour les petits exploitants. Des choix d'investissement ciblés peuvent renforcer la résilience des systèmes alimentaires durables. Les fonds et les banques de développement axés sur les objectifs en sont des exemples. Les Formulaires de compte-rendu font également référence à l'utilisation du financement pour encourager les changements de système, par exemple en modifiant l'utilisation des subventions pour soutenir les améliorations de la qualité des aliments et les pratiques de production durable plutôt que l'augmentation des quantités produites.

En particulier, investir dans les infrastructures...

Infrastructures

Les Formulaires de compte-rendu soulignent à plusieurs reprises la nécessité d'améliorer les infrastructures. Les infrastructures sont principalement considérées comme nécessaires pour accroître la production et permettre un accès prévisible aux marchés, aussi bien locaux que mondiaux. Cet objectif doit être atteint soit en investissant directement dans les infrastructures, soit en encourageant le développement. Différents types d'investissements sont préconisés : par exemple, les systèmes d'irrigation et de drainage, les infrastructures logistiques nationales (notamment les routes, les chemins de fer et les bateaux), les systèmes de stockage (et les chaînes du froid associées) et les infrastructures de transformation et de conditionnement des aliments. D'autres exemples incluent la promotion des infrastructures pour le développement de la chaîne de valeur dans les associations de producteurs et les coopératives, ainsi que le développement des infrastructures en réponse aux catastrophes. Des investissements accrus dans les infrastructures sont nécessaires pour soutenir l'innovation et accroître la résilience, dans le but de rendre les chaînes de valeur alimentaires plus efficaces et durables, tout en réduisant le gaspillage et les déchets alimentaires. L'amélioration des infrastructures est décrite comme nécessaire tant au niveau national qu'au niveau local (par exemple, les villes). Une grande partie de l'amélioration des infrastructures est décrite comme nécessaire au niveau local, même si le financement doit provenir d'une source nationale ou internationale.

Il est également essentiel de développer la capacité de changement

Les personnes

Dans les Formulaires de compte-rendu, l'accent est également mis sur le développement de la capacité de l'homme à changer les systèmes alimentaires existants. L'éducation dès le plus jeune âge est souvent mentionnée, suggérant que des mesures pourraient être mises en œuvre dans les écoles pour sensibiliser à l'alimentation et aux systèmes alimentaires. Il est souvent fait mention de la collaboration avec les agriculteurs pour tirer parti de leur expérience tout en examinant leur intérêt dans l'adoption de nouvelles pratiques. Ces liens avec les producteurs permettent à toutes les parties concernées de mieux comprendre la situation locale, notamment en ce qui concerne l'eau, l'utilisation de pesticides et d'engrais et la science des sols. Les Formulaires de compte-rendu soulignent également l'importance de travailler avec les populations pour transformer les systèmes alimentaires plutôt que de tenter de leur imposer des changements à distance. Les Formulaires de compte-rendu décrivent l'importance de travailler directement avec différents groupes, notamment les petits exploitants, les peuples indigènes, les femmes et les jeunes. L'importance de la capacité à développer et soutenir des processus de changement à grande échelle au niveau national est également soulignée. Plusieurs Formulaires de compte-rendu soulignent les capacités institutionnelles limitées des gouvernements en matière de coordination entre les secteurs et les parties prenantes. Ils pointent également le défi que représente l'implication de différents ministères et services gouvernementaux dans la transformation des systèmes alimentaires, alors que le nombre de professionnels qualifiés et la quantité de fonds disponibles pour faire avancer cette transformation sont extrêmement limités.

Des points de divergence subsistent et sont importants

La nature globale des systèmes alimentaires, avec leurs implications sur la santé, la richesse, l'environnement, la propriété foncière et la survie personnelle, fait de la transformation des systèmes alimentaires un espace contesté et profondément politique. Il n'y a pas nécessairement de bonnes ou de mauvaises réponses. La Concertation elle-même est considérée comme un élément précieux des processus de transformation, dans la mesure où l'on tente d'élargir le soutien à la transformation des systèmes parmi toutes les personnes concernées.

Bien que les Formulaires de compte-rendu fassent souvent état de points de convergence, de nombreux formulaires indiquent clairement qu'il existe également des divergences. Ces divergences peuvent porter sur la vision de ce que l'orientation future des systèmes alimentaires devrait être ou sur la manière de concrétiser cette vision dans la pratique.

Les Formulaires de compte-rendu ont décrit des points de divergence pour lesquels il n'existe pas de réponses faciles. En effet, travailler dans l'intérêt de la majorité n'implique pas que tout le

monde gagne et que personne ne perde. Les programmes des Concertations des États membres ont mis ces différences en lumière et indiqué les points sur lesquels des choix difficiles doivent être faits. Les compromis devront peut-être être réévalués.

Où se trouve la priorité ?

Priorités nationales divergentes

Les rapports sur les Concertations indiquent qu'il est difficile de combiner tous les objectifs des systèmes alimentaires dans une seule approche de la transformation. Il existe une divergence de vues sur les priorités à donner, compte tenu des incompatibilités entre les dimensions économique, environnementale et humaine de la durabilité. Comment prioriser tous ces éléments en même temps ? De nombreux Formulaires de compte-rendu mettent en évidence les compromis à trouver pour parvenir à une approche équilibrée. Il est inévitable que les groupes politiques s'alignent sur des priorités spécifiques, ce qui peut augmenter les tensions. Elles devront être exposées et débattues dans les différents contextes politiques.

Quand devons-nous agir ?

Réforme à long terme ou besoin urgent

Certaines Concertations mettent en avant la réforme agraire ou le commerce comme étant d'importants leviers de changement, tout en soulignant que la négociation et la mise en œuvre de ces réformes prennent beaucoup de temps, et que ces dernières ne sont donc pas compatibles avec l'urgence. S'engager dans des questions aussi complexes et contestées signifie s'engager dans des structures de pouvoir. Les cycles électoraux, le fonctionnement des législatures, la nécessité de maintenir les niveaux de prestation de services et les relations historiques entre les différents groupes intéressés peuvent rendre difficile l'obtention d'un accord, y compris sur le calendrier des processus de transformation et des décisions. La COVID-19 a concentré les esprits et diminué la tolérance à l'égard des institutions et processus non fonctionnels.

Comment ce changement va-t-il s'opérer ?

Réglementation des gouvernements et changement de comportement des individus

De nombreux pays doivent faire face aux coûts de la lutte contre les maladies liées à l'alimentation au sein de leurs populations. Il s'agit notamment d'affections de longue durée telles que le diabète et les maladies cardiovasculaires. L'obésité, qui résulte souvent d'une consommation excessive d'aliments à forte densité énergétique, est associée à des risques pour la santé et la vie. Il existe également des

problèmes associés au gaspillage alimentaire causés par la production et la consommation de denrées alimentaires peu coûteuses et denses en énergie, mais à faible teneur nutritionnelle.

Les Formulaires de compte-rendu issus des Concertations nationales reflètent le débat permanent autour de la responsabilité de l'action en faveur d'une alimentation saine. De nombreuses questions sont posées et des réponses sont apportées, mais la résolution des tensions liées aux systèmes alimentaires doit tenir compte des intérêts des différentes parties prenantes dans leur contexte local. Quel rôle les gouvernements doivent-ils jouer en matière d'éducation pour encourager la consommation généralisée d'aliments nutritifs ? Dans quelle mesure les gouvernements doivent-ils intervenir (par exemple, pour limiter les importations d'aliments de faible qualité nutritive) ? Faut-il taxer les aliments obésogènes et pauvres en nutriments pour en décourager la consommation ? Faut-il limiter la publicité ou la promotion des aliments moins nutritifs ? Faut-il accorder une attention particulière à l'environnement alimentaire des plus jeunes au fur et à mesure que les habitudes alimentaires se mettent en place ? De nombreux commentaires portent sur la nécessité d'éduquer et d'informer tout le monde, à commencer par les jeunes dans les écoles, sur les avantages d'une alimentation nutritive et d'un mode de vie sain.

Dans un petit nombre de Formulaires de compte-rendu, il apparaît que les consommateurs ont le droit de faire leurs propres choix concernant leur mode de vie et que l'implication des gouvernements doit être minimale.

Où le changement doit-il intervenir ?

Production locale ou commerce ouvert

Les rapports de nombreuses Concertations soulignent l'importance d'augmenter la production alimentaire locale et de raccourcir les chaînes d'approvisionnement afin de réduire la dépendance aux importations et d'apporter des avantages aux économies locales. La production alimentaire locale apporte de précieuses opportunités de promouvoir des aliments riches en nutriments, d'accroître les possibilités d'emploi local, de développer des carrières et de créer des entreprises viables, notamment des PME.

Dans le même temps, la plupart des États membres engagés dans les Concertations ont signé des accords qui les engagent à mettre en place des ententes commerciales libres et ouvertes, que ce soit au niveau mondial, régional ou bilatéral. Ces accords limitent la mesure dans laquelle un gouvernement national peut restreindre les importations dans le but de protéger les systèmes de production locaux émergents. Ils peuvent également limiter la capacité des gouvernements à restreindre certaines importations afin de

promouvoir la consommation de certains aliments (et d'en décourager d'autres) dans le but d'améliorer la nutrition et la santé.

De nombreux Formulaires de compte-rendu indiquent que, lors des Concertations nationales, l'une des tensions portait sur le désir de soutenir une production locale accrue tout en respectant les accords de libre-échange.

Qui en paie le prix ?

De meilleurs prix pour les exploitants agricoles, des aliments nutritifs et abordables pour les consommateurs

Les aliments à haute densité nutritionnelle sont perçus comme étant plus coûteux à produire de manière durable que les aliments de base. Plusieurs Formulaires de compte-rendu soulignent que ce coût de production élevé doit se refléter dans le prix payé par les consommateurs, notamment pour assurer un rendement correct pour les producteurs, mais cela peut signifier que ces aliments ne seront pas abordables pour les plus pauvres et les plus vulnérables de la société.

Cette tension entre la garantie d'une bonne rémunération pour les producteurs et la possibilité pour les consommateurs de pouvoir s'acheter des aliments nutritifs est mentionnée dans les compte-rendus de nombreuses Concertations.

Quel changement est nécessaire ?

Sécurité alimentaire et nutritionnelle versus alimentation nutritive et durable

Ces Concertations reflètent l'intérêt croissant que suscite dans le monde entier l'impact sur la santé de ce que les populations mangent, et qui peut par exemple prendre la forme de maladies liées à l'alimentation et de maladies non transmissibles. Dans le même temps, les populations de nombreux pays font face à une dénutrition généralisée à cause de l'impossibilité d'accéder à la nourriture dont elles ont besoin. Elles doivent relever le défi qui consiste à garantir la disponibilité de la nourriture tout au long de l'année et risquent de connaître des périodes de famines extrêmes.

Les Formulaires de compte-rendu soulignent la tension qui existe dans l'élaboration des politiques - entre la volonté de veiller à ce que chacun puisse avoir accès à une alimentation saine et celle de se concentrer sur la transformation et le transport des aliments afin qu'un secteur alimentaire économiquement viable contribue davantage à la prospérité de la nation.

Choix du modèle de production agricole

Au cours des Concertations nationales, il a été reconnu que la production alimentaire pouvait nuire à l'environnement de plusieurs façons, par exemple en dégradant les sols, en épuisant les réserves d'eau et en contribuant aux émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, les pratiques agricoles évoluent souvent lentement, de sorte que le passage à des méthodes de production plus durables doit être amorcé dès maintenant si l'on veut atteindre l'objectif pour 2030. Le compte-rendu des Concertations nationales confirme la nécessité d'adopter des pratiques de production agricole durables sur le plan environnemental, et notamment de passer à l'agro-écologie. Les Formulaires de compte-rendu, notamment ceux issus des Concertations nationales dans les pays agro-exportateurs, nous rappellent que la population mondiale croissante doit pouvoir accéder à des nutriments et à l'énergie en quantité suffisante et qu'un commerce libre et équitable est nécessaire pour y parvenir. On peut se demander s'il est possible d'obtenir un accès suffisant en adoptant largement des pratiques favorables à la nature et des « accords verts ». De nombreux compte-rendus soulignent les tensions qui peuvent exister entre la production modernisée et les méthodes traditionnelles, ou entre l'agro-écologie et les systèmes de production à haut niveau d'intrants.

Alimentation à base de plantes et production animale

Les compte-rendus de certaines Concertations font état des avantages humains, environnementaux et économiques d'une augmentation de l'apport en protéines issues de sources végétales comme alternative aux aliments riches en protéines de source animale, en particulier la viande rouge. Les compte-rendus de plusieurs Concertations indiquent que l'amélioration de la production animale est une stratégie essentielle pour améliorer la situation économique et le bien-être des petits exploitants. Il est donc nécessaire de trouver de meilleurs moyens d'améliorer les pratiques de production animale durables, qui accordent une grande priorité au bien-être des animaux, tout en encourageant une évolution des modes de consommation pour éviter une dépendance excessive à l'égard des protéines d'origine animale.

4. Voies vers la transformation des systèmes alimentaires des États membres

4.1. Présentation

Les États membres qui progressent à travers leurs Concertations ont constaté un changement d'énergie et d'intention en vue d'adapter leurs systèmes alimentaires afin de mieux répondre aux besoins des populations, de la planète et de prospérité d'ici 2030. Au fur et à mesure que les personnes et les organisations se sont réunies afin d'étudier la nature des systèmes alimentaires dans leur pays, le sentiment collectif de l'importance d'agir maintenant pour assurer un avenir plus durable est devenu plus clair. L'expression naturelle de cette envie d'agir se traduit par la création et la formulation de voies vers des systèmes alimentaires durables et équitables d'ici 2030. Une voie nationale contient bien plus que l'orientation politique nécessaire ; elle tisse des liens entre la politique et l'appropriation et donc l'engagement de larges partenariats d'acteurs. Ces partenariats sont essentiels à la mise en œuvre des voies.

Cette section de la synthèse s'appuie sur les huit premières voies publiées sur [la Passerelle](#) (au 6 septembre 2021), ainsi que sur 19 autres projets de voies partagés avec le service de soutien aux Concertations dans le cadre de leur développement. Au total, une centaine de Coordonnateurs ont indiqué qu'ils étaient en train d'élaborer des voies, la plupart d'entre eux souhaitant que ces dernières soient publiées à temps pour le Sommet.

8 voies téléchargées sur la Passerelle : Albanie, Cambodge, Jordanie, Koweït, Mozambique, Niger, Afrique du Sud, Tonga.

19 projets de voies disponibles : Afghanistan, Azerbaïdjan, Bolivie, Burundi, République dominicaine, Éthiopie, Géorgie, Guyane, Honduras, Japon, RDP Lao, Malaisie, Mexique, Fédération de Russie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Suisse, Tadjikistan.

Cette section étudie les progrès réalisés par les États membres dans l'élaboration de leurs voies pour mettre en œuvre les stratégies émergentes de transformation de leurs systèmes alimentaires. Ces documents sur les voies varient en termes de style et de contenu, reflétant les circonstances spécifiques des États membres et les défis particuliers auxquels leurs systèmes alimentaires sont

Voies des États membres

(6 septembre 2021)

Voies téléchargées sur la Passerelle :

- Albanie,
- Cambodge,
- Jordanie,
- Koweït,
- Mozambique,
- Niger,
- Afrique du Sud,
- Tonga.

Voies partagées sous forme de projet :

- Afghanistan,
- Azerbaïdjan,
- Bolivie,
- Burundi,
- République dominicaine,
- Éthiopie,
- Géorgie,
- Guyane,
- Honduras,
- Japon,
- RDP Lao,
- Malaisie,
- Mexique,
- Fédération de Russie,
- Rwanda,
- Samoa,
- Sénégal,
- Suisse,
- Tadjikistan.

confrontés. En général cependant, les voies incluent des analyses et des commentaires sur les thèmes suivants :

- Le contexte de l'État membre (politique, économique, culturel, etc.)
- Les défis spécifiques liés au système alimentaire national
- La vision de l'évolution future du système alimentaire
- Les objectifs spécifiques du plan de transformation
- Les actions et responsabilités
- Les calendriers
- Les processus de suivi et d'évaluation.

Les documents sur les voies présentent des plans d'action qui reflètent largement les thèmes émergents du Sommet et de l'Agenda 2030.

- Les personnes - en abordant les questions d'accès à la nourriture, d'accessibilité financière, de sécurité et de nutrition.
- La planète - en tenant compte des questions de durabilité et de résilience.
- La prospérité - en abordant les moyens de subsistance des producteurs et autres groupes, en particulier les groupes défavorisés.
- La paix - pour assurer la stabilité nécessaire à la transformation.
- Les partenariats - en explorant comment les nouvelles connexions, alliances et regroupements donneront l'impulsion nécessaire pour débloquer des problèmes jusqu'ici insolubles.

Plus important encore, les documents sur les voies décrivent *comment* la transformation sera réalisée, indiquant les éléments clés des systèmes alimentaires qui devront changer et évoluer au cours des 5 à 10 prochaines années et au-delà. Ces éléments des documents sur les voies illustrent la prise de conscience croissante de la complexité et de l'interconnexion des systèmes alimentaires, ainsi que la contribution du processus des Concertations à cette compréhension commune émergente au sein des États membres et entre eux.

Les documents sur les voies orientent donc la conduite du Sommet sur les systèmes alimentaires ainsi que les engagements et les actions qui devraient en découler. Ils donnent corps aux engagements et clarifient les intentions, en définissant pour la prochaine décennie un itinéraire qui est déjà en cours de formation et de suivi.

Fenêtre nationale

La Jordanie héberge environ 1,3 million de réfugiés syriens. Parmi les défis majeurs liés à la pénurie d'eau et d'énergie, la vision de la Jordanie pour le système alimentaire 2030 est d'améliorer la disponibilité et l'autosuffisance, l'accès à des aliments nutritifs et à des régimes alimentaires sains pour tous les habitants en toutes circonstances et à tout moment d'ici 2030. Les participants aux Concertations ont identifié plusieurs stratégies d'action collective, notamment la simplification de la procédure d'embauche des réfugiés et la création de coopératives pour organiser l'action collective des petits agriculteurs, producteurs et consommateurs. Le gouvernement a défini pour la voie nationale des solutions axées sur l'amélioration des moyens de subsistance et la résilience de tous les habitants, y compris les réfugiés.

Fenêtre nationale

L'Éthiopie a préparé un document de position (voienationale) avec une synthèse technique auxiliaire basée sur un processus consultatif national qui comprenait une table ronde de haut niveau et un document de travail, suivis de trois Concertations nationales séquentielles. La dernière Concertation de haut niveau a réuni les principales parties prenantes pour lancer la vision des systèmes alimentaires éthiopiens. Le processus des Concertations a mis en évidence les deux défis, mais aussi une série de 22 solutions susceptibles de changer la donne et essentielles pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires dans le pays, dont six nécessitent un engagement politique exceptionnellement fort. Les solutions ont été conçues pour soutenir et faire évoluer les politiques et programmes nationaux existants.

Fenêtre nationale

Le Cambodge a mené un programme complet de Concertations qui a donné lieu à une feuille de route pour les systèmes alimentaires cambodgiens à l'horizon 2030. Le processus a commencé par un projet de vision qui s'est affiné au fil des 30 Concertations qui ont rassemblé plus de 2 000 participants et favorisé la compréhension et l'appréciation des systèmes alimentaires au niveau local. La réussite de l'engagement multipartite et multisectoriel a été rendue possible grâce à l'empressement des parties prenantes qui a suivi le travail de coordination important effectué par le Conseil pour le développement agricole et rural (CDAR) au cours des années précédentes. Le gouvernement et ses partenaires ont fait des efforts exceptionnels pour s'engager au niveau des communes et garantir la diversité des voix entendues dans le cadre du processus.

4.2. Visions du futur

Les paragraphes suivants mettent en évidence des exemples de voies disponibles à cette étape pour illustrer ce chemin vers l'avenir en termes de visions, d'objectifs et de mécanismes d'action des voies. Les exemples suivants de déclarations de vision tirées des documents sur les voies illustrent la portée des ambitions des États membres pour leurs systèmes alimentaires :

« Le **Honduras** dispose d'un système alimentaire complet et renforcé qui tire parti du potentiel existant et minimise les inégalités au sein de la population ».

« Transformer les systèmes alimentaires pour un **Samoa** résilient et sain sans laisser personne sur le bord du chemin ».

« Notre vision est celle d'une transformation holistique des systèmes alimentaires de l'**Éthiopie**, de la production à la consommation, qui favorise l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des régimes alimentaires, l'amélioration des moyens de subsistance, la préservation et la restauration des terres et une plus grande résilience aux chocs et au stress.

Ce type d'ambition a également été démontré lors du pré-Sommet, lorsque les représentants des États membres ont parlé des objectifs de leurs pays pour leurs systèmes alimentaires. Par exemple :

« Développer une voie nationale qui, sur la base des objectifs nationaux de développement durable et des plans et stratégies existants du pays, intégrera les résultats de la Concertation nationale afin d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires pour les rendre plus sains, plus durables et inclusifs » - **Uruguay**.

« Nous voulons souligner le rôle des personnes suivantes dans la transition vers un système alimentaire plus durable : (i) les familles paysannes (hommes et femmes), car grâce à eux, nous pouvons atténuer de nombreux problèmes socio-économiques, (ii) les femmes, qui peuvent contribuer à l'économie familiale et à l'éducation des enfants, (iii) les jeunes, si importants pour atteindre le changement, (iv) les groupes vulnérables, ruraux et indigènes, qui sont essentiels à notre société » - **République dominicaine**.

Pris dans leur ensemble, les documents sur les voies et les déclarations ministérielles indiquent qu'il existe de bonnes raisons de penser que le Sommet sur les systèmes alimentaires entraînera une évolution des systèmes alimentaires nationaux et mondiaux dans l'intérêt des populations du monde et de la planète.

4.3. Encadrement des voies autour des objectifs du Sommet

Certains des projets de documents sur les voies fixent des objectifs qui reflètent les principaux objectifs du Sommet, étudiés dans les sections précédentes de la présente synthèse. Certains documents sur les voies suivent une trajectoire différente.

Le document sur les voies des **Samoa**, par exemple, présente des ambitions spécifiques en utilisant les objectifs du Sommet comme cadre. En ce qui concerne l'accès à une alimentation sûre et nutritive, par exemple, le document suggère les actions suivantes : (i) Transformer le secteur agricole pour stimuler la production locale, (ii) Renforcer l'environnement favorable à la production durable, (iii) Développer une connaissance des systèmes alimentaires basée sur des preuves.

Le document sur les voies de la **Bolivie**, par exemple, met l'accent sur l'importance du rétablissement et de la promotion du système traditionnel de production alimentaire locale, qu'elle considère comme le moyen d'atteindre les objectifs du Sommet tels que l'accès à des aliments nutritifs et leur disponibilité, la stabilité environnementale, la prospérité et la résilience du système alimentaire.

Cette variation dans le cadrage des documents sur les voies suggère que le processus de préparation du Sommet, et en particulier le processus des Concertations, a permis aux États membres d'aborder avec souplesse leurs contextes nationaux spécifiques dans le cadre général des objectifs du Sommet. Cette variation est positive et attendue. Elle indique un véritable niveau d'appropriation au niveau national, les États membres ayant saisi l'occasion du Sommet pour réunir des groupes de parties prenantes larges et variés afin de définir l'orientation future de leurs systèmes alimentaires.

4.4 Comment les voies concrétiseront-elles leurs ambitions ?

Les voies mettent particulièrement l'accent sur le « comment » des aspirations de chaque État membre. La force de la création des documents sur les voies comme une progression des Concertations nationales réside dans le niveau d'appropriation et d'engagement ressenti par de nombreux acteurs. Cela rend les voies beaucoup plus fortes que les déclarations d'intention politique. C'est la formulation de la manière dont les systèmes alimentaires seront adaptés à l'horizon 2030 et des personnes qui y participeront activement qui leur donne tout leur sens.

Bien que variables dans leur approche, les documents sur les voies affichent des points communs importants en ce qui concerne les mécanismes qui seront nécessaires pour réaliser les plans

ambitieux de transformation des systèmes alimentaires. Ils peuvent être utilement résumés sous les titres suivants :

- Personnes (en particulier les intérêts des femmes et des jeunes) : : Droits et capacité
- Gouvernance
- Connaissances et innovation
- Infrastructures
- Financement

Personnes : Droits et capacité

Les documents sur les voies de plusieurs États membres soulignent l'importance de reconnaître et de traiter les questions liées aux droits de l'homme et les besoins des groupes vulnérables dans le développement de meilleurs systèmes alimentaires. Cela comprend plusieurs dimensions, notamment le traitement des femmes dans les systèmes alimentaires actuels et l'importance d'engager et d'autonomiser à la fois les femmes et les jeunes dans le développement des systèmes alimentaires futurs (**Cambodge, Rwanda, Burundi, Samoa, RDP Lao, Albanie, Malaisie**).

Dans le même ordre d'idées, les voies font souvent référence aux moyens d'inclure les groupes vulnérables, y compris les personnes âgées et les handicapés, ainsi que les groupes indigènes, et de leur permettre de participer pleinement à l'amélioration des systèmes alimentaires (le **Honduras**, par exemple).

Toutes les voies abordent les questions de capacité dans la mise en œuvre de plans de systèmes alimentaires ambitieux. Il est souvent fait référence à l'importance de l'éducation de tous les citoyens, à la nature et à l'importance d'une alimentation saine, et aux risques associés à une mauvaise alimentation pour la santé. De même, il existe une reconnaissance claire et cohérente de l'importance de la formation et du développement pour tous ceux qui contribuent à la production et à la distribution des aliments, y compris les petits exploitants agricoles et les autres acteurs de la chaîne de valeur alimentaire.

Gouvernance

Un thème ressort de manière récurrente dans les documents sur les voies : l'importance du cadre de gouvernance des systèmes alimentaires, tant au niveau national qu'international.

Plusieurs États membres, par exemple l'**Afghanistan** et l'**Azerbaïdjan**, attirent l'attention sur les insuffisances actuelles du cadre juridique des systèmes alimentaires dans leur pays et sur la nécessité de créer de nouveaux environnements juridiques pour apporter les changements nécessaires.

Il est également reconnu que les lois ne suffisent pas : l'engagement de ceux qui détiennent le pouvoir et les ressources au sein des gouvernements doit être concomitant - aux niveaux national, régional et local - pour mettre en œuvre les exigences légales. Ce thème concerne tout particulièrement le **Cambodge**, le **Koweït**, et le **Niger** par exemple.

Une autre considération a été relevée dans les voies : l'importance de relier les plans et stratégies des systèmes alimentaires aux objectifs nationaux plus larges en matière de développement économique durable.

Plusieurs voies telles que celles de la **Jordanie** et de l'**Éthiopie** mettent cela en évidence.

Et plusieurs États membres, notamment le **Japon** et la **Fédération de Russie**, soulignent la nécessité d'une coopération et d'une collaboration internationales dans différents aspects des systèmes alimentaires, notamment les questions relatives à l'environnement et à la durabilité, le commerce et le partage de la recherche, des connaissances et de l'innovation.

Connaissances et innovation

Un autre thème ressort de manière récurrente dans les documents sur les voies : le rôle essentiel des connaissances et des technologies innovantes (**Afghanistan, Malaisie, Bolivie, Jordanie, Tadjikistan**). Cela comprend :

- La compréhension et les données fondamentales sur le fonctionnement actuel des systèmes alimentaires nationaux. De nombreux documents sur les voies font état de l'ambition d'améliorer sensiblement la compréhension de leur système actuel.
- Le besoin d'une recherche soutenue aux niveaux national et international pour éclairer les politiques et les pratiques en matière de systèmes alimentaires.
- La nécessité de développer et d'appliquer les nouvelles technologies, notamment la numérisation, à l'ensemble des systèmes alimentaires, ce qui comprend la compréhension de l'état et de la préservation des sols, les systèmes d'irrigation, les récoltes, la transformation, l'enrichissement, le stockage et le transport.
- L'intérêt pour la saisie et la préservation des connaissances et expériences traditionnelles/ancestrales et indigènes est considérable.
- La valeur et l'importance du partage des connaissances, de la recherche et de l'innovation au niveau international sont désormais reconnues.

Infrastructures

Les infrastructures nécessaires au sein des États membres et entre eux sont étroitement liées aux questions de gouvernance des systèmes alimentaires. Cela couvre plusieurs domaines, notamment :

- Au niveau le plus élémentaire, les dispositions prises pour assurer la disponibilité des sols, et surtout de l'eau, et permettre une production alimentaire durable, en particulier pour les petits exploitants agricoles (**Afghanistan, Koweït, Azerbaïdjan, Jordanie**). Ceci est lié aux politiques et pratiques relatives à l'utilisation des pesticides et aux autres méthodes chimiques (**Japon, Azerbaïdjan, RDP Lao**).
- Développement des infrastructures physiques pour la production, la transformation, le stockage, le transport, la distribution et la consommation des aliments. La voie de l'**Éthiopie**, par exemple, souligne la nécessité de l'électrification.
- Développement et maintien de l'ensemble de la chaîne de valeur de la production alimentaire, en particulier lorsqu'elle soutient ou entrave les petits exploitants (la **Géorgie**, par exemple) et, pour au moins un État membre, les producteurs de denrées alimentaires traditionnelles (**Bolivie**).
- Création et développement de l'écosystème commercial pour les producteurs, y compris les conseils aux entreprises, le financement, les régimes fiscaux et associés (**Samoa, Sénégal**).
- Mise en œuvre et maintien des régimes réglementaires du système alimentaire, notamment pour la production et la consommation d'aliments sûrs (**Fédération de Russie**).

Financement

Certains documents sur les voies sont explicites quant aux implications financières d'une voie nationale. Ils abordent les décisions d'investissement et l'origine du financement de ces investissements. Des incitations financières visant à soutenir des activités spécifiques sont suggérées et l'atténuation des risques par des accords de crédit et un soutien social est également identifiée.

- Le **Sénégal** identifie 11 domaines d'investissement avec un besoin total d'investissement de 4 milliards de dollars, suggérant que des partenariats innovants entre de multiples acteurs seront nécessaires pour y parvenir. D'autres mesures fiscales, notamment des modifications de l'infrastructure fiscale, seront nécessaires pour stimuler l'activité souhaitée.
- L'**Albanie** souligne l'importance des partenariats public-privé pour réaliser les développements nécessaires.
- La **Bolivie** prévoit, d'ici 2024, la fourniture d'un financement et d'une assistance technique par le biais des mécanismes des Nations Unies pour le renforcement des systèmes alimentaires traditionnels avec une approche de soutien budgétaire et/ou juridictionnel.
- L'**Éthiopie** cherche à mettre en place un système de financement permettant aux agriculteurs d'accéder au crédit et aux services d'assurance, en leur apportant des connaissances financières.
- La **Guyane** aborde la question de l'accès des agriculteurs au financement, en veillant à ce que les options disponibles encouragent l'objectif visé.
- La **RDP Lao** identifie le besoin de renforcer le secteur privé et de créer un environnement commercial propice à attirer les investissements privés.
- Le **Rwanda** et l'**Afrique du Sud** aussi soulignent le fait que le financement sera critique pour la transformation des systèmes alimentaires.

4.5. Conclusion

Les documents sur les voies en sont à différents stades de développement. Ils suivent des approches différentes en fonction des contextes nationaux qu'ils abordent. Néanmoins, il semble déjà clair qu'ils constituent un produit précieux et innovant du processus des Concertations :

- Ils offrent une vision et une ambition pour transformer les systèmes alimentaires au niveau national et international ;
- Ils démontrent une compréhension claire et croissante de la complexité et de l'interconnexion des systèmes alimentaires, en accord avec les buts et les objectifs du Sommet ;
- Ils montrent une compréhension importante des principaux mécanismes et leviers du changement, et
- Même à cette étape, plusieurs incluent des calendriers d'action détaillés pour les 6 à 12 prochains mois, tandis que d'autres prévoient des calendriers similaires très prochainement.

Les documents sur les voies témoignent donc d'un changement à la fois dans la réflexion et dans l'action. Si la progression des Concertations a joué un rôle important pour garantir que le Sommet sur les systèmes alimentaires sera un sommet « des peuples », le développement de voies joue un rôle tout aussi important pour garantir que ce Sommet sera aussi un sommet « d'action ». Les voies sont bien plus que des déclarations d'intention. Elles sont créées par des partenariats d'acteurs déjà engagés à rendre les systèmes alimentaires durables et équitables d'ici à 2030 et à faire en sorte qu'elles joueront pleinement leur rôle dans la réalisation des objectifs de développement durable.

5. Collaborations pour la mise en œuvre

Quasiment sans exception, les Formulaires de compte-rendu officiels soulignent l'importance de la collaboration, de la coordination et des partenariats entre les parties prenantes à plusieurs niveaux (local, national, régional et mondial) lorsque des efforts sont déployés pour créer des systèmes alimentaires adaptés à l'avenir. Les attributs interpersonnels sont décrits de nombreuses façons, mais l'analyse des complexités des systèmes alimentaires au sein des Concertations nationales révèle que les participants aux Concertations apprécient pleinement la nécessité vitale d'un engagement multipartite lorsque des efforts sont déployés pour stimuler la transformation des systèmes.

Cet engagement doit être régi, mais les mécanismes de gouvernance actuels sont axés sur les moyens d'assurer une production alimentaire adéquate afin que tous les individus bénéficient d'une sécurité alimentaire, et sur les crises alimentaires qui peuvent survenir lorsque l'approvisionnement alimentaire est incertain. C'est différent de la gouvernance qui se concentre sur le fonctionnement des systèmes alimentaires. La gouvernance actuelle des systèmes alimentaires tend par ailleurs à ne pas être adaptée aux situations complexes qui évoluent rapidement. Les processus de gouvernance existants sont souvent caractérisés par des asymétries de pouvoir et d'information et sont mal adaptés à la complexité et aux changements rapides. Les asymétries et les rigidités concernent aussi souvent la gouvernance des dispositions interinstitutionnelles et multipartites. Certaines caractéristiques communes de la gouvernance multipartite et multiniveau qui s'adapte à la complexité des systèmes alimentaires en évolution rapide ressortent des avancées des Concertations des États membres. Les détails sont généralement spécifiques au contexte.

5.1. Mécanismes de gouvernance multipartites centrés sur les personnes

5.1.1. Engagement inclusif des personnes dans les systèmes alimentaires et leur gouvernance

Tous les individus sont de facto impliqués dans les systèmes alimentaires en tant que consommateurs et citoyens. La gouvernance axée sur les personnes nécessite leur engagement inclusif dans les mécanismes de gouvernance des systèmes alimentaires. Les personnes peuvent être représentées par des représentants formels et informels.

Les députés sont les représentants officiels du peuple dans les démocraties. De nombreuses Concertations nationales ont mis l'accent sur la participation de députés, de maires, de conseillers municipaux, de représentants des travailleurs et d'autres élus.

Focus thématique

L'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Union européenne, les Îles Fidji, la Finlande, l'Allemagne, la Jordanie, le Malawi, Malte, la Mongolie, la Fédération de Russie, les Seychelles, le Soudan, la Tanzanie, l'Uruguay et le Zimbabwe ont indiqué que les députés participaient à leurs Concertations nationales.

Les intérêts des personnes sont également représentés par des organisations informelles telles que des groupes de consommateurs, des organisations de la société civile, des groupes thématiques et des associations commerciales.

5.1.2. Participation proactive de groupes de parties prenantes spécifiques

Reconnaissant les asymétries de pouvoir au sein des sociétés en général et des systèmes alimentaires en particulier, les Coordonnateurs des Concertations nationales ont profité de l'occasion pour approfondir l'engagement et renforcer l'action de certains groupes de parties prenantes. Ils ont encouragé les Concertations entre les organisations de femmes, les écoliers, les jeunes, les producteurs de denrées alimentaires (en particulier les petits exploitants agricoles), les travailleurs du secteur alimentaire, les scientifiques, les peuples indigènes, les petites et moyennes entreprises, etc. Ils les ont parfois engagés de manière proactive dans des discussions multipartites plus larges. Les Formulaires de compte-rendu officiels soulignent l'importance de maintenir et de continuer à renforcer le degré d'inclusion de ces groupes spécifiques de parties prenantes dans les Concertations. Ceux qui les écoutent comprennent vite leur inquiétude constante à l'idée d'être laissés pour compte.

Fenêtre nationale

*Outre les Concertations nationales thématiques organisées pour chacune des 5 pistes d'action du Sommet, le gouvernement du **Gabon** et les partenaires ont organisé des Concertations avec des groupes de parties prenantes spécifiques. Une Concertation s'est concentrée sur les personnes vivant avec le VIH/SIDA et s'est déroulée à leurs côtés. Son titre était le suivant : « L'alimentation : une source de santé et de bien-être pour les populations devenues vulnérables à cause du VIH/SIDA ».*

5.1.3. Engagement de multiples parties prenantes

La valeur des Concertations est largement reconnue, notamment parce qu'elles permettent d'ouvrir de nouvelles possibilités de connexion, de compréhension, de collaboration et de co-création entre de multiples parties prenantes. De nombreux Coordonnateurs, ainsi que leurs équipes de soutien et ceux qui ont participé aux différentes Concertations nationales, se sont dit intéressés par la poursuite de ce mode d'interaction et de connexion. De l'avis général, « ce n'est que le début ». Évoluera-t-il spontanément ? Quels types de mécanismes institutionnels et de gouvernance pourraient être nécessaires pour façonner l'évolution dans différents contextes ?

5.2. Les systèmes alimentaires comme enjeu de la gouvernance dans toutes les juridictions

Dans la plupart des programmes de Concertations nationales, en particulier ceux qui comportent des explorations infranationales approfondies, les Concertations ont contribué à faire reconnaître l'alimentation comme sujet de préoccupation au sein des juridictions locales (telles que les villes et les territoires).

5.2.1. Le rôle des gouvernements locaux dans les systèmes alimentaires

Les Concertations ont contribué à ce que les gouvernements locaux reconnaissent la valeur d'une perspective des systèmes alimentaires lorsque des choix stratégiques sont analysés. Certaines Concertations, notamment la Concertation intergouvernementale organisée par la CPLP (la communauté des pays de langue portugaise) ont explicitement exploré le potentiel des approches des systèmes alimentaires dans les territoires et les municipalités (gouvernance territoriale). Certaines Concertations indépendantes ont été organisées par les villes et les gouvernements locaux. Le 28 juin 2021 a eu lieu une Concertation mondiale pour le SSA sur le thème « Donner aux villes et aux gouvernements locaux les moyens d'améliorer les systèmes alimentaires dans le monde ». Celle-ci a révélé le potentiel de transformation de l'action des gouvernements locaux. L'un des défis identifiés dans les résultats des Concertations de plusieurs États membres est de permettre l'apprentissage et le partage entre les gouvernements locaux. Les autorités fédérales étudient la possibilité d'organiser des réseaux ou des observatoires des approches innovantes adoptées dans les différentes provinces et états.

Fenêtre nationale

*Bien que le pays fasse partie de ceux qui ont connu les vagues de COVID-19 les plus difficiles début 2021, la Commission nationale de planification du **Népal**, avec le soutien de ses partenaires, a pu déployer un effort concerté pour organiser trois Concertations nationales et sept Concertations infranationales dans chacune des provinces du pays, impliquant plus de 1 300 participants. En fondant leurs efforts nationaux sur le droit à l'alimentation et la loi sur la souveraineté alimentaire de la constitution comme cadre juridique, des engagements substantiels de la part des différents secteurs et des multiples parties prenantes sont attendus avant le Sommet pour soutenir un système alimentaire inclusif, résilient et durable au Népal. Il est reconnu qu'une forte coordination entre les trois sphères gouvernementales - fédérale, provinciale et locale - sera essentielle à la voie de la nation.*

Fenêtre nationale

*L'une des quatre Concertations nationales en **Irlande** a notamment conclu sur le rôle important des systèmes alimentaires urbains et périurbains dans le cadre du système alimentaire local, régional et mondial. La Concertation a porté sur les défis posés par l'écart qui se creuse entre les villes et les campagnes, les populations se déplaçant de plus en plus vers les villes. La Concertation a envisagé la promotion d'approches participatives qui créeraient des liens directs entre les producteurs et les consommateurs d'aliments, notamment des jardins communautaires, des parcs comestibles et des marchés de producteurs.*

5.2.2. Gouvernance nationale et partenariats

Les synthèses des résultats des Concertations indépendantes soulignent systématiquement le rôle important des gouvernements dans la conduite des actions qui contribuent à la mise en œuvre des politiques alimentaires. À cette fin, il est utile d'adopter une approche systémique de l'élaboration de la politique alimentaire - une approche qui reconnaît explicitement que le travail sur l'alimentation nécessite une science interdisciplinaire, l'implication de l'ensemble du gouvernement et l'engagement de toute la société. Cela signifie que plusieurs ministères, notamment les ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Économie et de l'Environnement, devront trouver des moyens de travailler ensemble afin de résoudre des problèmes particuliers du système alimentaire national et leurs implications pour le pays et sa population en général. En définissant des approches

de gouvernance qui aideront les sociétés à se diriger vers les systèmes alimentaires de l'avenir, les décideurs voudront aller au-delà des *nouveaux modes de pensée* pour passer à une *planification collective* et à une *mise en œuvre synchronisée* : cela peut demander plus de temps et d'efforts, mais l'expérience des Concertations nationales montre que cela en vaut vraiment la peine.

Fenêtre nationale

La Suisse a lancé le processus par une Concertation nationale, suivie de trois Concertations urbaines, et a conclu par une Concertation de consolidation nationale. Les Concertations urbaines ont impliqué les autorités et les parties prenantes locales, en se concentrant sur le système alimentaire local et en identifiant des actions et des solutions concrètes adaptées à leur contexte. Les résultats du processus des Concertations ont contribué à la stratégie de développement durable 2030 de la Suisse, qui a été adoptée en juin 2021. Dans un plan d'action triennal, la Suisse annonce plusieurs mesures, dont la poursuite des Concertations multipartites sur les systèmes alimentaires.

Fenêtre nationale

L'Indonésie a mené un processus inclusif, avec une Concertation nationale et six Concertations infranationales réunissant plus de 1 550 participants et impliquant de multiples groupes de parties prenantes, secteurs et zones géographiques. Couvrant la diversité des systèmes alimentaires en Indonésie, les questions et les solutions spécifiques au contexte local du pays archipélagique ont été abordées. À partir de cette expérience des Concertations pour le SSA, les Concertations nationales et infranationales ont été suggérées comme une innovation institutionnelle dans le domaine de la gouvernance alimentaire où les parties prenantes au niveau local et national s'engagent de manière significative dans la transformation des systèmes alimentaires.

L'une des caractéristiques principales de ces nouvelles façons de penser et de travailler est qu'elles impliquent de collaborer avec des groupes avec lesquels on ne perçoit pas toujours immédiatement la synergie des objectifs. Pourtant, les connexions inhabituelles sont essentielles pour identifier de nouvelles possibilités de changer la donne et de poursuivre de nouvelles orientations stratégiques. Dans le cadre des Concertations nationales, les partenariats public-privé sont considérés comme un moyen d'investir dans l'amélioration des infrastructures afin d'accroître la portée et l'impact des systèmes alimentaires, par exemple, l'irrigation, le dessalement ou la transformation des aliments. Des partenariats peuvent être créés avec le monde universitaire pour rendre l'innovation et la technologie plus largement disponibles comme moteur de l'augmentation de la sécurité alimentaire et de l'amélioration des moyens de subsistance. Des approches conjointes par le biais des écoles et des collèges, des réseaux sociaux, des fabricants et du gouvernement permettraient de sensibiliser à des questions telles que l'alimentation saine ou encore le gaspillage et les déchets alimentaires.

5.2.3. Gouvernance régionale et partenariats

Les pays qui se trouvent dans des situations géographiques semblables, avec les mêmes schémas climatiques, sont souvent confrontés à des problèmes similaires dans leurs systèmes alimentaires. Dans certains cas, ils ont déjà l'habitude de travailler ensemble et peuvent se réunir par le biais d'organisations régionales. Ces organisations intergouvernementales ont été mises à contribution pour étudier ce que les pays ont en commun et comment ils peuvent utiliser les structures existantes pour transformer leurs systèmes alimentaires. De multiples Concertations intergouvernementales ont été organisées au niveau régional (la plupart de ces Concertations

régionales sont annoncées sur la Passerelle comme Concertations indépendantes). Les cinq commissions régionales des Nations Unies et plusieurs communautés régionales (comme l'UE⁵, l'ANASE⁶, l'UA⁷, le SIAC⁸, la Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques, la CARICOM⁹, la CPLP¹⁰, le Conseil des ministres nordiques, l'OEACP¹¹, l'OISA¹² et d'autres) ont mobilisé leurs membres et organisé des Concertations multipartites.

Certains Coordonnateurs nationaux ont saisi l'occasion de la présidence d'une entité régionale par leur pays pour organiser des Concertations intergouvernementales multipartites (par exemple, le SIAC a été mobilisé à cette fin par le Costa Rica pendant sa présidence pro tempore, et le Conseil nordique des ministres a été mobilisé par la Finlande). Certaines Concertations régionales pour le SSA ont été lancées par les secrétariats des organisations d'intégration régionale. Dans certains cas, plusieurs institutions se sont associées pour organiser des Concertations régionales multipartites axées sur un écosystème régional : par exemple, deux Concertations régionales indépendantes ont été organisées pour explorer « les voies d'avenir des systèmes alimentaires durables en Méditerranée » et une Concertation intergouvernementale axée sur « les systèmes alimentaires du Pacifique bleu » a été organisée par la CP¹³ (et convoquée par les Tonga). Ces Concertations intergouvernementales régionales ont permis d'explorer les points communs entre les pays, d'exploiter les leçons tirées, d'encourager la coopération Sud-Sud et de tirer parti des stratégies et politiques régionales existantes pour renforcer le soutien à la transformation des systèmes alimentaires.

Certaines de ces Concertations ont été conçues pour parvenir à des positions régionales partagées et à des voies vers les systèmes alimentaires du futur. Pour l'instant, elles comprennent :

- La position commune de l'Afrique sur les systèmes alimentaires, menée par l'Union africaine, pose les jalons d'une mise en œuvre accélérée pour une transformation et un impact.
- La CPLP appelle à promouvoir des systèmes alimentaires durables et territoriaux et encourage la création d'une coalition internationale pour « renforcer la gouvernance territoriale pour des systèmes alimentaires durables ».
- La déclaration des ministres nordiques sur les systèmes alimentaires souligne l'engagement en faveur d'une approche holistique et inclusive, essentielle pour une transformation juste et pour ne laisser personne sur le bord du chemin.

En outre, les Formulaires de compte-rendu officiels soulignent la valeur des approches régionales pour faciliter le commerce en intégrant l'accès aux chaînes de valeur. Les cadres institutionnels pour l'intégration régionale (unions douanières, protocoles et règlements harmonisés pour la production, le transport, la commercialisation et l'étiquetage) seront considérés comme des moyens de stimuler le commerce intra-régional. Les mécanismes de gouvernance régionale seront utilisés pour améliorer la cohérence des politiques, encourager l'harmonisation des politiques nationales et soutenir le travail entre pairs. Les espaces régionaux apparaissent également comme des espaces d'apprentissage et d'adaptation stratégiques.

⁵ UE : Union européenne

⁶ ANASE : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est

⁷ UA : Union africaine

⁸ SIAC : Système d'intégration de l'Amérique centrale

⁹ CARICOM : Communauté caribéenne

¹⁰ CPLP : Communauté des pays de langue portugaise

¹¹ OEACP : Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

¹² OISA : Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

¹³ CP : La Communauté du Pacifique

De nombreux États membres s'engagent auprès de leurs pays voisins pour étudier comment tirer parti d'autres espaces régionaux afin de soutenir la mise en œuvre de leurs voies nationales (Commission de l'océan Indien, Coopération économique de la mer Noire, par exemple).

5.3. Apprentissage continu en matière de gouvernance

Les Coordonnateurs apprécient d'être entraînés dans des cercles vertueux où les problèmes sont identifiés, où des actions sont lancées, où une réflexion est menée sur les progrès accomplis et où les actions sont adaptées au nouveau contexte. Ils ont la possibilité de s'engager dans ces modes de pensée et de travail en accédant à des espaces où l'apprentissage actif et prospectif est encouragé en vue d'examiner les mentalités et les comportements et de voir s'ils doivent les changer. Les Coordonnateurs privilégient les conversations facilitées et ouvertes qui encouragent la réflexion et l'exploration, en travaillant avec des analyses fondées sur des preuves et qui peuvent être utilisées pour soutenir la prise de décision. Les analyses doivent se fonder sur des données issues de résultats de recherches, d'enquêtes, de statistiques de routine, ainsi que sur des rapports d'évaluations, y compris des données qualitatives et quantitatives sur les résultats et l'impact, des études de cas de situations spécifiques, et le retour d'information des partenaires et des collègues.

La façon dont les processus sont conçus et exécutés aura un impact majeur sur les résultats : comprendre pourquoi les choses se passent est une étape importante sur la voie de l'amélioration. En effet, de nombreuses Concertations ont conclu que l'apprentissage stratégique était un élément essentiel de la mise en œuvre et qu'il devait être intégré aux processus de gouvernance dans le cadre des efforts d'amélioration continue. Par exemple, il devrait être possible d'explorer les événements et les processus qui ne se sont pas déroulés comme prévu lors de leur mise en œuvre ou qui n'ont pas conduit aux améliorations attendues en termes de contribution et d'impact.

Fenêtre nationale

*Dans le cadre du processus de préparation et de suivi de la Concertation, l'équipe organisatrice du **Burkina Faso** a organisé un examen approfondi d'environ 70 lois, politiques et stratégies avec un regard sur les systèmes alimentaires. Cet exercice a été soutenu par le secrétariat technique, le groupe scientifique et un groupe d'experts des ministères, des partenaires techniques et financiers et de la société civile. Les résultats de l'examen ont ensuite été discutés au cours de Concertations impliquant 180 participants, et les recommandations qui en sont ressorties visent à améliorer les lois et politiques nationales.*

5.4. Partenariats mondiaux

Les Formulaire de compte-rendu officiels indiquent également que des questions d'ordre mondial ont été abordées lors des Concertations nationales : celles-ci peuvent être considérées comme nécessitant une action urgente. Presque tous les Formulaire de compte-rendu officiels considèrent que le **changement climatique** a une influence significative sur les systèmes alimentaires et préconisent des réponses globales et une activité locale essentielles pour atténuer l'impact. En général, les pays où les systèmes alimentaires sont gravement touchés par le changement

climatique sont les moins capables de réduire de manière significative les émissions de carbone. En effet, ils ont souvent un historique de faibles émissions.

Les Formulaires de compte-rendu officiels considèrent également qu'il est nécessaire d'adopter des approches globales en matière de **commerce**. Certains souhaitent l'adoption de normes universelles en matière de durabilité, de qualité et d'emballage des produits commercialisés. D'autres plaident pour que le commerce ne soit pas du tout limité. Quelle que soit sa définition, une action visant à garantir un commerce « équitable » est souvent préconisée et considérée comme particulièrement nécessaire en ce moment.

5.5. Convergence avec la synthèse des Concertations indépendantes

Perspectives de la Synthèse des Concertations indépendantes - Rapport n° 3, septembre 2021¹⁴.

Les résultats des Concertations indépendantes ont révélé des orientations claires pour les types de transformation des systèmes alimentaires nécessaires et envisagés. Ils sont résumés dans le rapport de synthèse de la façon suivante :

Les systèmes alimentaires doivent se transformer de manière à entraîner des changements majeurs, significatifs, profonds et étendus. Cela va au-delà des réformes fragmentaires, des changements progressifs et des projets et programmes étroitement ciblés. La transformation doit garantir que l'humanité et la nature prospèrent ensemble, que l'équité est une priorité dans tous les efforts de transformation, que chacun est traité comme une partie prenante de ses systèmes alimentaires, et que l'engagement inclusif et la diversité sont essentiels.

Les résultats de ces Concertations soulignent que la reconnaissance de l'alimentation comme un droit humain plutôt que comme une simple série de produits commercialisés fournit un cadre unifié et universel pour la transformation des systèmes alimentaires. Les solutions positives pour la nature doivent être soutenues à tout moment : cela signifie aller au-delà de la réduction des dommages causés aux écosystèmes. L'accent doit plutôt être mis sur des écosystèmes prospères, résilients et génératifs, soutenus par un ensemble d'approches durables de la production agricole et de la consommation humaine d'aliments : notamment l'agro-écologie, l'agriculture régénérative et l'agriculture biologique, entre autres approches connexes.

Les gouvernements nationaux ont le plus souvent été identifiés comme les acteurs principaux de la transformation et les Concertations ont appelé à des partenariats, des synergies et des alliances de transformation soutenus par des plateformes et des réseaux multipartites avec tous les secteurs et toutes les parties prenantes capables de travailler ensemble avec les gouvernements vers la transformation du système alimentaire. Les voix qui n'ont pas été entendues dans le passé, notamment celles des femmes, des peuples autochtones, des petits exploitants agricoles et des jeunes, ont besoin et méritent une attention et un engagement particuliers.

Lorsque des transformations sont mises en œuvre, elles doivent être ancrées dans la pensée systémique. Cela signifie qu'il faut reconnaître les interactions complexes entre les différents éléments des systèmes, se concentrer sur les systèmes locaux avec une innovation basée sur le lieu et une adaptation des solutions au contexte, et reconnaître que la taille unique ne convient pas à toutes les situations. Ce qui fonctionne déjà doit être identifié, conservé, intégré et développé dans le cadre de la transformation des systèmes. Ce qui doit être changé doit l'être en innovant et en s'adaptant sur la base de l'expérience des autres.

¹⁴ Synthèse des Concertations indépendantes - Rapport n° 3 (2021)

https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/unfss_independent_dialogue_synthesis_report_3_0.pdf

Les processus de transformation doivent être soutenus par une éducation généralisée sur les systèmes alimentaires et leurs implications, en déployant des efforts considérables pour modifier les perspectives, revoir les choses et encourager l'émergence de nouvelles mentalités.

Les Concertations ont débouché sur des propositions concernant la manière dont la transformation pourrait être entreprise.

Les Concertations suggèrent que le besoin de transformation est urgent, et que la réussite de la transformation dépendra de la manière dont elle est encadrée (notamment des principes de départ) et de la façon dont les différents leviers de changement sont appliqués. La génération et l'utilisation des investissements financiers nécessaires sont hautement prioritaires : les coalitions d'action émergentes et les autres initiatives régionales et mondiales ont un grand potentiel mais doivent être intégrées aux efforts de transformation aux niveaux national et local.

Tous les aspects de la prise de décision et de la mise en œuvre liés à la transformation des systèmes alimentaires doivent être entrepris de manière ouverte et transparente. De nouvelles formes de gouvernance devraient être explorées en vue d'engager et d'impliquer l'ensemble des secteurs gouvernementaux ainsi que les autorités locales et les nombreuses autres parties prenantes (y compris les organisations de producteurs, notamment les petits exploitants agricoles, etc.). L'urgence de la transformation des systèmes alimentaires signifie que des efforts sont nécessaires pour éviter que les désaccords ne deviennent des goulots d'étranglement et des blocages de la transformation : cela met en lumière la nécessité de résoudre les conflits et la capacité d'examiner les compromis au sein de ces nouvelles modalités de gouvernance.

Le potentiel de transformation des systèmes alimentaires est inévitablement et intrinsèquement considéré comme étant lié à l'évolution de l'action climatique et aux défis de santé publique. D'où la nécessité d'établir un lien avec les efforts en cours pour accroître la résilience des systèmes alimentaires face à la COVID-19 et avec les réponses à l'aggravation de l'urgence climatique et de son cortège de phénomènes météorologiques violents, d'incendies, de sécheresses et d'inondations. Au cours des Concertations, l'importance du suivi et de l'évaluation (S&E) est apparue comme un thème transversal, quel que soit le sujet abordé. Des approches de l'évaluation innovantes et plus traditionnelles ont été préconisées.

Le compte-rendu des Concertations a également permis d'identifier les facteurs essentiels pour obtenir des résultats transformatifs

- Premièrement, les Principes d'engagement du Sommet ont été largement appliqués et ont eu une influence positive sur la manière dont les Concertations ont été menées.
- Deuxièmement, la richesse des résultats des Concertations reflète la manière dont les Concertations ont été encadrées et dont les Coordonnateurs, Animateurs et Facilitateurs des Concertations ont été formés, mais aussi la manière consciencieuse dont les compte-rendus sur les Concertations ont été structurés et complétés.
- Troisièmement, le Sommet a suscité un intérêt accru pour les systèmes alimentaires et a attiré l'attention sur ces derniers en utilisant davantage le langage des systèmes. Les parties prenantes voudront se familiariser davantage avec les implications de la pensée systémique dans la pratique. Par exemple, reconnaître et travailler avec la complexité signifie être prêt

à se concentrer sur les caractéristiques du système, notamment l'adaptabilité, la résilience, les interactions non linéaires, les incertitudes, les turbulences et la dynamique.

- Quatrièmement, l'accent mis sur la transformation des systèmes implique la nécessité de s'assurer que ce que l'on appelle transformation constitue bien une transformation. Ce n'est pas un projet. Elle est au contraire multidimensionnelle, multifacette et multiniveau, dépassant les frontières nationales et les structures d'intervention, les secteurs et les intérêts spécialisés, reliant le local au mondial, et s'inscrivant dans la durée. Enfin, la transparence est essentielle : elle s'applique à tous les aspects de la transformation des systèmes alimentaires, à tous les niveaux, du début à la fin.
- Cinquièmement, l'infrastructure de développement sous-jacente détermine la manière dont les projets et les programmes de développement national, régional et international sont planifiés, conçus, financés, mis en œuvre, gérés et évalués. La transformation des systèmes alimentaires nécessitera de modifier cette architecture.

Retour d'information sur la poursuite de l'engagement après le Sommet

Après le Sommet, il y aura beaucoup à gagner en impliquant les participants à la Concertation pour (a) savoir ce qui est ressorti du Sommet et (b) discuter de la manière dont ils peuvent s'engager dans la transformation des systèmes alimentaires dans leurs propres domaines d'action. Aucune entité n'a la capacité ou le mandat *à elle seule* de suivre et d'évaluer la transformation des systèmes alimentaires. Une coalition d'évaluation de haut niveau pourrait être organisée et chargée de l'évaluation collective de la transformation des systèmes alimentaires.

Ces résumés des Concertations indépendantes pour le SSA complètent les conclusions des Concertations nationales et offrent des suggestions précieuses sur la manière dont les voies peuvent être validées, partagées et mises en œuvre, dans différents contextes, après le Sommet.

6. Implications pour la mise en œuvre

De nombreux gouvernements qui ont lancé des Concertations pour le SSA afin d'explorer l'avenir des systèmes alimentaires nationaux ont l'intention de s'appuyer sur cette expérience après le Sommet et de faire progresser la transformation audacieuse de ces systèmes au niveau local, national et, dans certains cas, entre les pays de leur région. Certains profiteront des nouvelles possibilités de collaboration, notamment les initiatives multipartites mises en place par les gouvernements et après le pré-Sommet de juillet 2021 à Rome.

L'élan post-Sommet aura au moins deux dimensions qui seront liées. Premièrement, il doit refléter les changements urgents qui sont nécessaires dans une perspective planétaire fondée sur la science. Deuxièmement, l'élan répondra également aux impératifs locaux et nationaux tout en reflétant les réalités de chaque situation. D'où l'accent mis sur une mise en œuvre qui reflète les ambitions mondiales tout s'adaptant aux contextes locaux.

Sur la base de l'expérience de la facilitation du programme des Concertations, les éléments suivants pourraient contribuer à la dynamique post-Sommet et à son impact.

- 1. Réflexions des parties prenantes immédiatement après le Sommet :** des moments et des espaces pourraient permettre aux gouvernements et aux parties prenantes de réfléchir à ce qui est ressorti du Sommet et de planifier des activités à deux horizons temporels - six mois et deux ans. Ces réflexions seraient l'occasion d'explorer les possibilités de collaboration sur les priorités définies dans les voies nationales, y compris, mais sans s'y limiter, les coalitions émergentes. Au moins trois types de réflexion sont proposés : a) une réflexion globale des parties prenantes juste après le Sommet, avec la participation de tous les groupes de travail du Sommet, afin que les représentants permanents, les dirigeants des divers groupes, les Coordonnateurs des Concertations et les équipes pays des Nations Unies puissent accéder à des informations plus détaillées sur les résultats de tous les groupes de travail du Sommet. Il pourrait s'agir de mettre l'accent sur les initiatives et les coalitions qui émergent du processus, de savoir qui s'y est engagé et comment y participer. Il s'agirait d'un moment où les différents éléments du processus de préparation pourraient être liés aux résultats du Sommet ; b) des réflexions régionales des parties prenantes convoquées par des organisations régionales (telles que l'Union africaine) où les gouvernements nationaux et d'autres parties prenantes se réunissent autour de leurs priorités et étudient la meilleure façon d'organiser le suivi ; c) des réflexions des parties prenantes au niveau national par le biais de Concertations multipartites organisées par des Coordonnateurs nationaux et indépendants entre le Sommet et la fin 2021. Il serait également utile de mener des réflexions structurées au sein des différents groupes d'intérêt, notamment les peuples autochtones, les producteurs alimentaires, la société civile, le secteur privé et les organisations de défense des droits.
- 2. Poursuite des Concertations et développement de voies:** Il est prévu que les Coordonnateurs nationaux continuent à être responsables de l'organisation des Concertations ainsi que de leur développement, de leur amélioration et de leur mise en œuvre. Et dans certains cas, du suivi de la mise en œuvre des voies. Dans la période qui suivra le Sommet, les voies devraient refléter de plus en plus l'ambition partagée des gouvernements, des différents secteurs qui les composent et du large éventail de parties prenantes des systèmes alimentaires, et indiquent comment ils comptent s'engager

ensemble dans la transformation des systèmes. Les Coordonnateurs et leurs équipes de soutien développeront et amélioreront les voies, chercheront à les faire valider par les processus politiques au sein du gouvernement mais aussi des différents groupes de parties prenantes. Les voies serviront de base à la mise en œuvre et seront réexaminées à intervalles réguliers pour s'assurer qu'elles sont adaptées à l'objectif visé. Les voies nationales sont de plus en plus soutenues par les positions régionales émergentes sur la transformation des systèmes alimentaires. Les Coordonnateurs nationaux seront invités à participer à des sessions hebdomadaires de liens avec les Coordonnateurs, ainsi qu'à des échanges réguliers au niveau régional et sur des thèmes spécifiques, au moins jusqu'en mars 2022. Les sessions régionales seront l'occasion pour les gouvernements et les parties prenantes de connecter les pays entre eux, avec une plus grande implication des organisations régionales. Des réseaux sont par ailleurs mis en place pour permettre aux Coordonnateurs des Concertations indépendantes et des États membres de se connecter et de partager leurs expériences. Le site Internet de la Passerelle des Concertations continuera à recueillir les résultats des Concertations et de l'élaboration des voies : une nouvelle synthèse sera produite avant mars 2022 afin de combiner les réflexions des Concertations nationales et indépendantes. Les besoins potentiels en matière de soutien aux Concertations à long terme seront évalués par le biais de discussions avec les Coordonnateurs nationaux, notamment en ce qui concerne la coordination du soutien à la mise en œuvre des voies nationales.

- 3. Inclusion et participation des groupes prioritaires aux Concertations et aux voies :** La COVID-19 révèle les rôles importants joués par différents groupes de travailleurs essentiels pour garantir que les systèmes alimentaires permettent à tous d'accéder à une alimentation nutritive, même en période de stress. Il est utile qu'ils soient inclus en priorité et écoutés dans le cadre des efforts de transformation des systèmes alimentaires. Au cours de la période post-Sommet, il sera important de s'assurer qu'il existe des possibilités de connexion entre les parties prenantes, que des efforts proactifs sont déployés pour permettre la participation des groupes prioritaires, et que leur implication dans la Concertation multipartite, l'action collaborative, l'examen et l'apprentissage est attendue (et en cas d'absence, les raisons seront étudiées). Les groupes prioritaires varieront selon les endroits, mais il est probable qu'ils comprennent des femmes (qui constituent la majorité de la main-d'œuvre du système alimentaire), des peuples autochtones, de petits exploitants agricoles, des travailleurs du secteur alimentaire (qui sont souvent des migrants) et des personnes travaillant dans de petites et moyennes entreprises. Il est également important que les besoins particuliers de certains groupes soient pris en compte, notamment les personnes handicapées, les enfants et les réfugiés.

Il est prévu que les orientations données aux autorités nationales sur la période post-Sommet couvrent les options permettant d'identifier ces groupes d'intérêt et de les engager de manière proactive. Le comité consultatif multipartite renouvelé, présidé par le Secrétaire général adjoint, devrait être considéré comme potentiellement important pour ce travail.

- 4. Accès à une expertise scientifique et à un soutien technique :** Les gouvernements et les autres parties prenantes auront besoin d'un accès permanent à une expertise scientifique interdisciplinaire (axée à la fois sur les connaissances traditionnelles et les nouvelles technologies) et d'une aide pour étudier les compromis politiques dans différents contextes politiques, économiques, écologiques et sociétaux. Des interfaces science-politique réactives sont nécessaires à tous les niveaux. L'apprentissage et la co-création entre pays

par le biais de « communautés de pratique » pourraient être encouragés aux niveaux local, national et régional, ainsi qu'au niveau mondial (pour le partage et l'apprentissage entre continents et régions). Les mécanismes d'appui technique sont essentiels, idéalement coordonnés par le système des Nations Unies et réunis par des dispositions potentielles de suivi du Sommet qui reflètent la totalité des capacités du système des Nations Unies, engageant la sécurité alimentaire mondiale et disposent d'un leadership des Coordonnateurs résidents des Nations Unies dans le pays. Le suivi de la progression du processus post-Sommet, la préparation des bilans, la stimulation de l'apprentissage partagé et l'identification des lacunes nécessiteront une attention particulière.

- 5. Exploiter les leviers de changement :** Les valeurs et les principes à appliquer lorsque les leviers sont utilisés dans la transformation des systèmes devraient a) refléter les intérêts de tous et b) être explicites et soumis à un débat public. L'accent est mis dans un premier temps sur les quatre leviers déjà identifiés lors de la préparation du Sommet. Les gouvernements nationaux peuvent souhaiter se concentrer sur la mobilisation de l'action en exploitant d'autres leviers potentiels, notamment le développement des capacités des praticiens qui soutiennent le changement des systèmes et les efforts visant à garantir un accès équitable aux ressources matérielles telles que l'eau, la terre, les infrastructures, les transports, l'énergie, les machines et les intrants agricoles, ainsi que les moyens de leur gestion collective. Des moyens d'encourager l'engagement d'autres groupes dans la transformation, notamment les peuples autochtones et les personnes handicapées, seront également nécessaires.
- 6. Gouvernance des systèmes alimentaires :** Au cours des Concertations nationales, l'accent a été mis sur la manière dont les priorités sont identifiées et sélectionnées pour être davantage mises en avant, sur la manière dont les différents leviers de changement sont appliqués dans la pratique et sur la manière dont les responsables doivent rendre compte de leurs actions. Cela a conduit à des propositions répétées pour améliorer la gouvernance de l'agriculture et des systèmes alimentaires de manière interdisciplinaire, intersectorielle et impliquant de multiples parties prenantes. Des exemples de nouvelle gouvernance - au sein des nations, des autorités locales, des territoires, des organisations de producteurs, des coopératives, des programmes d'horticulture et autres - sont apparus au cours des Concertations : ils seront étudiés dans les mois à venir et les possibilités de partage d'expériences seront évaluées. Les Concertations ont également permis d'identifier les caractéristiques souhaitables de la gouvernance des systèmes alimentaires. Il s'agit notamment de l'engagement inclusif de tous ceux qui sont intéressés par les systèmes (y compris les parlementaires), des efforts proactifs pour impliquer des groupes spécifiques qui ne sont généralement pas présents ; des procédures cohérentes pour éviter les conflits d'intérêts ; une gouvernance intersectorielle ; des interactions appropriées avec les mécanismes régionaux (par exemple, l'Union africaine ou l'Union européenne) et les processus internationaux, y compris les Conférences des parties (COP) sur le climat, la biodiversité et la désertification, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, etc. Sans ce type d'attention portée à la gouvernance, la transformation des systèmes alimentaires a peu de chances de réussir.

Les déclarations faites par les ministres de nombreux États membres des Nations Unies avant le Sommet ont révélé un large soutien en faveur d'une période de mise en œuvre intensive après le Sommet afin de maximiser la probabilité que les systèmes alimentaires du futur contribuent pleinement à tous les aspects de l'Agenda 2030, les évaluations des progrès étant liées au Forum politique annuel de haut niveau.

7. Observations finales, perspectives d'avenir

La progression des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires

La Concertation est une nouvelle forme d'engagement et a été accueillie avec enthousiasme et engagement dans le monde entier. Au 23 août 2021, **148 États membres** avaient désigné un Coordonnateur des Concertations nationales. Au total, toutes formes de Concertations confondues, plus de **1 400 Concertations différentes** avaient été annoncées sur la Passerelle. 105 États membres avaient publié 446 Formulaires de compte-rendu officiels, synthétisés dans le présent rapport. Au fur et à mesure que les progrès se poursuivent, nous continuons à recevoir des Formulaires de compte-rendu. De nombreux pays ont l'intention de poursuivre leurs Concertations au-delà du Sommet.

Au total, près de **100 000 personnes ont participé** à la progression des Concertations du Sommet sur les systèmes alimentaires, répartis à peu près équitablement entre les Concertations des États membres et les Concertations indépendantes. Les participants représentent un large éventail de secteurs et de groupes de parties prenantes. Les hommes et les femmes y sont représentés à parts presque égales, et les Concertations ont impliqué un nombre croissant d'agriculteurs, de peuples indigènes, de travailleurs et de syndicats, ainsi que d'organisations locales de la société civile.

La progression des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires a apporté une contribution extraordinaire au Sommet. Dès le départ, l'objectif était de créer un « sommet des peuples » et la progression des Concertations a contribué de manière particulièrement significative à la réalisation de cet objectif. Ce qui a été rapporté ne constitue qu'une partie du tableau. Chaque engagement avec les Coordonnateurs des Concertations permet d'obtenir davantage d'informations sur l'ampleur et la profondeur de la progression des Concertations qu'ils ont pleinement contribué à créer.

L'importance des Concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires en tant que processus d'engagement a une portée bien plus large que le Sommet lui-même. La participation aux Concertations a un impact qui va bien au-delà de la consultation. Étant donné que les participants ont contribué à la création des résultats publiés dans les Formulaires de compte-rendu officiels et que ces derniers ont conduit directement aux voies nationales, les participants aux Concertations se sont investis dans la création de ces voies, développant chez eux un sens de la propriété.

Il s'agira d'un héritage du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 ; un organe mondial composé de politiciens, de bureaucrates, de militants, d'agriculteurs, de producteurs, de consommateurs et de toutes les personnes impliquées dans les Concertations, déterminés à réaliser leur voie nationale vers des systèmes alimentaires durables d'ici 2030.

Annexe A – Formulaire de compte-rendu officiels publiés les Coordonnateurs des États membres

- Cette annexe donne la liste des **148 États membres** qui ont désigné un Coordonnateur et le nombre de Formulaire de compte-rendu officiels publiés au **23 août 2021**.

État membre ayant désigné un Coordonnateur des CSSA	Étape 1 des Concertations	Étape 2 des Concertations	Étape 3 des Concertations	Aucune étape des Concertations	Formulaire de compte-rendu officiels
Afghanistan			1		1
Albanie	1	2	1		4
Algérie					n.d.
Angola					n.d.
Argentine				3	3
Arménie	1		1		2
Australie				6	6
Azerbaïdjan	1	1			2
Bahamas	1			1	2
Bahreïn				1	1
Bangladesh	1	7			8
La Belgique					n.d.
Bénin		1			1
Bhoutan					n.d.
Bolivie (État plurinational de)	1	6	1		8
Botswana		5			5
Brésil		3	1		4
Burkina Faso					n.d.
Burundi					n.d.
Cambodge	2	24	2		28
Cameroun			1		1
Canada		7	1		8
République centrafricaine					n.d.
Tchad					n.d.
Chili	1			16	17
Chine				1	1

Colombie				3	5
Comores					n.d.
Congolais					n.d.
Costa Rica				4	4
Côte d'Ivoire					n.d.
République tchèque (Tchéquie)					n.d.
République Démocratique du Congo (RDC)					n.d.
Danemark				1	1
Djibouti					n.d.
République dominicaine				9	9
Équateur			1	1	2
Egypte				1	1
Le Salvador				12	12
Guinée Équatoriale				2	2
Eswatini					n.d.
Ethiopie					n.d.
Union européenne				5	5
Fidji		3	6		9
Finlande	1	2			2
La France				1	1
Gabon				6	6
Gambie		1			1
Géorgie			1	1	2
Allemagne				1	1
Ghana	1	1			2
Guatemala	1	1	1		3
Guinée	1				1
Guyane	1				1
Haïti		3			3
Honduras	2	3			5
Hongrie				1	1
Inde	1				1
Indonésie	1	1			2
Irak					n.d.
Irlande	1	1	2		4
Israël			11	4	15
Italie				1	1
Japon	39	5	1		45
Jordan				4	4
Kazakhstan					n.d.
Kenya		1			1
Kiribati				1	1

Corée					n.d.
Koweït	1	2	1		4
Kirghizistan	2			1	3
République Démocratique Populaire Lao				1	1
Lettonie				1	1
Lesotho					n.d.
Libéria					n.d.
Madagascar	1				1
Malawi	1	4			5
Malaisie	3	1		1	5
Mali					n.d.
Malte				1	1
Iles Marshall					n.d.
Mauritanie	1				1
Maurice				1	1
Mexique	3	6	1		10
Micronésie					n.d.
Moldavie					n.d.
Mongolie				9	9
Maroc			1		1
Mozambique	1	1	1	1	4
Birmanie	1				1
Namibie					n.d.
Nauru	1				1
Népal	1	8	1		10
Pays-Bas				1	1
Nouvelle-Zélande					n.d.
Niger	2			2	4
Nigeria	1	24			25
Norvège				1	1
Oman		2			1
Pakistan					n.d.
Palaos				1	1
Panama	1	7	1		9
Papouasie Nouvelle Guinée					n.d.
Paraguay					n.d.
Pérou					n.d.
Philippines	2	2	3	5	12
Pologne			1		1
Qatar				1	1
République de Corée	5			1	6
Fédération Russe				1	1

Rwanda	5			5
Samoa			1	1
Arabie Saoudite	1			1
Sénégal	1	1		2
Serbie		1		1
Les Seychelles		1	4	5
Sierra Leone			1	1
Slovénie				n.d.
Les îles Salomon				n.d.
Somalie				n.d.
Afrique du Sud	1			1
Espagne			2	2
Soudan		1		1
Soudan du Sud				n.d.
Suède	1	6		7
La Suisse	1	5	1	7
Tadjikistan		1		1
Thaïlande		1		1
Tonga				n.d.
Trinité-et-Tobago				n.d.
Tunisie			1	1
Turquie			2	2
Tuvalu				n.d.
Ouganda				n.d.
Ukraine	1	2		3
Emirats Arabes Unis				n.d.
Royaume-Uni de GB & NI			2	2
République-Unie de Tanzanie	1			1
Les États-Unis d'Amérique	1	2	1	4
Uruguay			3	3
Ouzbékistan	1	2	1	4
Vanuatu				n.d.
Venezuela			2	8
Viêt Nam			2	2
Yémen				n.d.
Zambie				n.d.
Zimbabwe	1			1

*N/D = Formulaire de compte-rendu officiel non disponible sur la Passerelle au moment de cette analyse

Annexe B – Formulaire de compte-rendu officiels pris en compte dans la synthèse

Cette annexe répertorie 446 Formulaire de compte-rendu officiels inclus dans la synthèse par pays, titre de la Concertation et étape.

- Les Concertations qui apparaissent en *vert foncé* ont été incluses dans la Synthèse des Concertations des États membres, Rapport° 2.
- Les Concertations qui apparaissent en vert clair ont été reçues avant la date limite du 15 août 2021 pour être incluses dans la section 2, « Analyse des participants ».
- Toutes les Concertations énumérées dans cette annexe (y compris celles qui ne sont pas surlignées) sont incluses dans la section 3, « Faire en sorte que les systèmes alimentaires soient adaptés à l'avenir ».

Pays	Titre de la Concertation	Étape de la Concertation
Afghanistan	<u>Consolidated Report of Afghanistan's Dialogues for Food Systems Summit</u>	Étape 3
Albanie	<u>From food, nutrition, and health, to equitable, resilient and sustainable food systems in Albania</u>	Étape 1
Albanie	<u>Sustainable Food & Tourism Value Chain and Local Natural Resources – Lowland & Coastal area</u>	Étape 2
Albanie	<u>Sustainable Food & Tourism Value Chain and Local Natural Resources – Mountain area</u>	Étape 2
Albanie	<u>Final National Dialogue: From food, nutrition, and health, to equitable, resilient and sustainable food systems in Albania</u>	Étape 3
Argentine	<u>Fortalecer los sistemas alimentarios para el desarrollo sostenible (I)</u>	No Étape
Argentine	<u>Fortalecer los sistemas alimentarios para el desarrollo sostenible (II)</u>	No Étape
Argentine	<u>Fortalecer los sistemas alimentarios para el desarrollo sostenible (III)</u>	No Étape
Arménie	<u>BUILDING SUSTAINABLE FOOD SYSTEMS THROUGH INCLUSIVE VALUE CHAINS</u>	Étape 1
Arménie	<u>Reshaping National Food Systems: Recommendations for Effective Actions and Policies</u>	Étape 3
Australie	<u>Australian Food Systems - Addressing Shared Challenges</u>	No Étape
Australie	<u>Eating for our health and the environment - balancing nutrition and sustainability</u>	No Étape
Australie	<u>Future proofing our food systems - boosting resilience</u>	No Étape
Australie	<u>Growing Greener – food production and a healthy environment</u>	No Étape
Australie	<u>Achieving healthy diets from sustainable food systems by 2030 – what science, innovation, and actions are needed in Australia?</u>	No Étape
Australie	<u>What role does food labelling play in helping to shift consumers towards healthier, safe and sustainable consumption?</u>	No Étape
Azerbaïdjan	<u>FIRST NATIONAL MULTI-STAKEHOLDER DIALOGUE MEETING IN AZERBAIJAN</u>	Étape 1

Azerbaïdjan	<u>2nd MULTI-STAKEHOLDERS MEETING/Agri-food systems transformation for sustainable national food systems: scientific approaches from Strategy to Action</u>	Étape 2
Bahamas	<u>Making nutritious foods available and accessible throughout the Bahamian Family Islands. How can we support our Family Islands local food systems?</u>	No Étape
Bahamas	<u>Food Safety for Improved Health and Consumption</u>	Étape 1
Bahreïn	<u>استراتيجيات تحقيق الأمن الغذائي: التحديات والفرص</u>	No Étape
Bangladesh	<u>First National Dialogue for the preparation of UN Food Systems Summit 2021</u>	Étape 1
Bangladesh	<u>First Sub-National Dialogue in Satkhira</u>	Étape 2
Bangladesh	<u>Second Sub-National Dialogue in Barguna</u>	Étape 2
Bangladesh	<u>Third Sub-National Dialogue in Jamalpur</u>	Étape 2
Bangladesh	<u>Fourth Sub-National Dialogue in Bandarban</u>	Étape 2
Bangladesh	<u>Fifth Sub-National Dialogue in Sunamganj</u>	Étape 2
Bangladesh	<u>Sixth Sub-National Dialogue in Kurigram</u>	Étape 2
Bangladesh	<u>Second National Dialogue for the preparation of UN Food Systems Summit 2021</u>	Étape 2
Bénin	<u>Transformations dans les Systèmes Alimentaires au Bénin</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>DIÁLOGO NACIONAL DE EXPERTAS Y EXPERTOS RUMBO A LA CUMBRE SOBRE LOS SISTEMAS ALIMENTARIOS</u>	Étape 1
Bolivie (État plurinational de)	<u>Diálogo Regional del Altiplano de Bolivia rumbo a la Cumbre sobre los Sistemas Alimentarios</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>Diálogo Regional del Valle de Bolivia rumbo a la Cumbre sobre los Sistemas Alimentarios</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>Diálogo Regional del Llano y la Amazonía de Bolivia rumbo a la Cumbre sobre los Sistemas Alimentarios</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>Diálogo Nacional: Academia e Instituciones de Investigación</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>Diálogo de las Naciones y Pueblos Indígenas de Bolivia</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>Diálogo Nacional de la Industria en los Sistemas Alimentarios de Bolivia</u>	Étape 2
Bolivie (État plurinational de)	<u>GRAN DIÁLOGO NACIONAL DE BOLIVIA RUMBO A LA CUMBRE SOBRE LOS SISTEMAS ALIMENTARIOS</u>	Étape 3
Botswana	<u>Ensuring Access to Safe and Nutritious Food for All - How Have we Fared?</u>	Étape 2
Botswana	<u>How Sustainable are Consumption Patterns in Botswana</u>	Étape 2

Botswana	<u>What Processes are in Place to Reduce Biodiversity Loss and Promote Conservation</u>	Étape 2
Botswana	<u>How Inclusive are Botswana Food Systems?</u>	Étape 2
Botswana	<u>Are Botswana Food Systems Resilient?</u>	Étape 2
Brésil	<u>Promoting Food Security and Ensuring Equitable Inclusion</u>	Étape 2
Brésil	<u>Building Resilient Food Systems</u>	Étape 2
Brésil	<u>Fostering Sustainable Production and Consumption of Healthy Foods</u>	Étape 2
Brésil	<u>Sustainable Food Systems: Proposals from Brazil</u>	Étape 3
Cambodge	<u>Strengthening Food Systems for Sustainable Development in Cambodia</u>	Étape 1
Cambodge	<u>Introducing Food Systems at a technical level to the ministries and institutions of the Royal Government of Cambodia</u>	Étape 1
Cambodge	<u>Preliminary discussions for moving forward with food fortification in Cambodia</u>	Étape 2
Cambodge	<u>The voice of youth in strengthening food systems for sustainable development</u>	Étape 2
Cambodge	<u>SUN Civil Society Alliance Cambodia's food system dialogues</u>	Étape 2
Cambodge	<u>A Roadmap for Action for the Prevention of Child Wasting in Cambodia</u>	Étape 2
Cambodge	<u>The Enabling Environment for Food Fortification</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Agroecology and Safe Food Systems Transition</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Innovation Showcase for Agricultural Research-to-Market Programme</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Commercialization of Food Fortification Roundtable</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Exploring what it means for Cambodia's food system to 'Build Back/Forward Better' from COVID-19</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Exploring National Commitments for Sustainable Food Systems for Cambodia in 2030</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Youth's Vital Role in Sustainable Food Systems in Cambodia</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Food systems dialogues with school-age children and adolescents</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Enhancing the role and contribution of Private Sector in Improving Nutrition</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Food Systems and WASH and Nutrition</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Fostering Food Safety through Partnership</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Fish to Fork: Building a sustainable fisheries sector in Cambodia</u>	Étape 2
Cambodge	<u>National Food Systems Dialogues: Food Safety and the Role of Private Sector</u>	Étape 2
Cambodge	<u>In-depth exploration for food fortification – Operational Environment</u>	Étape 2
Cambodge	<u>A commune perspective on factors that shape local food systems</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Provincial multi-sectoral coordination for sustainable food systems</u>	Étape 2

Cambodge	<u>An In-depth exploration of Home-Grown School Feeding as a Platform to Enhance Local Food Systems</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Shock Responsive Social Protection and Food Systems</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Information technologies and innovation for agriculture: Consultation Meeting on MetKasekor</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Dialogue for Civil Society Organizations on Cambodia's food systems roadmap</u>	Étape 2
Cambodge	<u>Developing consensus for the vision and key themes for sustainable food systems for Cambodia in 2030</u>	Étape 3
Cambodge	<u>Cambodia's Roadmap for Food Systems for Sustainable Development by 2030</u>	Étape 3
Cameroun	<u>Cameroon on Move Towards Sustainable Food System</u>	Étape 3
Canada	<u>Fostering Collaboration on Food Loss and Waste / Collaboration sur la perte et le gaspillage d'aliments</u>	Étape 2
Canada	<u>Sustainable Agri-Food Value Chains / Durabilité des chaînes de valeur alimentaires</u>	Étape 2
Canada	<u>Food Security Data and Measurement / Mesure de l'insécurité alimentaire et données connexes</u>	Étape 2
Canada	<u>Sustainable Production for Canadian Food Systems / Durabilité de la production dans les systèmes alimentaires canadiens</u>	Étape 2
Canada	<u>Resilient Regional Food Systems / Résilience des systèmes alimentaires régionaux</u>	Étape 2
Canada	<u>Food Environments' Role in Supporting More Equitable and Sustainable Food Systems / Rôle des commerces alimentaires dans le soutien de systèmes alimentaires plus équitables et durables</u>	Étape 2
Canada	<u>Climate Adaptation and Food Security / Adaptation aux changements climatiques et sécurité alimentaire</u>	Étape 2
Canada	<u>Toward a more sustainable and equitable food system: A call for collective action / Vers un système alimentaire plus durable et plus équitable : appel à l'action collective</u>	Étape 3
Chili	<u>Diálogo Nacional: Sistemas alimentarios sostenibles que permitan garantizar el acceso a dietas saludables</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Magallanes y la Antártica Chilena: Adopción de modalidades de consumo sostenible</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Atacama: Seguridad alimentaria y reducción de enfermedades crónicas no transmisibles.</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Aysén: Alimentación Escolar</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Tarapacá: Adoptar modalidades de consumo sostenibles</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Los Ríos: Las modalidades de consumo y producción sostenible priorizan el cuidado y aprovechamiento máximo de los recursos naturales, proporcionando una mejor calidad de vida</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Valparaíso: Garantizar el acceso a alimentos sanos y nutritivos para todos y todas</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de La Araucanía: Alimentos ancestrales y su rol en los sistemas alimentarios</u>	No Étape

Chili	<u>Diálogo Regional de Coquimbo: Seguridad Alimentaria</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Arica y Parinacota: Garantizar el acceso a alimentos sanos y nutritivos para todos y todas</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Biobío: Garantizar el acceso a alimentos sanos y nutritivos para todos y todas</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Maule: Derecho a una Alimentación Saludable y Nutritiva</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de O'Higgins: Sistemas alimentarios de la Región de O'Higgins</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Región Ñuble: Sistema alimentarios sostenibles que permitan garantizar el acceso a dietas saludables, promoviendo políticas públicas de producción y consumo, y mediante la creación de entornos alimentarios escolares y comunitarios más saludables</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Los Lagos: Alimentación saludable y nutrición para los adultos mayores de Los Lagos</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de la Región Metropolitana: Estrategias y políticas regionales que permitan garantizar acceso y disponibilidad a alimentos sanos e inocuos, involucrando a todos los actores del sistema alimentario</u>	No Étape
Chili	<u>Diálogo Regional de Antofagasta: Derecho a la Alimentación</u>	Étape 1
Chine	<u>Report of China's National Dialogue on Food Security and Sustainable Development for the United Nations Food Systems Summit</u>	No Étape
Colombie	<u>Ruta de los diálogos subnacionales y nacionales hacia la Cumbre 2021 sobre los Sistemas Alimentarios – Colombia</u>	No Étape
Colombie	<u>Ruta de los diálogos subnacionales y nacionales hacia la Cumbre 2021 sobre los Sistemas Alimentarios – Colombia</u>	No Étape
Colombie	<u>Primer Diálogo Subnacional hacia la Cumbre 2021 sobre los Sistemas Alimentarios – Colombia</u>	No Étape
Colombie	<u>Segundo Diálogo Subnacional de Colombia hacia la Cumbre sobre los Sistemas Alimentarios.</u>	No Étape
Colombie	<u>Primer Diálogo Nacional hacia la Cumbre sobre los Sistemas Alimentarios – Colombia.</u>	No Étape
Costa Rica	<u>Acciones transformadoras hacia cambios positivos para la producción y el consumo sostenible en Costa Rica</u>	No Étape
Costa Rica	<u>Soluciones basadas en naturaleza: Pilar de los sistemas alimentarios sostenibles.</u>	No Étape
Costa Rica	<u>Garantizando el acceso a alimentos sanos y nutritivos para todos y todos</u>	No Étape
Costa Rica	<u>Innovación digital en la agricultura para la transformación de los sistemas alimentarios</u>	No Étape
Danemark	<u>Danish National Food Systems Dialogue 2021</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo Nacional - La dieta y la nutrición de la población dominicana como pilar clave en el desarrollo humano y social</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo Nacional - Cambio Climático y su impacto en la producción agropecuaria dominicana</u>	No Étape

République dominicaine	<u>Diálogo Nacional - La producción y suministro de alimentos en la República Dominicana post pandemia COVID-19</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo Local - Cambio Climático y su impacto en la producción agropecuaria dominicana</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo Local - La dieta y la nutrición de la población dominicana como pilar clave en el desarrollo humano y social</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo Local - La producción y suministro de alimentos en la República Dominicana post pandemia COVID-19</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo - Cambio Climático y su impacto en la producción agropecuaria dominicana. Enfoque Global</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo - La dieta y la nutrición de la población dominicana como pilar clave en el desarrollo humano y social. Enfoque Global</u>	No Étape
République dominicaine	<u>Diálogo - La producción y suministro de alimentos en la República Dominicana post pandemia COVID-19. Enfoque Global</u>	No Étape
Équateur	<u>Visión al 2030 del Sistema Alimentario Ecuatoriano</u>	No Étape
Équateur	<u>¿Cómo superar los principales desafíos del sistema agroalimentario ecuatoriano?</u>	Étape 3
Egypte	<u>Multi-stakeholder Dialogue on Egypt's Food System</u>	No Étape
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Región Occidental</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Región Oriental</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Región Central</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Región Paracentral</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Diálogo Nacional</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Diálogo Nacional (virtual)</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Personas con discapacidad (auditiva, visual, física e intelectual)</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Mujeres</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Personas adultas mayores</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Niñez</u>	Étape 2

Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Pueblos indígenas</u>	Étape 2
Le Salvador	<u>Consulta hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - El Salvador - Organizaciones de Consumidores</u>	Étape 2
Guinée Équatoriale	<u>DIALOGO NACIONAL SOBRE SISTEMAS ALIMENTARIOS: LA ALIMENTACION SANA ASEGURA EL FUTURO</u>	No Étape
Guinée Équatoriale	<u>SEGUNDO DIALOGO NACIONAL SOBRE SISTEMAS ALIMENTARIOS: LA ALIMENTACION SANA ASEGURA EL FUTURO</u>	No Étape
Union Européenne	<u>The European Green Deal: opportunities to anticipate and address emerging risks</u>	No Étape
Union Européenne	<u>EU dialogue for the 2021 UN Food Systems Summit - Meeting with Stakeholders</u>	No Étape
Union Européenne	<u>EU Platform on Animal Welfare</u>	No Étape
Union Européenne	<u>EU Citizens Dialogue on Food Systems</u>	No Étape
Union Européenne	<u>EU Dialogue for the 2021 UN Food Systems Summit High-Level Event</u>	No Étape
Fidji	<u>Action Track 5 National Dialogue on Building Resilience to Vulnerability, Shocks and Stress</u>	Étape 2
Fidji	<u>National Food Systems Summit Dialogue-Day 1</u>	Étape 2
Fidji	<u>National Food Systems Summit Day 2</u>	Étape 2
Fidji	<u>Action Track 1 Food Systems Stakeholders Dialogue</u>	Étape 3
Fidji	<u>Action Track 2- Shift to sustainable consumption patterns</u>	Étape 3
Fidji	<u>Action Track 3 - Nature Positive Production</u>	Étape 3
Fidji	<u>Action Track 4- Livelihoods and Equity in Fiji</u>	Étape 3
Fidji	<u>NATIONAL FOOD SYSTEMS SUMMIT DIALOGUE</u>	Étape 3
Fidji	<u>NATIONAL FOOD SYSTEMS SUMMIT DAY 3</u>	Étape 3
Finlande	<u>Towards a resilient food system</u>	Étape 1
Finlande	<u>Towards Sustainable Food Systems</u>	Étape 2
La France	<u>Concertation pour l' élaboration de la Stratégie Nationale Protéines</u>	No Étape
Gabon	<u>Systèmes Alimentaires respectueux de l'Environnement</u>	No Étape
Gabon	<u>Garantir un l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs</u>	No Étape
Gabon	<u>Stimuler la production respectueuse de la nature</u>	No Étape
Gabon	<u>Promouvoir des moyens de subsistance équitables</u>	No Étape
Gabon	<u>Résilience face aux vulnérabilités et aux chocs et stress</u>	No Étape
Gabon	<u>Consultation des Partenaires Techniques et Financiers du Gabon</u>	No Étape
Gambie (République de La)	<u>Food System Summit Dialogues , The Gambia</u>	Étape 2

Géorgie	<u>The First National Dialogue - The Future of Georgian Food Systems</u>	No Étape
Géorgie	<u>The Third National Dialogue - The Future of Georgian Food Systems</u>	Étape 3
Allemagne	<u>"Pathways towards Sustainable Food Systems" - A German contribution to the UN Food Systems Summit 2021</u>	No Étape
Ghana	<u>NATIONAL DIALOGUE ON GHANA'S FOOD SYSTEMS: DEVELOPING A RESILIENT AND EQUITABLE FOOD SYSTEM FOR IMPROVED NUTRITON SECURITY</u>	Étape 1
Ghana	<u>SUB-NATIONAL DIALOGUES ON GHANA'S FOOD SYSTEMS: DEVELOPING A RESILIENT AND EQUITABLE FOOD SYSTEM FOR IMPROVED NUTRITON SECURITY</u>	Étape 2
Guatemala	<u>Primer Diálogo Nacional de Guatemala de cara a la Cumbre de Sistemas Alimentarios 2021</u>	Étape 1
Guatemala	<u>Segundo Diálogo Nacional de Guatemala de cara a la Cumbre de Sistemas Alimentarios 2021</u>	Étape 2
Guatemala	<u>Tercer Diálogo Nacional para la Cumbre de Sistemas Alimentarios</u>	Étape 3
Guinée	<u>LA CHAINE DE VALEUR AGRICOLE / ELEVAGE / PECHE EN GUINEE</u>	Étape 1
Guyane	<u>Guyana's National High-Level Dialogue in preparation for the UN Food Systems Summit</u>	Étape 1
Haïti	<u>SAN et les ODD</u>	Étape 2
Haïti	<u>SAN et les ODD</u>	Étape 2
Haïti	<u>Systèmes Alimentaires analyse et solutios</u>	Étape 2
Honduras	<u>DIALOGO ACCIONES PARA TRANSFORMAR EL SISTEMA ALIMENTARIO DE HONDURAS AL 2030</u>	Étape 1
Honduras	<u>Segundo Dialogo Nacional para Transformar los Sistemas Alimentarios de Honduras al 2030</u>	Étape 1
Honduras	<u>Primer Dialogo Sub nacional para transformar los sistemas alimentarios de Honduras al 2030</u>	Étape 2
Honduras	<u>Segundo Dialogo sub nacional para transformar los sistemas alimentarios de Honduras al 2030</u>	Étape 2
Honduras	<u>Tercer Dialogo Sub nacional para Transformar los sistemas alimentarios de Honduras al 2030</u>	Étape 2
Hongrie	<u>Dialogue on achieving sustainability in food production and food consumption (economic, environmental, social impacts)</u>	No Étape
Inde	<u>Food Systems Summit 2021- National Dialogue Agri-Food Systems in India- Advancing Equitable Livelihoods</u>	Étape 1
Indonésie	<u>INDONESIAN NATIONAL FOOD SYSTEMS DIALOGUES</u>	Étape 1
Indonésie	<u>INDONESIAN SUB-NATIONAL FOOD SYSTEMS DIALOGUES</u>	Étape 2
Irlande	<u>Sustainable Food Systems and Ireland's 2030 Agri-food Strategy</u>	Étape 1
Irlande	<u>Health and Well-being of People and Society</u>	Étape 2
Irlande	<u>Promoting an Inclusive Food System for the Future</u>	Étape 3
Irlande	<u>Aligning Domestic and Foreign Policy towards Sustainable Food Systems</u>	Étape 3
Israël	<u>Implementation guidance for healthy and sustainable diets policy: Challenges</u>	No Étape

Israël	<u>Implementation guidance for healthy and sustainable diets policy: Vision</u>	No Étape
Israël	<u>Food security, regulation, industry and cities: Vision</u>	No Étape
Israël	<u>Implementation guidance for healthy and sustainable diets policy: Pathways</u>	No Étape
Israël	<u>Environmental global changes, local implications: challenges</u>	Étape 3
Israël	<u>Plant food systems: Challenges</u>	Étape 3
Israël	<u>Food security, regulation, industry and cities: Challenges</u>	Étape 3
Israël	<u>Plant food systems: Vision</u>	Étape 3
Israël	<u>Animal food systems: Vision</u>	Étape 3
Israël	<u>Animal food systems: challenges</u>	Étape 3
Israël	<u>Environmental global changes, local implications: Vision</u>	Étape 3
Israël	<u>Plant food systems: Pathways</u>	Étape 3
Israël	<u>Animal Food Systems: Pathways</u>	Étape 3
Israël	<u>Food security, regulation, industry and cities: Pathways</u>	Étape 3
Israël	<u>Environmental global changes, local implications: Pathways</u>	Étape 3
Italie	<u>The culture of food in sustainable food systems</u>	No Étape
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue (The Planning Subcommittee of The Council of Food, Agriculture and Rural Area Policies)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue (The Evaluation Expert Committee on Promotion of Food and Nutrition Education)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue (Association of Consumer Organizations (SHUFUREN))</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation(MeaDRI)with Nihon Hojin-Kyokai (Japan Agricultural Corporations Association)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with JA-ZENCHU (Central Union of Agricultural Co-operatives)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation(MeaDRI)with farmers (vegetable grown outdoor/Fruits)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation(MeaDRI)with farmers (Greenhouse horticulture/Flowers)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation(MeaDRI)with farmers (paddy rice)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation(MeaDRI)with farmers (upland farming)</u>	Étape 1

Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with farmers (livestock)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with farmers (Young and family-farmers)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation(MeaDRI)with the Norinchukin Bank (the national-level financial institution for agricultural, fishery and forestry cooperatives in Japan)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with Agricultural machinery manufacturers</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with pesticide manufacturers</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with farmers (organic farming)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with The National Federation of Agricultural Cooperative Associations (ZEN-NOH)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with food industries and related organization</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with fertilizer manufacturers and a related association</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with Japan Processed Foods Wholesalers Association (an association related to food marketing and distribution)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with fisheries stakeholders</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with aquaculture industries and related organizations</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Japan Agricultural High school Principals Association</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with 4H Club members</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Japan Agricultural Corporations Association</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with the Committee Meeting on New Policies for Agricultural Communities</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with Renewable Energy Businesses and Related Parties</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Nougyoujoshi Project (female farmers groups project)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Japanese Consumers' Cooperative Union</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with The Planning Subcommittee of The Council of Food, Agriculture and Rural Area Policies</u>	Étape 1

Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Sustainable Consortium for Agriculture, Forestry, Fisheries and Food</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Consumer Goods Forum</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with Land Improvement Related Parties</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue on the Measures for achievement of Decarbonization and Resilience with Innovation (MeaDRI) with Consumer Organizations</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Consumers Japan</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Food-Tech companies (co-hosted by MAFF and OECD)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Japan Food Industry Center Environment Committee</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Japan Business Federation Committee on Agriculture</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with National Chamber of Agriculture</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue (co-hosted by JISNAS-FAO Monthly Joint Seminar)</u>	Étape 1
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Hokkaido, Yamanashi, Aichi and Tokushima Prefectural Governments</u>	Étape 2
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Municipal Governments (Tsuruoka City, Yokohama City, Niigata City, Ohnan Town, Maniwa City, Itoman City)</u>	Étape 2
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Municipal Governments (Obihiro City, Hanamaki City, Toyama City, Kyoto City, Toyooka City, Chikuzen Town)</u>	Étape 2
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Municipal Governments (Tenei Village, Iwate Town, Shima City, Yosano Town, Kamikatsu Town, Aya Town)</u>	Étape 2
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue with Ishikawa, Shiga, Kumamoto and Okinawa Prefectural Governments</u>	Étape 2
Japon	<u>Japan National Food Systems Dialogue (Plenary Dialogue)</u>	Étape 3
Jordan	<u>حوار دون وطني حول النظم الغذائية في المملكة الاردنية " نحو بناء القدرة المجتمعات المحلية على الصمود في مواجهة الازمات والصدمات والضغوط</u>	No Étape
Jordan	<u>حوار دون وطني حول النظم الغذائية في المملكة الاردنية " نحو ضمان حصول الجميع على طعام مأمون ومغذ "</u>	No Étape
Jordan	<u>حوار دون وطني حول النظم الغذائية في المملكة الاردنية " نحو تعزيز سبل العيش المنصفة "</u>	No Étape
Jordan	<u>"Transforming to more efficient and sustainable food systems in light of crises"</u>	No Étape
Kenya	<u>Resilient & Inclusive Food Systems for Sustainable Economic and Human Development in South Eastern Kenya Economic Block (SEKEB)</u>	Étape 2
Kiribati	<u>Transforming Kiribati Food System in the Atoll Setting</u>	No Étape
Koweit	<u>KUWAIT National Food Systems Dialogue</u>	Étape 1
Koweit	<u>Improving the health and nutritional status of school children in Kuwait</u>	Étape 2

Koweit	<u>Food loss and food waste management in Kuwait</u>	Étape 2
Koweit	<u>Towards sustainable food systems in the State of Kuwait</u>	Étape 3
Kirghizistan	<u>Устойчивые продовольственные системы Кыргызской Республики через внедрение инновационных решений, зеленой экономики и адаптацию к климатическим изменениям</u>	No Étape
Kirghizistan	<u>Устойчивые продовольственные системы Кыргызской Республики: через внедрение инновационных решений, зеленой экономики и адаптацию к климатическим изменениям</u>	Étape 1
Kirghizistan	<u>Устойчивые продовольственные системы Кыргызской Республики: через внедрение инновационных решений, зеленой экономики и адаптацию к климатическим изменениям</u>	Étape 1
République démocratique populaire lao	<u>Food Systems Summit 2021: Member State Dialogues in Lao PDR</u>	No Étape
Lettonie	<u>Resilient Rural livelihoods for food and for future generations</u>	No Étape
Madagascar	<u>Population malagasy bien nourrie et en bonne santé, grâce à des systèmes alimentaires performants, inclusifs, résilients et durables</u>	Étape 1
Malawi	<u>Building healthier sustainable and equitable food systems for a better Malawi</u>	Étape 1
Malawi	<u>Building Healthier, Sustainable and Equitable Food Systems for a Better Malawi</u>	Étape 2
Malawi	<u>Building Healthier, Sustainable and Equitable Food Systems for a Better Malawi</u>	Étape 2
Malawi	<u>Building Healthier, Sustainable and Equitable Food Systems for a Better Malawi</u>	Étape 2
Malawi	<u>Building Healthier, Sustainable and Equitable Food Systems for a Better Malawi</u>	Étape 2
Malaisie	<u>National Food Security Webinar</u>	No Étape
Malaisie	<u>Food Safety and Nutrition In Ensuring Food Security</u>	Étape 1
Malaisie	<u>Food Safety for Home-based Businesses</u>	Étape 1
Malaisie	<u>Food Systems Summit 2021 - Youth & Food : Do You Care?</u>	Étape 1
Malaisie	<u>NATIONAL SURVEY: Building Resilience to Vulnerabilities, Shocks and Stress in Food Security</u>	Étape 2
Malte	<u>Lifestyle Changes towards Sustainable Food Systems</u>	No Étape
Mauritanie	<u>Contraintes et défis des systèmes alimentaires en Mauritanie</u>	Étape 1
Maurice	<u>National Dialogue on Food Systems</u>	No Étape
Mexique	<u>Primer Diálogo Nacional de México-Cumbre de Sistemas Alimentarios</u>	Étape 1
Mexique	<u>Tercer Diálogo Nacional de México camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios. Programa de comunicación de cambio de comportamiento para una alimentación saludable, justa y sostenible.</u>	Étape 1
Mexique	<u>Segundo Diálogo Nacional de México camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios. ¿Cómo evaluar avances en la política del sistema agroalimentario?</u>	Étape 1
Mexique	<u>Primer Diálogo Sub-nacional de México camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios</u>	Étape 2

Mexique	<u>Cuarto Diálogo Nacional de México Camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios. Mujeres rurales y productores de pequeña y mediana escala.</u>	Étape 2
Mexique	<u>Sexto Diálogo Nacional de México Camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios. "Pueblos Indígenas y Afromexicanos"</u>	Étape 2
Mexique	<u>Séptimo Diálogo Nacional de México Camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios. "Producción y consumo nacional de verduras y frutas para lograr medios equitativos de vida de productores"</u>	Étape 2
Mexique	<u>Octavo Diálogo Nacional Cumbre de Sistemas Alimentarios: "Redes de Recursos Genéticos para una Alimentación Saludable, Justa y Sostenible"</u>	Étape 2
Mexique	<u>Quinto Diálogo Nacional de México Camino a la Cumbre de Sistemas Alimentarios. "Prevención de la mala nutrición en los primeros 1000 días de vida".</u>	Étape 2
Mexique	<u>Noveno Diálogo Nacional "Retroalimentación"</u>	Étape 3
Mongolie	<u>Sub-national dialogue - Western region</u>	No Étape
Mongolie	<u>Sub-national dialogue - Khangai Region</u>	No Étape
Mongolie	<u>Sub-national dialogue - Eastern region</u>	No Étape
Mongolie	<u>Sub-national dialogue - Gobi region</u>	No Étape
Mongolie	<u>Sub-national dialogue - Municipal dialogue</u>	No Étape
Mongolie	<u>Sub-national Dialogue - Central region</u>	No Étape
Mongolie	<u>High level National dialogue</u>	No Étape
Mongolie	<u>Private sector dialogue</u>	No Étape
Mongolie	<u>Member state dialogue</u>	No Étape
Maroc	<u>Dialogue National sur les Systèmes Alimentaires au Maroc</u>	Étape 3
Mozambique	<u>Contributing to the consolidation of food systems' value chains</u>	No Étape
Mozambique	<u>Contributing to integrated and sustainable food systems towards zero hunger</u>	Étape 1
Mozambique	<u>contributing to resilience to extreme weather events</u>	Étape 2
Mozambique	<u>Contributing to improve the situation of food and nutritional security in Mozambique</u>	Étape 3
Birmanie	<u>Dialogue for Shaping of National Pathway to Sustainable Food System of Myanmar on 2021 UN Food Systems Summit</u>	Étape 1
Nauru	<u>Nauru's Food System Dialogue- 'A bottoms-up approach to food system transformation'</u>	Étape 1
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 1
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2

Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 2
Népal	<u>"Nepal towards an equitable, resilient and sustainable food system"</u>	Étape 3
Pays-Bas	<u>Dutch Member State Dialogue for the UN Food Systems Summit</u>	No Étape
Niger	<u>Quelles actions pour transformer les systèmes alimentaires, moderniser le monde rural et améliorer l'état nutritionnel des nigériens en relation avec l'atteinte des ODD ?</u>	No Étape
Niger	<u>Quelles actions pour transformer les systèmes alimentaires, moderniser le monde rural et améliorer l'état nutritionnel dans le contexte spécifique de la région d'Agadez</u>	No Étape
Niger	<u>Quelles actions pour transformer les systèmes alimentaires, moderniser le monde rural et améliorer l'état nutritionnel des nigériens en relation avec l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ?</u>	Étape 1
Niger	<u>Quelles actions pour transformer les systèmes alimentaires, moderniser le monde rural et améliorer l'état nutritionnel des populations dans les régions de Tahoua et Agadez</u>	Étape 1
Nigeria	<u>NIGERIA NATIONAL FOOD SYSTEMS DIALOGUES</u>	Étape 1
Nigeria	<u>Owerri Food System Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Ibadan Food System Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Lagos Food System Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Sokoto Food System Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Gombe Food System Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>BAUCHI FOOD SYSTEM EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>ILORIN FOOD SYSTEM EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>LAFIA FOOD SYSTEM EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>CALABAR FOOD SYSTEM EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>KANO FOOD SYSTEM EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>ASABA FOOD SYSTEM EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Enugu Food System Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>IHIE-IYI (ABIA STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>SABAGREIA (BAYELSA STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>ADOGO (KOGI STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>ZAWARO-BIDA (NIGER STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2

Nigeria	<u>KOBAPE (OGUN STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>BOLORUNDURO (ONDO STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>MILE SIX, JALINGO (TARABA STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>OMOR (ANAMBRA STATE) RURAL COMMUNITY STAKEHOLDERS FOOD SYSTEM DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Private Sector National Food Systems Exploratory Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>NIGERIA AGRICULTURAL COMMODITY VALUE CHAINS FOOD SYSTEM SUMMIT DIALOGUE</u>	Étape 2
Nigeria	<u>Nigeria Women in Food, Agriculture and Nutrition Dialogue</u>	Étape 2
Nigeria	<u>NIGERIA YOUTH IN FOOD AND AGRICULTURE EXPLORATORY DIALOGUE</u>	Étape 2
Norvège	<u>National dialogue on sustainable food systems - NORWAY</u>	No Étape
Oman	<u>Creating a safe, healthy and available national food system for all members of society</u>	Étape 2
Palaos	<u>Identifying Pathways to Sustainable Food Systems in Palau</u>	No Étape
Panama	<u>Consulta Nacional sobre los Sistemas Alimentarios Sostenibles: “Cerrando Brechas para la Seguridad Alimentaria”</u>	Étape 1
Panama	<u>Consulta Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Provincias de Herrera y Los Santos</u>	Étape 2
Panama	<u>Consulta Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Provincias de Panamá Este, Oeste y Darién</u>	Étape 2
Panama	<u>Consulta Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Provincia de Chiriquí</u>	Étape 2
Panama	<u>Sesión de Intercambio Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Territorios Indígenas de Panamá</u>	Étape 2
Panama	<u>Consulta Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Provincia de Colón</u>	Étape 2
Panama	<u>Consulta Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Provincia de Bocas del Toro</u>	Étape 2
Panama	<u>Consulta Hacia la Cumbre de los Sistemas Alimentarios Sostenibles - Provincias de Veraguas y Coclé</u>	Étape 2
Panama	<u>Fase 3 - Consulta Nacional sobre los Sistemas Alimentarios Sostenibles: “Cerrando Brechas para la Seguridad Alimentaria”</u>	Étape 3
Philippines	<u>National Dialogue on Engaging the Youth in Agriculture: The Key to Food Secure Future</u>	No Étape
Philippines	<u>Workshop Symposium on Indigenous People Development Programs and Thrusts</u>	No Étape
Philippines	<u>Advancing Innovations and Science-based Farm Production Systems: The Role of State Universities and Colleges in Modernizing, Industrializing, and Professionalizing Philippine Agriculture Food Systems</u>	No Étape
Philippines	<u>Women Agribusiness Summit : “Women in Agriculture Break Barriers” A Town Hall Consultation</u>	No Étape

Philippines	<u>UNFSS Sub-National Dialogue with Farmers and Fishers' Groups</u>	No Étape
Philippines	<u>National Dialogue on Models of Sustainable Agri-Industrial Business Corridors (ABCs): Promoting Inclusive and Sustainable Industrialization and Further Innovation</u>	Étape 1
Philippines	<u>Dynamic Conservation and Sustainable Use of Agro-Biodiversity in Traditional Ecosystems: Empowering IPs Towards Sustainable Food Production Systems</u>	Étape 1
Philippines	<u>National Dialogue on Responsible Agricultural Investments</u>	Étape 2
Philippines	<u>NATIONAL FOOD SYSTEMS DIALOGUE IN THE PHILIPPINES</u>	Étape 2
Philippines	<u>National Food Security Summit 2021</u>	Étape 3
Philippines	<u>Consultation Forum on the Demographic Aspect of the Food System</u>	Étape 3
Philippines	<u>National Dialogue on the Population and Peace Building Towards Food Security</u>	Étape 3
Pologne	<u>Developing a food identification system in Poland, which provides actors in the food supply chain with access to transparent and credible information on how and where food is produced</u>	Étape 3
Qatar	<u>Qatar Food System National Dialogue</u>	No Étape
République de Corée	<u>5th National Dialogue for Sustainable Food Systems in the Republic of Korea</u>	No Étape
République de Corée	<u>First National Dialogue for Sustainable Food Systems in the Republic of Korea</u>	Étape 1
République de Corée	<u>Korean National Dialogue on Food Security and International Cooperation</u>	Étape 1
République de Corée	<u>Korean National Dialogue on Sustainable Food Production and Consumption</u>	Étape 1
République de Corée	<u>Korean National Dialogue on Food for All</u>	Étape 1
République de Corée	<u>Dialogue on the National Food Plan with Related Ministries</u>	Étape 1
Fédération Russe	<u>TOWARDS THE UNITED NATIONS FOOD SYSTEMS SUMMIT: RUSSIAN PRIORITIES, ACHIEVEMENTS, AND TARGETS</u>	No Étape
Rwanda	<u>Ensuring Access to Safe and Nutritious Food for All in Rwanda: What game changing actions should be implemented for increased availability and accessibility of safe and nutritious foods?</u>	Étape 1
Rwanda	<u>Game-changing actions for promoting and creating demand for healthy and sustainable diets among Rwandan population and reducing food waste</u>	Étape 1
Rwanda	<u>Toward Sustainable Food Systems: What game changing solutions to deal with climate change, protect critical ecosystems, reduce food loss and energy usage?</u>	Étape 1
Rwanda	<u>Toward Sustainable Food Systems in Rwanda: Advancing Equitable Livelihoods and Value Distribution</u>	Étape 1
Rwanda	<u>Toward Resilient and Inclusive Food Systems in Rwanda: Economic, Social and Environmental Resilience.</u>	Étape 1
Samoa	<u>Samoa Food Systems Dialogue</u>	Étape 3
Arabie Saoudite	<u>National Dialogue for Sustainable Food Systems in the Kingdom of Saudi Arabia</u>	Étape 1
Sénégal	<u>Concertation sur les principales caractéristiques et perspectives des Systèmes alimentaires au Sénégal</u>	Étape 1

Sénégal	<u>Identification des éléments constitutifs de la position du Sénégal au Sommet mondial sur les systèmes alimentaires durables.</u>	Étape 2
Serbie	<u>FIRST NATIONAL DIALOGUE - DEVELOPMENT OF SUSTAINABLE FOOD SYSTEMS THROUGH INCLUSIVE VALUE CHAINS</u>	Étape 2
Les Seychelles	<u>The imperative of food and nutrition security and sovereignty; activating the bold steps - The perspective of householders.</u>	No Étape
Les Seychelles	<u>The imperative of food and nutrition security and sovereignty; activating the bold steps - The perspective of the youth.</u>	No Étape
Les Seychelles	<u>The imperative of food and nutrition security and sovereignty; making the bold steps - The perspective of members of the National Assembly</u>	No Étape
Les Seychelles	<u>The imperative of food and nutrition security and sovereignty; activating the bold steps - The perspective of policy influencers</u>	No Étape
Les Seychelles	<u>The imperative of food and nutrition security and sovereignty; activating the bold steps - The perspective of local producers.</u>	Étape 2
Sierra Leone	<u>Sierra Leone National Food Systems Dialogue - Building Consensus on the the Pathway to Attain Sustainable Access to Safe and Nutritious Food for All</u>	Étape 3
Afrique du Sud	<u>Leveraging Public-Private Partnerships towards scaling up food systems solutions in South Africa</u>	Étape 1
Espagne	<u>“DEL MUNDO A LOS TERRITORIOS, Y DE LOS TERRITORIOS AL MUNDO: SISTEMAS ALIMENTARIOS DIVERSOS QUE PROVEEN A LAS PERSONAS Y RESPETAN EL PLANETA”</u>	No Étape
Espagne	<u>Sistemas Alimentarios Sostenibles: necesidad y oportunidad</u>	No Étape
Soudan	<u>Develop Food system to be more resilint, equatable and sustainable, leaving no one behind</u>	Étape 2
Suède	<u>National Dialogue for the Food System Summit</u>	Étape 1
Suède	<u>Regional dialogue in Södertälje</u>	Étape 2
Suède	<u>Regional dialogue in Härnösand</u>	Étape 2
Suède	<u>Social sustainability in the food system</u>	Étape 2
Suède	<u>Boost nature positive food production – for people and planet.</u>	Étape 2
Suède	<u>Food Systems Dialogue: Towards Equitable Food Systems</u>	Étape 2
Suède	<u>Food security, conflict and resilience</u>	Étape 2
La Suisse	<u>Swiss National Food Systems Summit Dialogue “From Challenges to Actions”</u>	Étape 1
La Suisse	<u>City Dialogue Geneva and Lausanne</u>	Étape 2
La Suisse	<u>City Dialogue Lausanne and Geneva</u>	Étape 2
La Suisse	<u>City Dialogue Basel and Zürich</u>	Étape 2
La Suisse	<u>City Dialogue Zurich and Basel</u>	Étape 2
La Suisse	<u>City Dialogue Bellinzona</u>	Étape 2
La Suisse	<u>Swiss National Food Systems Summit Dialogue “From Challenges to Actions”: Étape 3</u>	Étape 3

Tadjikistan	<u>Продовольственная безопасность и питание</u>	Étape 2
Thaïlande	<u>Food security vs Sustainable Food System</u>	Étape 2
Tunisie	<u>Pour des systèmes alimentaires durables, résilients et créateurs de richesse</u>	No Étape
Turquie	<u>Transforming the Food Systems for A Better Future - 1</u>	Étape 3
Turquie	<u>Transforming the Food Systems for A Better Future - 2</u>	Étape 3
Ukraine	<u>National approach to the transformation of food systems.</u>	Étape 1
Ukraine	<u>National approach to the transformation of food systems. The country's potential in the development of food systems</u>	Étape 2
Ukraine	<u>National approach to the transformation of food systems. Transformation of food systems: Ukrainian context</u>	Étape 2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	<u>UK National Food Systems Dialogue</u>	No Étape
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	<u>UK National Food Systems Dialogue - Youth</u>	No Étape
République-Unie de Tanzanie	<u>Food System Transformation is Our Responsibility: Play Your Part!</u>	Étape 1
Les États-Unis d'Amérique	<u>U.S. National Food Systems Dialogues</u>	Étape 1
Les États-Unis d'Amérique	<u>Second U.S. National Food Systems Dialogue: Building More Sustainable U.S. Food Systems</u>	Étape 2
Les États-Unis d'Amérique	<u>Youth Voices in Sustainable U.S. Food Systems</u>	Étape 2
Les États-Unis d'Amérique	<u>Final U.S. National Food Systems Dialogue: Pathways for More Sustainable U.S. Food Systems</u>	Étape 3
Uruguay	<u>Uruguay: Hacia sistemas alimentarios más saludables, sostenibles e inclusivos. Impulsar la producción favorable a la naturaleza.</u>	Étape 3
Uruguay	<u>Uruguay: hacia sistemas alimentarios más saludables, sostenibles e inclusivos. Adoptar modalidades de consumo sostenibles.</u>	Étape 3
Uruguay	<u>Uruguay: hacia sistemas alimentarios más saludables, sostenibles e inclusivos. Garantizar el acceso alimentos sanos y nutritivos para todos.</u>	Étape 3
Ouzbékistan	<u>UZBEKISTAN FIRST NATIONAL DIALOGUE TOWARDS THE UN 2021 FOOD SYSTEMS SUMMIT</u>	Étape 1

Ouzbékistan	<u>UZBEKISTAN SUB-NATIONAL DIALOGUE TOWARDS THE UN 2021 FOOD SYSTEMS SUMMIT</u>	Étape 2
Ouzbékistan	<u>UZBEKISTAN SUB-NATIONAL DIALOGUE TOWARDS THE UN 2021 FOOD SYSTEMS SUMMIT</u>	Étape 2
Ouzbékistan	<u>UZBEKISTAN NATIONAL DIALOGUE TOWARDS THE UN 2021 FOOD SYSTEMS SUMMIT</u>	Étape 3
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Actores Claves para la Justicia Social</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Distribución suficiente, justa y equitativa del Sistema Alimentario Venezolano</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Hábitos alimentarios para el bienestar del pueblo venezolano</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Estado Mayor de Alimentación para el Impulso de los Sistemas Alimentarios Sostenibles</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>La Educación Universitaria y su contribución en la construcción de pensamiento para la producción sostenible</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Diálogo con Organizaciones Populares relacionadas a la Alimentación, enmarcado en la Cumbre Mundial sobre Sistemas Alimentarios. Aporte de Ciencias y Tecnología</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>La Agricultura Urbana en el Marco de la Construcción de Un Sistema Agroalimentario Sustentable, Saludable, Soberano y Solidario.</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Plataforma de Mujeres y Sistemas Alimentarios</u>	No Étape
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Diálogo Nacional Sistema Alimentario Sostenible con el Medio Ambiente. Enfoque venezolano</u>	Étape 3
Venezuela, République bolivarienne du	<u>Diálogo Nacional Motor productivo del Sistema Alimentario Venezolano</u>	Étape 3
Viet Nam	<u>Sub-National Dialogue on Developing Sustainable Food Systems in the Northern Vietnam</u>	No Étape
Viet Nam	<u>The Second National Dialogue: Viet Nam Food Systems: Transparency - Responsibility - Sustainability</u>	No Étape
Zimbabwe	<u>Transforming Production and Food Systems in Zimbabwe</u>	Étape 1